

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ **Αρ. Φύλλου 56**

14 Απριλίου 1993

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 2128

Κύρωση της Συνθήκης Βουδαπέστης για τη διεθνή αναγνώριση της κατάθεσης των μικροοργανισμών στα πλαίσια της διαδικασίας για τα διπλώματα ευρεσιτεχνίας, που έγινε στη Βουδαπέστη στις 28 Απριλίου 1977 και αναθεωρήθηκε στις 26 Σεπτεμβρίου 1980 (μαζί με τον εκτελεστικό κανονισμό)

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο Νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο

Κυρώνεται και έχει την ισχύ, που ορίζει το άρθρο 28 παράγραφος 1 του Συντάγματος, η Συνθήκη Βουδαπέστης για τη διεθνή αναγνώριση της κατάθεσης των μικροοργανισμών στα πλαίσια της διαδικασίας για τα διπλώματα ευρεσιτεχνίας (μαζί με τον εκτελεστικό κανονισμό), η οποία έγινε στη Βουδαπέστη στις 28 Απριλίου 1977 και αναθεωρήθηκε στις 26 Σεπτεμβρίου 1980 και που το κείμενό της στο γαλλικό και αγγλικό πρώτυπο, καθώς και στην Ελληνική του μετάφραση, είναι το ακόλουθο:

Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets

fait à Budapest le 28 avril 1977,
et modifie le 26 septembre 1980

et

Règlement d'exécution



Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle
GENÈVE 1989

DISPOSITIONS INTRODUCTIVES

Article premier

Constitution d'une union

Les Etats parties au présent Traité (ci-après dénommés « les Etats contractants ») sont constitués à l'état d'Union pour la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets.

Article 2

Définitions

Aux fins du présent Traité et du Règlement d'exécution,

i) toute référence á un « brevet » s'entend comme une référence aux brevets d'invention, aux certificats d'auteur d'invention, aux certificats d'utilité, aux modèles d'utilité, aux brevets ou certificats d'addition, aux certificats d'auteur d'invention additionnels et aux certificats d'utilité additionnels;

ii) on entend par « dépôt d'un micro-organisme », selon le contexte dans lequel ces mots figurent, les actes suivants, accomplis conformément au présent Traité et au Règlement d'exécution: la transmission d'un micro-organisme à une autorité de dépôt internationale, qui le reçoit et l'accepte, ou la conservation d'un tel micro-organisme par l'autorité de dépôt internationale, ou à la fois ladite transmission et ladite conservation;

iii) on entend par « procédure en matière de brevets » toute procédure administrative ou judiciaire relative à une demande de brevet ou à un brevet;

iv) on entend par « publication aux fins de la procédure en matière de brevets » la publication

officielle, ou la mise officielle à la disposition du public pour inspection, d'une demande de brevet ou d'un brevet;

v) on entend par « organisation intergouvernementale de propriété industrielle » une organisation qui a présenté une déclaration en vertu de l'article 9.1);

vi) on entend par « office de la propriété industrielle » une autorité d'un Etat contractant ou d'une organisation intergouvernementale de propriété industrielle qui est compétente pour la délivrance de brevets;

vii) on entend par « institution de dépôt » une institution qui assure la réception, l'acceptation et la conservation des micro-organismes et la remise d'échantillons de ceux-ci;

viii) on entend par « autorité de dépôt internationale » une institution de dépôt qui a acquis le statut d'autorité de dépôt internationale conformément à l'article 7;

ix) on entend par « déposant » la personne physique ou morale qui transmet un micro-organisme à une autorité de dépôt internationale, laquelle le reçoit et l'accepte, et tout ayant cause de ladite personne;

x) on entend par « Union » l'Union visée à l'article premier;

xi) on entend par « Assemblée » l'Assemblée visée à l'article 10;

xii) on entend par « Organisation » l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle;

xiii) on entend par « Bureau international » le Bureau international de l'Organisation et, tant qu'ils existeront, les Bureaux internationaux réunis pour la protection de la propriété intellectuelle (BIRPI);

xiv) on entend par « Directeur général » le Directeur général de l'Organisation;

xv) on entend par « Règlement d'exécution » le Règlement d'exécution visé à l'article 12.

CHAPITRE PREMIER

DISPOSITIONS DE FOND

Article 3

Reconnaissance et effets du dépôt des micro-organismes

1) *a)* Les Etats contractants qui permettent ou exigent le dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets reconnaissent, aux fins de cette procédure, le dépôt d'un micro-organisme effectué auprès d'une autorité de dépôt internationale. Cette reconnaissance comprend la reconnaissance du fait et de la date du dépôt tels que les indique l'autorité de dépôt internationale, ainsi que la reconnaissance du fait que ce qui est remis en tant qu'échantillon est un échantillon du micro-organisme déposé.

b) Tout Etat contractant peut exiger une copie du récépissé du dépôt visé au sous-alinéa *a)*, délivré par l'autorité de dépôt internationale.

2) En ce qui concerne les matières régies par le présent Traité et le Règlement d'exécution, aucun Etat contractant ne peut exiger qu'il soit satisfait à des exigences différentes de celles qui sont prévues dans le présent Traité et dans le Règlement d'exécution ou à des exigences supplémentaires.

Article 4

Nouveau dépôt

1) *a)* Lorsque, pour quelque raison que ce soit, l'autorité de dépôt internationale ne peut pas remettre d'échantillons du micro-organisme déposé, en particulier

i) lorsque le micro-organisme n'est plus viable, ou

ii) lorsque la remise d'échantillons nécessiterait leur envoi à l'étranger et que des restrictions à l'exportation ou à l'importation empêchent l'envoi ou la réception des échantillons à l'étranger,

cette autorité notifie au déposant qu'elle est dans l'impossibilité de remettre des échantillons, à bref délai après avoir constaté cette impossibilité, et lui en indique la raison; sous réserve de l'alinéa 2) et conformément aux dispositions du présent alinéa, le déposant a le droit d'effectuer un nouveau dépôt du micro-organisme qui faisait l'objet du dépôt initial.

b) Le nouveau dépôt est effectué auprès de l'autorité de dépôt internationale auprès de laquelle a été effectué le dépôt initial; toutefois,

i) il est effectué auprès d'une autre autorité de dépôt internationale si l'institution auprès de laquelle a été effectué le dépôt initial a cessé d'avoir le statut d'autorité de dépôt internationale, soit totalement soit à l'égard du type de micro-organisme auquel le micro-organisme déposé appartient, ou si l'autorité de dépôt internationale auprès de laquelle a été effectué le dépôt initial cesse, temporairement ou définitivement, d'exercer ses fonctions à l'égard de micro-organismes déposés;

ii) il peut être effectué auprès d'une autre autorité de dépôt internationale dans le cas visé au sous-alinéa *a)* ii).

c) Tout nouveau dépôt est accompagné d'une déclaration signée du déposant, aux termes de laquelle celui-ci affirme que le micro-organisme qui fait l'objet du nouveau dépôt est le même que celui qui faisait l'objet du dépôt initial. Si l'affirmation du déposant est contestée, le fardeau de la preuve est régi par le droit applicable.

d) Sous réserve des sous-alinéas *a)* à *c)* et *e)*, le nouveau dépôt est traité comme s'il avait été effectué

à la date à laquelle a été effectué le dépôt initial si toutes les déclarations antérieures sur la viabilité du micro-organisme qui faisait l'objet du dépôt initial ont indiqué que le micro-organisme était viable et si le nouveau dépôt a été effectué dans un délai de trois mois à compter de la date à laquelle le déposant a reçu la notification visée au sous-alinéa *a)*.

e) Lorsque le sous-alinéa *b)* i) s'applique et que le déposant ne reçoit pas la notification visée au sous-alinéa *a)* dans un délai de six mois à compter de la date à laquelle la cessation, la limitation ou l'arrêt de l'exercice des fonctions, visés au sous-alinéa *b)* i), a été publié par le Bureau international, le délai de trois mois visé au sous-alinéa *d)* est calculé à partir de la date de cette publication.

2) Le droit visé à l'alinéa 1) *a)* n'existe pas lorsque le micro-organisme déposé a été transféré à une autre autorité de dépôt internationale aussi longtemps que cette autorité est en mesure de remettre des échantillons de ce micro-organisme.

Article 5

Restrictions à l'exportation et à l'importation

Chaque Etat contractant reconnait qu'il est hautement souhaitable que, si et dans la mesure où est restreinte l'exportation à partir de son territoire ou l'importation sur son territoire de certains types de micro-organismes, une telle restriction ne s'applique aux micro-organismes qui sont déposés ou destinés à être déposés en vertu du présent Traité que lorsque la restriction est nécessaire en considération de la sécurité nationale ou des risques pour la santé ou l'environnement.

Article 6

Statut d'autorité de dépôt internationale

1) Pour avoir droit au statut d'autorité de dépôt internationale, une institution de dépôt doit être située sur le territoire d'un Etat contractant et doit bénéficier d'assurances fournies par cet Etat aux termes desquelles cette institution remplit et continuera de remplir les conditions énumérées à l'alinéa 2). Ces assurances peuvent également être fournies par une organisation intergouvernementale de propriété industrielle; dans ce cas, l'institution de dépôt doit être située sur le territoire d'un Etat membre de cette organisation.

2) L'institution de dépôt doit, à titre d'autorité de dépôt internationale,

i) avoir une existence permanente;

ii) posséder, conformément au Règlement d'exécution, le personnel et les installations nécessaires à l'accomplissement des tâches scientifiques et administratives qui lui incombent en vertu du présent Traité;

iii) être impartiale et objective;

iv) être, aux fins du dépôt, à la disposition de tous les déposants aux mêmes conditions;

v) accepter en dépôt des micro-organismes de tous les types ou de certains d'entre eux, examiner leur viabilité et les conserver, conformément au Règlement d'exécution;

vi) délivrer un récépissé au déposant et toute déclaration requise sur la viabilité, conformément au Règlement d'exécution;

vii) observer le secret, à l'égard des micro-organismes déposés, conformément au Règlement d'exécution;

viii) remettre, dans les conditions et selon la procédure prescrites dans le Règlement d'exécution, des échantillons de tout micro-organisme déposé.

3) Le Règlement d'exécution prévoit les mesures à prendre

i) lorsqu'une autorité de dépôt internationale cesse, temporairement ou définitivement, d'exercer ses fonctions à l'égard de micro-organismes déposés ou refuse d'accepter des types de micro-organismes qu'elle devrait accepter en vertu des assurances fournies;

ii) en cas de cessation ou de limitation du statut d'autorité de dépôt internationale d'une autorité de dépôt internationale.

Article 7

Acquisition du statut d'autorité de dépôt internationale

1) *a)* Une institution de dépôt acquiert le statut d'autorité de dépôt internationale en vertu d'une communication écrite qui est adressée au Directeur général par l'Etat contractant sur le territoire duquel est située l'institution de dépôt et qui comprend une déclaration contenant des assurances aux termes desquelles ladite institution remplit et continuera de remplir les conditions énumérées à l'article 6.2). Ledit statut peut également être acquis en vertu d'une communication écrite qui est adressée au Directeur général par une organisation intergouvernementale de propriété industrielle et qui comprend ladite déclaration.

b) La communication contient également des renseignements sur l'institution de dépôt, conformément au Règlement d'exécution, et peut indiquer la date à laquelle devrait prendre effet le statut d'autorité de dépôt internationale.

2) *a)* Si le Directeur général constate que la communication comprend la déclaration requise et

que tous les renseignements requis ont été reçus, la communication est publiée à bref délai par le Bureau international.

b) Le statut d'autorité de dépôt internationale est acquis à compter de la date de publication de la communication ou, lorsqu'une date a été indiquée en vertu de l'alinéa 1) *b)* et que cette date est postérieure à la date de publication de la communication, à compter de cette date.

3) Le Règlement d'exécution prévoit les détails de la procédure visée aux alinéas 1) et 2).

Article 8

Cessation et limitation du statut d'autorité de dépôt internationale

1) *a)* Tout Etat contractant ou toute organisation intergouvernementale de propriété industrielle peut requérir de l'Assemblée qu'elle mette fin au statut d'autorité de dépôt internationale d'une autorité ou qu'elle le limite à certains types de micro-organismes, en raison du fait que les conditions énumérées à l'article 6 n'ont pas été remplies ou ne le sont plus. Toutefois, une telle requête ne peut pas être présentée par un Etat contractant ou une organisation intergouvernementale de propriété industrielle à l'égard d'une autorité de dépôt internationale pour laquelle cet Etat ou cette organisation a fait la déclaration visée à l'article 7.1) *a)*.

b) Avant de présenter la requête en vertu du sous-alinéa *a)*, l'Etat contractant ou l'organisation intergouvernementale de propriété industrielle notifie par l'intermédiaire du Directeur général à l'Etat contractant ou à l'organisation intergouvernementale de propriété industrielle qui a fait la communication visée à l'article 7.1) les motifs de la requête envisagée, afin que ledit Etat ou ladite organisation puisse prendre,

dans un délai de six mois à compter de la date de ladite notification, les mesures appropriées pour que la présentation de la requête ne soit plus nécessaire.

c) L'Assemblée, si elle constate le bien-fondé de la requête, décide de mettre fin au statut d'autorité de dépôt internationale de l'autorité visée au sous-alinéa *a)* ou de le limiter à certains types de micro-organismes. La décision de l'Assemblée exige qu'une majorité des deux tiers des votes exprimés soit en faveur de la requête.

2) *a)* L'Etat contractant ou l'organisation intergouvernementale de propriété industrielle qui a fait la déclaration visée à l'article 7.1) *a)* peut, par une communication adressée au Directeur général, retirer cette déclaration entièrement ou à l'égard seulement de certains types de micro-organismes et doit en tout cas le faire lorsque et dans la mesure où ses assurances ne sont plus applicables.

b) A compter de la date prévue dans le Règlement d'exécution, une telle communication entraîne, si elle se rapporte à la déclaration en entier, la cessation du statut d'autorité de dépôt internationale ou, si elle se rapporte seulement à certains types de micro-organismes, une limitation correspondante de ce statut.

3) Le Règlement d'exécution prévoit les détails de la procédure visée aux alinéas 1) et 2).

Article 9

Organisations intergouvernementales de propriété industrielle

1) *a)* Toute organisation intergouvernementale à laquelle plusieurs Etats ont confié le soin de délivrer des brevets de caractère régional et dont tous les Etats membres sont membres de l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle (Union de Paris) peut présenter au Directeur général une déclaration aux termes de laquelle elle accepte

l'obligation de reconnaissance prévue à l'article 3.1) *a)*, l'obligation concernant les exigences visées à l'article 3.2) et tous les effets des dispositions du présent Traité et du Règlement d'exécution qui sont applicables aux organisations intergouvernementales de propriété industrielle. Si elle est présentée avant l'entrée en vigueur du présent Traité conformément à l'article 16.1), la déclaration visée à la phrase précédente prend effet à la date de cette entrée en vigueur. Si elle est présentée après cette entrée en vigueur, ladite déclaration prend effet trois mois après sa présentation, à moins qu'une date ultérieure ne soit indiquée dans la déclaration. Dans ce dernier cas, la déclaration prend effet à la date ainsi indiquée.

b) Ladite organisation a le droit prévu à l'article 3.1) *b)*.

2) En cas de revision ou de modification de toute disposition du présent Traité ou du Règlement d'exécution qui affecte les organisations intergouvernementales de propriété industrielle, toute organisation intergouvernementale de propriété industrielle peut retirer sa déclaration visée à l'alinéa 1) par notification adressée au Directeur général. Le retrait prend effet,

i) si la notification a été reçue avant la date de l'entrée en vigueur de la revision ou de la modification, à cette date;

ii) si la notification a été reçue après la date visée au point i), à la date indiquée dans la notification ou, en l'absence d'une telle indication, trois mois après la date à laquelle la notification a été reçue.

3) Outre le cas visé à l'alinéa 2), toute organisation de propriété industrielle peut retirer sa déclaration visée à l'alinéa 1) *a)* par notification adressée au Directeur général. Le retrait prend effet deux ans après la date à laquelle le Directeur général a reçu la notification. Aucune notification de retrait selon le présent alinéa n'est recevable durant une période de cinq ans à compter de la date à laquelle la déclaration a pris effet.

4) Le retrait, visé à l'alinéa 2) ou 3), par une organisation intergouvernementale de propriété industrielle dont la communication selon l'article 7.1) a abouti à l'acquisition, par une institution de dépôt, du statut d'autorité de dépôt internationale entraîne la cessation de ce statut un an après la date à laquelle le Directeur général a reçu la notification de retrait.

5) Toute déclaration visée à l'alinéa 1) *a)*, toute notification de retrait visée à l'alinéa 2) ou 3), toutes assurances fournies en vertu de l'article 6.1), deuxième phrase, et comprises dans une déclaration faite conformément à l'article 7.1) *a)*, toute requête présentée en vertu de l'article 8.1) et toute communication de retrait visée à l'article 8.2) requièrent l'approbation préalable expresse de l'organe souverain de l'organisation intergouvernementale de propriété industrielle dont les membres sont tous les Etats membres de ladite organisation et dans lequel les décisions sont prises par les représentants officiels des gouvernements de ces Etats.

CHAPITRE II

DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

Article 10

Assemblée

1) *a)* L'Assemblée est composée des Etats contractants.

b) Chaque Etat contractant est représenté par un délégué, qui peut être assisté de suppléants, de conseillers et d'experts.

c) Chaque organisation intergouvernementale de propriété industrielle est représentée par des observateurs spéciaux aux réunions de l'Assemblée et de tout comité et groupe de travail créés par l'Assemblée.

d) Tout Etat non membre de l'Union mais membre de l'Organisation ou de l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle (Union de Paris) et toute organisation intergouvernementale spécialisée dans le domaine des brevets qui n'est pas une organisation intergouvernementale de propriété industrielle au sens de l'article 2.v) peuvent se faire représenter par des observateurs aux réunions de l'Assemblée et, si l'Assemblée en décide ainsi, aux réunions de tout comité ou groupe de travail créé par l'Assemblée.

2) *a)* L'Assemblée

i) traite de toutes les questions concernant le maintien et le développement de l'Union et l'application du présent Traité;

ii) exerce les droits qui lui sont spécialement conférés et s'acquitte des tâches qui lui sont spécialement assignées par le présent Traité;

iii) donne au Directeur général des directives concernant la préparation des conférences de revision;

iv) examine et approuve les rapports et les activités du Directeur général relatifs à l'Union et lui donne toutes directives utiles concernant les questions de la compétence de l'Union;

v) crée les comités et groupes de travail qu'elle juge utiles pour faciliter les activités de l'Union;

vi) décide, sous réserve de l'alinéa 1) *d)*, quels sont les Etats autres que des Etats contractants, quelles sont les organisations intergouvernementales autres que des organisations intergouvernementales de propriété industrielle au sens de l'article 2.v) et quelles sont les organisations internationales non gouvernementales qui sont admis à ses réunions en qualité d'observateurs, et décide la mesure dans laquelle les

autorités de dépôt internationales sont admises à ses réunions en qualité d'observateurs;

vii) entreprend toute autre action appropriée en vue d'atteindre les objectifs de l'Union;

viii) s'acquitte de toutes autres fonctions utiles dans le cadre du présent Traité.

b) Sur les questions qui intéressent également d'autres unions administrées par l'Organisation, l'Assemblée statue après avoir pris connaissance de l'avis du Comité de coordination de l'Organisation.

3) Un délégué ne peut représenter qu'un seul Etat et ne peut voter qu'au nom de celui-ci.

4) Chaque Etat contractant dispose d'une voix.

5) *a)* La moitié des Etats contractants constitue le quorum.

b) Si ce quorum n'est pas atteint, l'Assemblée peut prendre des décisions; toutefois, ces décisions, à l'exception de celles qui concernent sa procédure, ne deviennent exécutoires que si le quorum et la majorité requis sont atteints par le moyen du vote par correspondance prévu par le Règlement d'exécution.

6) *a)* Sous réserve des articles 8.1) *c)*, 12.4) et 14.2) *b)*, les décisions de l'Assemblée sont prises à la majorité des votes exprimés.

b) L'abstention n'est pas considérée comme un vote.

7) *a)* L'Assemblée se réunit une fois tous les deux ans en session ordinaire, sur convocation du Directeur général, autant que possible pendant la même période et au même lieu que l'Assemblée générale de l'Organisation.

b) L'Assemblée se réunit en session extraordinaire sur convocation adressée par le Directeur général, soit à l'initiative de celui-ci, soit à la demande d'un quart des Etats contractants.

8) L'Assemblée adopte son règlement intérieur.

Article 11

Bureau international

1) Le Bureau international :

i) s'acquitte des tâches administratives incombant à l'Union, en particulier de celles qui lui sont spécialement assignées par le présent Traité et le Règlement d'exécution ou par l'Assemblée;

ii) assure le secrétariat des conférences de revision, de l'Assemblée, des comités et groupes de travail créés par l'Assemblée et de toute autre réunion convoquée par le Directeur général et traitant de questions concernant l'Union.

2) Le Directeur général est le plus haut fonctionnaire de l'Union et la représente.

3) Le Directeur général convoque toutes les réunions traitant de questions intéressant l'Union.

4) *a)* Le Directeur général et tout membre du personnel désigné par lui prennent part, sans droit de vote, à toutes les réunions de l'Assemblée, des comités et groupes de travail créés par l'Assemblée et à toute autre réunion convoquée par le Directeur général et traitant de questions intéressant l'Union.

b) Le Directeur général ou un membre du personnel désigné par lui est d'office secrétaire de l'Assemblée et des comités, groupes de travail et autres réunions mentionnés au sous-alinéa *a)*.

5) *a)* Le Directeur général prépare les conférences de revision selon les directives de l'Assemblée.

b) Le Directeur général peut consulter des organisations intergouvernementales et internationales non gouvernementales au sujet de la préparation des conférences de revision.

c) Le Directeur général et les personnes désignées par lui prennent part, sans droit de vote, aux délibérations dans les conférences de revision.

d) Le Directeur général ou tout membre du personnel désigné par lui est d'office secrétaire de toute conférence de revision.

Article 12

Règlement d'exécution

1) Le Règlement d'exécution contient des règles relatives

i) aux questions au sujet desquelles le présent Traité renvoie expressément au Règlement d'exécution ou prévoit expressément qu'elles sont ou seront l'objet de prescriptions;

ii) à toutes conditions, questions ou procédures d'ordre administratif;

iii) à tous détails utiles en vue de l'exécution des dispositions du présent Traité.

2) Le Règlement d'exécution du présent Traité est adopté en même temps que ce dernier et lui est annexé.

3) L'Assemblée peut modifier le Règlement d'exécution.

4) *a)* Sous réserve du sous-alinéa *b)*; l'adoption de toute modification du Règlement d'exécution requiert les deux tiers des votes exprimés.

b) L'adoption de toute modification concernant la remise, par les autorités de dépôt internationales, d'échantillons des micro-organismes déposés exige qu'aucun Etat contractant ne vote contre la modification proposée.

5) En cas de divergence entre le texte du présent Traité et celui du Règlement d'exécution, le texte du Traité fait foi.

CHAPITRE III

REVISION ET MODIFICATION

Article 13

Revision du Traité

1) Le présent Traité peut être revisé périodiquement par des conférences des Etats contractants.

2) La convocation des conférences de revision est décidée par l'Assemblée.

3) Les articles 10 et 11 peuvent être modifiés soit par une conférence de revision, soit conformément à l'article 14.

Article 14

Modification de certaines dispositions du Traité

1) *a)* Des propositions, faites en vertu du présent article, de modification des articles 10 et 11 peuvent être présentées par tout Etat contractant ou par le Directeur général.

b) Ces propositions sont communiquées par le Directeur général aux Etats contractants six mois au moins avant d'être soumises à l'examen de l'Assemblée.

2) *a)* Toute modification des articles visés à l'alinéa 1) est adoptée par l'Assemblée.

b) L'adoption de toute modification de l'article 10 requiert les quatre cinquièmes des votes exprimés; l'adoption de toute modification de l'article 11 requiert les trois quarts des votes exprimés.

3) *a)* Toute modification des articles visés à l'alinéa 1) entre en vigueur un mois après la réception par le Directeur général des notifications écrites d'acceptation, effectuée en conformité avec leurs règles constitutionnelles respectives, de la part des trois quarts des Etats contractants qui étaient membres de l'Assemblée au moment où cette dernière a adopté la modification.

b) Toute modification de ces articles ainsi acceptée lie tous les Etats contractants qui étaient des Etats contractants au moment où l'Assemblée a adopté la modification, étant entendu que toute modification qui crée des obligations financières pour lesdits Etats contractants ou qui augmente ces obligations ne lie que ceux d'entre eux qui ont notifié leur acceptation de cette modification.

c) Toute modification acceptée et entrée en vigueur conformément au sous-alinéa *a)* lie tous les Etats qui deviennent des Etats contractants après la date à laquelle la modification a été adoptée par l'Assemblée.

CHAPITRE IV

CLAUSES FINALES

Article 15

Modalités pour devenir partie au Traité

1) Tout Etat membre de l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle (Union de Paris) peut devenir partie au présent Traité par

i) sa signature suivie du dépôt d'un instrument de ratification, ou

ii) le dépôt d'un instrument d'adhésion.

2) Les instruments de ratification ou d'adhésion sont déposés auprès du Directeur général.

Article 16

Entrée en vigueur du Traité

1) Le présent Traité entre en vigueur, à l'égard des cinq Etats qui, les premiers, ont déposé leurs instruments de ratification ou d'adhésion, trois mois après la date à laquelle a été déposé le cinquième instrument de ratification ou d'adhésion.

2) Le présent Traité entre en vigueur à l'égard de tout autre Etat trois mois après la date à laquelle cet Etat a déposé son instrument de ratification ou d'adhésion, à moins qu'une date postérieure ne soit indiquée dans l'instrument de ratification ou d'adhésion. Dans ce dernier cas, le présent Traité entre en vigueur à l'égard de cet Etat à la date ainsi indiquée.

Article 17

Dénonciation du Traité

1) Tout Etat contractant peut dénoncer le présent Traité par notification adressée au Directeur général.

2) La dénonciation prend effet deux ans après le jour où le Directeur général a reçu la notification.

3) La faculté de dénonciation du présent Traité prévue à l'alinéa 1) ne peut être exercée par un Etat contractant avant l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la date à laquelle il est devenu partie au présent Traité.

4) La dénonciation du présent Traité par un Etat contractant qui a fait une déclaration visée à l'article 7.1) *a)* à l'égard d'une institution de dépôt ayant ainsi acquis le statut d'autorité de dépôt internationale entraîne la cessation de ce statut un an après le jour où le Directeur général a reçu la notification visée à l'alinéa 1).

Article 18

Signature et langues du Traité

1) *a)* Le présent Traité est signé en un seul exemplaire original en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi.

b) Des textes officiels du présent Traité sont établis par le Directeur général, après consultation des gouvernements intéressés et dans les deux mois qui suivent la signature du présent Traité, dans les autres langues dans lesquelles a été signée la Convention instituant l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle.

c) Des textes officiels du présent Traité sont établis par le Directeur général, après consultation des gouvernements intéressés, dans les langues allemande, arabe, italienne, japonaise et portugaise, et dans les autres langues que l'Assemblée peut indiquer.

2) Le présent Traité reste ouvert à la signature, à Budapest, jusqu'au 31 décembre 1977.

Article 19

Dépôt du Traité; transmission de copies; enregistrement du Traité

1) L'exemplaire original du présent Traité, lorsqu'il n'est plus ouvert à la signature, est déposé auprès du Directeur général.

2) Le Directeur général certifie et transmet deux copies du présent Traité et du Règlement d'exécution aux gouvernements de tous les Etats visés à l'article 15.1) et aux organisations intergouvernementales qui peuvent présenter une déclaration en vertu de l'article 9.1) *a)* ainsi que, sur demande, au gouvernement de tout autre Etat.

3) Le Directeur général fait enregistrer le présent Traité auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

4) Le Directeur général certifie et transmet deux copies de toute modification du présent Traité et du Règlement d'exécution à tous les Etats contractants et à toutes les organisations intergouvernementales de propriété industrielle ainsi que, sur demande, au gouvernement de tout autre Etat et à toute autre organisation intergouvernementale qui peut présenter une déclaration en vertu de l'article 9.1) *a)*.

Article 20

Notifications

Le Directeur général notifie aux Etats contractants, aux organisations intergouvernementales de propriété industrielle et aux Etats non membres de l'Union mais membres de l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle (Union de Paris)

i) les signatures apposées selon l'article 18;

ii) le dépôt d'instruments de ratification ou d'adhésion selon l'article 15.2);

iii) les déclarations présentées selon l'article 9.1) *a)* et les notifications de retrait selon l'article 9.2) ou 3);

iv) la date d'entrée en vigueur du présent Traité selon l'article 16.1);

v) les communications selon les articles 7 et 8 et les décisions selon l'article 8;

vi) les acceptations de modifications du présent Traité selon l'article 14.3);

vii) les modifications du Règlement d'exécution;

viii) les dates d'entrée en vigueur des modifications du Traité ou du Règlement d'exécution;

ix) toute dénonciation notifiée selon l'article 17.

Règlement d'exécution *

du Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets

Règle 1

Expressions abrégées et interprétation du mot « signature »

1.1 « *Traité* »

Au sens du présent Règlement d'exécution, il faut entendre par « Traité » le Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets.

1.2 « *Article* »

Au sens du présent Règlement d'exécution, il faut entendre par « article » l'article indiqué du Traité.

1.3 « *Signature* »

Au sens du présent Règlement d'exécution, lorsque le droit de l'Etat sur le territoire duquel est située une autorité de dépôt internationale requiert l'utilisation d'un sceau au lieu d'une signature, il est entendu que le terme « signature » signifie « sceau » aux fins de cette autorité.

Règle 2

Autorités de dépôt internationales

2.1 *Statut juridique*

L'autorité de dépôt internationale peut être un organisme public, y compris toute institution publique rattachée à une administration publique autre que le gouvernement central, ou un établissement privé.

2.2 *Personnel et installations*

Les conditions visées à l'article 6.2) ii) sont notamment les suivantes:

i) le personnel et les installations de l'autorité de dépôt internationale doivent lui permettre de conserver les micro-organismes déposés d'une manière qui garantisse leur viabilité et l'absence de contamination;

ii) l'autorité de dépôt internationale doit prévoir, pour la conservation des micro-organismes, des mesures de sécurité suffisantes pour réduire au minimum le risque de perte des micro-organismes déposés auprès d'elle.

2.3 *Remise d'échantillons*

Les conditions visées à l'article 6.2)viii) comprennent notamment la condition selon laquelle l'autorité de dépôt internationale doit remettre rapidement et de façon appropriée des échantillons des micro-organismes déposés.

Règle 3

Acquisition du statut d'autorité de dépôt internationale

3.1 *Communication*

a) La communication visée à l'article 7.1) est adressée au Directeur général, dans le cas d'un Etat contractant, par la voie diplomatique ou, dans le cas d'une organisation intergouvernementale de propriété industrielle, par son plus haut fonctionnaire.

b) La communication

i) indique le nom et l'adresse de l'institution de dépôt à laquelle se rapporte la communication;

ii) contient des renseignements détaillés sur la capacité de ladite institution de remplir les conditions énumérées à l'article 6.2), y compris des renseignements sur son statut juridique, son niveau scientifique, son personnel et ses installations;

iii) lorsque ladite institution a l'intention de n'accepter en dépôt que certains types de micro-organismes, précise ces types;

iv) indique le montant des taxes que ladite institution percevra, lorsqu'elle acquerra le statut d'autorité de dépôt internationale, pour la conservation, les déclarations sur la viabilité et la remise d'échantillons de micro-organismes;

v) indique la langue officielle ou les langues officielles de ladite institution;

vi) le cas échéant, indique la date visée à l'article 7.1)*b)*.

3.2 *Traitement de la communication*

Si la communication est conforme à l'article 7.1) et à la règle 3.1, le Directeur général la notifie à bref délai à tous les Etats contractants et à toutes les organisations intergouvernementales de propriété industrielle et elle est publiée à bref délai par le Bureau international.

3.3 *Extension de la liste des types de micro-organismes acceptés*

L'Etat contractant ou l'organisation intergouvernementale de propriété industrielle qui a fait la communication visée à l'article 7.1) peut ultérieurement, en tout temps, notifier au Directeur général que ses assurances s'étendent à des types spécifiés de micro-organismes auxquels les assurances ne s'étendaient pas jusqu'alors. Dans un tel cas, et en ce qui concerne les types supplémentaires de micro-organismes, l'article 7 et les règles 3.1 et 3.2 s'appliquent par analogie.

Règle 4

Cessation ou limitation du statut d'autorité de dépôt internationale

4.1 *Requête ; traitement de la requête*

a) La requête visée à l'article 8.1)*a)* est adressée au Directeur général conformément aux dispositions de la règle 3.1.*a)*.

b) La requête

i) indique le nom et l'adresse de l'autorité de dépôt internationale concernée;

ii) lorsqu'elle ne se rapporte qu'à certains types de micro-organismes, précise ces types;.

iii) indique en détail les faits qui la fondent.

c) Si la requête est conforme aux alinéas *a)* et *b)*, le Directeur général la notifie à bref délai à tous les Etats contractants et à toutes les organisations intergouvernementales de propriété industrielle.

d) Sous réserve de l'alinéa *e)*, l'Assemblée examine la proposition au plus tôt six mois et au plus tard huit mois à compter de la notification de la requête.

e) Lorsque, de l'avis du Directeur général, le respect du délai prévu à l'alinéa *d)* pourrait mettre en danger les intérêts des déposants effectifs ou en puissance, le Directeur général peut convoquer l'Assemblée pour une date antérieure à la date d'expiration du délai de six mois prévu à l'alinéa *d)*.

f) Si l'Assemblée décide de mettre fin au statut d'autorité de dépôt internationale ou de le limiter à certains types de micro-organismes, la décision prend effet trois mois après la date à laquelle elle a été prise.

4.2 *Communication ; date effective ; traitement de la communication*

a) La communication visée à l'article 8.2)*a)* est adressée au Directeur général conformément aux dispositions de la règle 3.1.*a)*.

b) La communication

i) indique le nom et l'adresse de l'autorité de dépôt internationale concernée;

ii) lorsqu'elle ne se rapporte qu'à certains types de micro-organismes, précise ces types;

iii) lorsque l'Etat contractant ou l'organisation intergouvernementale de propriété industrielle qui fait la communication souhaite que les effets prévus à l'article 8.2) *b)* se produisent à une date postérieure à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la date de la communication, indique cette date postérieure.

c) En cas d'application de l'alinéa *b)*iii), les effets prévus à l'article 8.2) *b)* se produisent à la date indiquée en vertu de cet alinéa dans la communication; en cas contraire, ils se produisent à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la date de la communication.

d) Le Directeur général notifie à bref délai à tous les Etats contractants et à toutes les organisations intergouvernementales de propriété industrielle toute communication reçue en vertu de l'article 8.2) ainsi que sa date effective en vertu de l'alinéa *c)*. Un avis correspondant est publié à bref délai par le Bureau international.

4.3 *Conséquences pour les dépôts*

En cas de cessation ou de limitation du statut d'autorité de dépôt internationale en vertu des articles 8.1), 8.2), 9.4) ou 17.4), la règle 5.1 s'applique par analogie.

Règle 5

Carence de l'autorité de dépôt internationale

5.1 *Arrêt de l'exercice des fonctions à l'égard de micro-organismes déposés*

a) Si une autorité de dépôt internationale cesse, temporairement ou définitivement, d'accomplir les tâches qui lui incombent en vertu du Traité et du présent Règlement d'exécution à l'égard de micro-organismes déposés auprès d'elle, l'Etat contractant ou l'organisation intergouvernementale de propriété indus-

trielle, qui, à l'égard de cette autorité, a fourni les assurances en vertu de l'article 6.1)

i) assure, dans toute la mesure du possible, le transfert à bref délai et sans détérioration ni contamination, de ladite autorité (« l'autorité défaillante ») à une autre autorité de dépôt internationale (« l'autorité de remplacement »), d'échantillons de tous ces micro-organismes;

ii) assure, dans toute la mesure du possible, la transmission à l'autorité de remplacement, à bref délai, de tout le courrier ou de toute autre communication adressés à l'autorité défaillante, ainsi que de tous les dossiers et de toutes les autres informations pertinentes que possède cette autorité, à l'égard desdits micro-organismes;

iii) assure, dans toute la mesure du possible, la notification à bref délai, par l'autorité défaillante, de l'arrêt de l'exercice des fonctions et des transferts effectués à tous les déposants concernés;

iv) notifie à bref délai au Directeur général l'arrêt de l'exercice des fonctions et son étendue ainsi que les mesures prises par ledit Etat contractant ou ladite organisation intergouvernementale de propriété industrielle en vertu des points i) à iii).

b) Le Directeur général notifie à bref délai aux Etats contractants et aux organisations intergouvernementales de propriété industrielle ainsi qu'aux offices de propriété industrielle la notification reçue en vertu de l'alinéa *a)*iv); la notification faite par le Directeur général et la notification qu'il a reçue sont publiées à bref délai par le Bureau international.

c) En vertu de la procédure en matière de brevets qui est applicable, il peut être exigé que le déposant, lorsqu'il reçoit le récépissé visé à la règle 7.5, notifie à bref délai à tout office de propriété industrielle auprès duquel une demande de brevet a été présentée et faisait état du dépôt initial le nouveau numéro d'ordre attribué au dépôt par l'autorité de remplacement.

d) L'autorité de remplacement maintient sous une forme appropriée, en plus du nouveau numéro d'ordre, le numéro d'ordre attribué par l'autorité défaillante.

e) En plus de tout transfert effectué en vertu de l'alinéa *a)*i), l'autorité défaillante transfère dans la mesure du possible, sur requête du déposant, un échantillon de tout micro-organisme déposé auprès d'elle ainsi que des copies de tout le courrier ou de toute autre communication et de tous les dossiers et de toutes les autres informations pertinentes visés à l'alinéa *a)*ii) à toute autorité de dépôt internationale, autre que l'autorité de remplacement, qu'indique le déposant, à condition que le déposant paie à l'autorité défaillante toutes les dépenses découlant de ce transfert. Le déposant paie la taxe pour la conservation dudit échantillon à l'autorité de dépôt internationale qu'il a indiquée.

f) Sur requête de tout déposant concerné, l'autorité défaillante garde, dans la mesure du possible, des échantillons des micro-organismes déposés auprès d'elle.

5.2 *Refus d'accepter certains types de micro-organismes*

a) Si une autorité de dépôt internationale refuse d'accepter en dépôt l'un quelconque des types de micro-organismes qu'elle devrait accepter en vertu des assurances fournies, l'Etat contractant ou l'organisation intergouvernementale de propriété industrielle qui a fait à l'égard de cette autorité la déclaration visée à l'article 7.1) *a)* notifie à bref délai au Directeur général les faits en question et les mesures qui ont été prises.

b) Le Directeur général notifie à bref délai aux autres Etats contractants et organisations intergouvernementales de propriété industrielle la notification reçue en vertu de l'alinéa *a)*; la notification faite par le Directeur général et la notification qu'il a reçue sont publiées à bref délai par le Bureau international.

Règle 6

Modalités du dépôt initial ou du nouveau dépôt

6.1 *Dépôt initial*

a) Le micro-organisme transmis par le déposant à l'autorité de dépôt internationale est accompagné, sauf en cas d'application de la règle 6.2, d'une déclaration écrite portant la signature du déposant et contenant

i) l'indication que le dépôt est effectué en vertu du Traité et l'engagement de ne pas le retirer pendant la période précisée à la règle 9.1;

ii) le nom et l'adresse du déposant;

iii) la description détaillée des conditions qui doivent être réunies pour cultiver le micro-organisme, pour le conserver et pour en contrôler la viabilité, et en outre, lorsque le dépôt porte sur un mélange de micro-organismes, la description des composants du mélange et d'au moins une des méthodes permettant de vérifier leur présence;

iv) la référence d'identification (numéro ou symboles, par exemple) donnée par le déposant au micro-organisme;

v) l'indication des propriétés du micro-organisme qui présentent ou peuvent présenter des dangers pour la santé ou l'environnement, ou l'indication que le déposant n'a pas connaissance de telles propriétés.

b) Il est vivement recommandé que la déclaration écrite visée à l'alinéa *a)* contienne la description scientifique et/ou la désignation taxonomique proposée du micro-organisme déposé.

6.2 *Nouveau dépôt*

a) Sous réserve de l'alinéa *b)*, en cas de nouveau dépôt effectué en vertu de l'article 4, le micro-orga-

nisme transmis par le déposant à l'autorité de dépôt internationale est accompagné d'une copie du récépissé relatif au dépôt antérieur, d'une copie de la plus récente déclaration concernant la viabilité du micro-organisme qui faisait l'objet du dépôt antérieur et indiquant que le micro-organisme est viable, et d'une déclaration écrite portant la signature du déposant et contenant

i) les indications visées à la règle 6.1. *a)* i) à v);

ii) une déclaration mentionnant la raison applicable en vertu de l'article 4.1)*a)* pour laquelle le nouveau dépôt est effectué, une déclaration affirmant que le micro-organisme qui fait l'objet du nouveau dépôt est le même que celui qui faisait l'objet du dépôt antérieur, et l'indication de la date à laquelle le déposant a reçu la notification visée à l'article 4.1)*a)* ou, selon le cas, de la date de la publication visée à l'article 4.1)*e)*;

iii) lorsqu'une description scientifique et/ou une désignation taxonomique proposée ont été indiquées en rapport avec le dépôt antérieur, la plus récente description scientifique et/ou désignation taxonomique proposée telles que communiquées à l'autorité de dépôt internationale auprès de laquelle le dépôt antérieur a été effectué.

b) Lorsque le nouveau dépôt est effectué auprès de l'autorité de dépôt internationale auprès de laquelle le dépôt antérieur a été effectué, l'alinéa *a)* i) ne s'applique pas.

c) Aux fins des alinéas *a)* et *b)* et de la règle 7.4, il faut entendre par « dépôt antérieur »,

i) lorsque le nouveau dépôt a été précédé d'un ou de plusieurs autres nouveaux dépôts: le plus récent de ces autres nouveaux dépôts;

ii) lorsque le nouveau dépôt n'a pas été précédé d'un ou de plusieurs autres nouveaux dépôts: le dépôt initial.

6.3 *Exigences de l'autorité de dépôt internationale*

a) Toute autorité de dépôt internationale peut exiger

i) que le micro-organisme soit déposé sous la forme et dans la quantité qui sont nécessaires aux fins du Traité et du présent Règlement d'exécution;

ii) qu'une formule établie par cette autorité, et dûment remplie par le déposant, aux fins des procédures administratives de cette autorité soit fournie;

iii) que la déclaration écrite visée à la règle 6.1.*a)* ou 6.2.*a)* soit rédigée dans la langue ou dans l'une des langues désignées par cette autorité, étant entendu que cette désignation doit en tout cas inclure la ou les langues officielles indiquées en vertu de la règle 3.1.*b)* v);

iv) que la taxe de conservation visée à la règle 12.1.*a)* i) soit payée; et

v) que, dans la mesure où le droit applicable le permet, le déposant conclue avec cette autorité un contrat définissant les responsabilités du déposant et de ladite autorité.

b) Toute autorité de dépôt internationale communique, le cas échéant, ces exigences et toutes modifications de celles-ci au Bureau international.

6.4 *Procédure d'acceptation*

a) L'autorité de dépôt internationale refuse d'accepter le micro-organisme et notifie immédiatement par écrit le refus au déposant, en indiquant les motifs du refus,

i) si le micro-organisme n'appartient pas à un type de micro-organisme auquel s'étendent les assurances fournies en vertu de la règle 3.1.*b)* iii) ou 3.3;

ii) si le micro-organisme a des propriétés si exceptionnelles que l'autorité de dépôt internationale n'est techniquement pas en mesure d'accomplir à son égard les tâches qui lui incombent en vertu du Traité et du présent Règlement d'exécution; ou

iii) si le dépôt est reçu dans un état qui indique clairement que le micro-organisme manque ou qui exclut pour des raisons scientifiques que le micro-organisme soit accepté.

b) Sous réserve de l'alinéa *a)*, l'autorité de dépôt internationale accepte le micro-organisme lorsqu'il est satisfait à toutes les exigences de la règle 6.1.*a)* ou 6.2.*a)* et de la règle 6.3.*a)*. S'il n'est pas satisfait à ces exigences, l'autorité de dépôt internationale notifie immédiatement par écrit ce fait au déposant, en l'invitant à satisfaire à ces exigences.

c) Lorsque le micro-organisme a été accepté en tant que dépôt initial ou en tant que nouveau dépôt, la date du dépôt initial ou du nouveau dépôt, selon le cas, est la date à laquelle le micro-organisme a été reçu par l'autorité de dépôt internationale.

d) L'autorité de dépôt internationale, sur requête du déposant et pour autant qu'il soit satisfait à toutes les exigences visées à l'alinéa *b)*, considère un micro-organisme, déposé avant l'acquisition par cette autorité du statut d'autorité de dépôt internationale, comme ayant été reçu, aux fins du Traité, à la date à laquelle ce statut a été acquis.

Règle 7

Récépissé

7.1 *Délivrance du récépissé*

A l'égard de chaque dépôt de micro-organisme qui est effectué auprès d'elle ou qui lui est transféré, l'autorité de dépôt internationale délivre au déposant un récépissé attestant la réception et l'acceptation du micro-organisme.

7.2 *Forme ; langues ; signature*

a) Le récépissé visé à la règle 7.1 est établi sur une formule appelée « formule internationale », dont le modèle est fixé par le Directeur général dans les langues indiquées par l'Assemblée.

b) Tout mot ou toute lettre qui est inscrit dans le récépissé en caractères autres que des caractères latins doit également y figurer, par translittération, en caractères latins.

c) Le récépissé porte la signature de la personne compétente ou des personnes compétentes pour représenter l'autorité de dépôt internationale ou de tout autre employé de cette autorité dûment autorisé par ladite personne ou lesdites personnes.

7.3 *Contenu en cas de dépôt initial*

Le récépissé visé à la règle 7.1 et délivré en cas de dépôt initial indique qu'il est délivré par l'institution de dépôt à titre d'autorité de dépôt internationale en vertu du Traité et contient au moins les indications suivantes:

i) le nom et l'adresse de l'autorité de dépôt internationale;

ii) le nom et l'adresse du déposant;

iii) la date du dépôt initial telle qu'elle est définie à la règle 6.4. *c)*;

iv) la référence d'identification (numéro ou symboles, par exemple) donnée par le déposant au micro-organisme;

v) le numéro d'ordre attribué par l'autorité de dépôt internationale au dépôt;

vi) lorsque la déclaration écrite visée à la règle 6.1. *a)* comporte la description scientifique et/ou la désignation taxonomique proposée du micro-organisme, une mention de ce fait.

7.4 *Contenu en cas de nouveau dépôt*

Le récépissé visé à la règle 7.1 et délivré en cas de nouveau dépôt effectué en vertu de l'article 4 est accompagné d'une copie du récépissé relatif au dépôt antérieur (au sens de la règle 6.2. *c)*) et d'une copie de la plus récente déclaration concernant la viabilité du micro-organisme qui faisait l'objet du dépôt antérieur (au sens de la règle 6.2. *c)*) et indiquant que le micro-organisme est viable, et contient au moins

i) le nom et l'adresse de l'autorité de dépôt internationale;

ii) le nom et l'adresse du déposant;

iii) la date du nouveau dépôt telle qu'elle est définie à la règle 6.4.*c)*;

iv) la référence d'identification (numéro ou symboles, par exemple) donnée par le déposant au micro-organisme;

v) le numéro d'ordre attribué par l'autorité de dépôt internationale au nouveau dépôt;

vi) l'indication de la raison applicable et de la date applicable, mentionnées par le déposant en vertu de la règle 6.2.*a)*ii);

vii) en cas d'application de la règle 6.2.*a)* iii), une mention du fait que le déposant a indiqué une description scientifique et/ou une désignation taxonomique proposée;

viii) le numéro d'ordre attribué au dépôt antérieur (au sens de la règle 6.2. *c)*).

7.5 *Récépissé en cas de transfert*

L'autorité de dépôt internationale à laquelle des échantillons de micro-organismes sont transférés en vertu de la règle 5.1.*a)* i) délivre au déposant, à l'égard de chaque dépôt en relation avec lequel un échantillon est transféré, un récépissé indiquant qu'il est délivré par l'institution de dépôt à titre d'autorité de dépôt internationale en vertu du Traité et contenant au moins

i) le nom et l'adresse de l'autorité de dépôt internationale;

ii) le nom et l'adresse du déposant;

iii) la date à laquelle l'échantillon transféré a été reçu par l'autorité de dépôt internationale (date du transfert);

iv) la référence d'identification (numéro ou symboles, par exemple) donnée par le déposant au micro-organisme;

v) le numéro d'ordre attribué par l'autorité de dépôt internationale;

vi) le nom et l'adresse de l'autorité de dépôt internationale à partir de laquelle le transfert a été effectué;

vii) le numéro d'ordre attribué par l'autorité de dépôt internationale à partir de laquelle le transfert a été effectué;

viii) lorsque la déclaration écrite visée à la règle 6.1. *a)* ou 6.2. *a)* comportait la description scientifique et/ou la désignation taxonomique proposée du micro-organisme, ou lorsque cette description scientifique et/ou cette désignation taxonomique proposée ont été indiquées ou modifiées ultérieurement en vertu de la règle 8.1, une mention de ce fait.

7.6 *Communication de la description scientifique et/ou de la désignation taxonomique proposée*

A la demande de toute partie qui a droit à la remise d'un échantillon du micro-organisme en vertu des règles 11.1, 11.2 ou 11.3, l'autorité de dépôt internationale communique à cette partie la plus récente description scientifique et/ou la plus récente désignation taxonomique proposée, visées aux règles 6.1. *b)*, 6.2. *a)* iii) ou 8.1. *b)* iii).

Règle 8

Indication ultérieure ou modifications de la description scientifique et/ou de la désignation taxonomique proposée

8.1 *Communication*

a) Lorsque, en relation avec le dépôt d'un micro-organisme, la description scientifique et/ou la désignation taxonomique du micro-organisme n'ont pas été indiquées, le déposant peut les indiquer ultérieurement ou, si elles ont été indiquées, les modifier.

b) Une telle indication ultérieure ou une telle modification est faite par une communication écrite, portant la signature du déposant, adressée à l'autorité de dépôt internationale et contenant

i) le nom et l'adresse du déposant;

ii) le numéro d'ordre attribué par ladite autorité;

iii) la description scientifique et/ou la désignation taxonomique proposée du micro-organisme;

iv) en cas de modification, la précédente description scientifique et/ou la précédente désignation taxonomique proposée.

8.2 *Attestation*

Sur requête du déposant qui a fait la communication visée à la règle 8.1, l'autorité de dépôt internationale lui délivre une attestation indiquant les données visées à la règle 8.1.*b)*i) à iv) et la date de la réception de cette communication.

Règle 9

Conservation des micro-organismes

9.1 *Durée de la conservation*

Tout micro-organisme déposé auprès d'une autorité de dépôt internationale est conservé par cette dernière, avec tout le soin nécessaire à sa viabilité et à l'absence de contamination, pour une période d'au moins cinq ans après la réception, par ladite autorité, de la plus récente requête en remise d'un échantillon du micro-organisme déposé et, dans tous les cas, pour une période d'au moins 30 ans après la date du dépôt.

9.2 *Secret*

L'autorité de dépôt internationale ne donne à personne de renseignements sur le fait de savoir si un micro-organisme a été déposé auprès d'elle en vertu du Traité. En outre, elle ne donne aucun renseignement à personne au sujet de tout micro-organisme déposé auprès d'elle en vertu du Traité si ce n'est à une autorité ou à une personne physique ou morale qui a le droit d'obtenir un échantillon dudit micro-organisme en vertu de la règle 11 et sous réserve des mêmes conditions que celles qui sont prévues dans cette règle.

Règle 10

Contrôle de viabilité et déclaration sur la viabilité

10.1 *Obligation de contrôler*

L'autorité de dépôt internationale contrôle la viabilité de chaque micro-organisme déposé auprès d'elle

i) à bref délai après tout dépôt visé à la règle 6 ou tout transfert visé à la règle 5.1;

ii) à intervalles raisonnables, selon le type de micro-organisme et les conditions de conservation applicables, ou en tout temps si cela s'avère nécessaire pour des raisons techniques;

iii) en tout temps, sur requête du déposant.

10.2 *Déclaration sur la viabilité*

a) L'autorité de dépôt internationale délivre une déclaration sur la viabilité du micro-organisme déposé

i) au déposant, à bref délai après tout dépôt visé à la règle 6 ou tout transfert visé à la règle 5.1;

ii) au déposant, sur sa requête, en tout temps après le dépôt ou le transfert;

iii) à l'office de la propriété industrielle, à l'autorité autre que cet office, ou à la personne physique ou morale autre que le déposant, à qui des échantillons du micro-organisme déposé ont été remis conformément à la règle 11, sur sa requête, en même temps que cette remise ou en tout temps après celle-ci.

b) La déclaration sur la viabilité indique si le micro-organisme est viable ou s'il ne l'est plus et contient

i) le nom et l'adresse de l'autorité de dépôt internationale qui la délivre;

ii) le nom et l'adresse du déposant;

iii) la date visée à la règle 7.3.iii) ou, si un nouveau dépôt ou un transfert ont été effectués, la plus récente des dates visées aux règles 7.4.iii) et 7.5.iii);

iv) le numéro d'ordre attribué par ladite autorité de dépôt internationale;

v) la date du contrôle auquel elle se rapporte;

vi) des informations sur les conditions dans lesquelles le contrôle de viabilité a été effectué, pour autant que ces informations aient été demandées par le destinataire de la déclaration sur la viabilité et que les résultats du contrôle aient été négatifs.

c) En cas d'application de l'alinéa *a)*ii) ou iii), la déclaration sur la viabilité se rapporte au contrôle de viabilité le plus récent.

d) En ce qui concerne la forme, les langues et la signature, la règle 7.2 s'applique par analogie à la déclaration sur la viabilité.

e) La déclaration sur la viabilité est délivrée gratuitement dans le cas visé à l'alinéa *a)*i) ou si elle est requise par un office de propriété industrielle. La taxe due en vertu de la règle 12.1.*a)*iii) à l'égard de toute autre déclaration sur la viabilité est à la charge de la partie qui requiert la déclaration et doit être payée avant la présentation de la requête ou au moment de cette présentation.

Règle 11

Remise d'échantillons

11.1 *Remise d'échantillons aux offices de la propriété industrielle intéressés*

L'autorité de dépôt internationale remet un échantillon de tout micro-organisme déposé à l'office de la propriété industrielle de tout Etat contractant ou de toute organisation intergouvernementale de propriété industrielle, sur requête de cet office, pour autant que la requête soit accompagnée d'une déclaration aux termes de laquelle

i) une demande faisant état du dépôt du micro-organisme a été présentée auprès de cet office en vue de la délivrance d'un brevet et son objet se rapporte au micro-organisme ou à son utilisation;

ii) cette demande est pendante devant cet office ou a abouti à la délivrance d'un brevet;

iii) l'échantillon est nécessaire aux fins d'une procédure en matière de brevets ayant effet dans cet Etat contractant ou dans cette organisation ou ses Etats membres;

iv) l'échantillon et toute information l'accompagnant ou en découlant seront utilisés aux seules fins de ladite procédure en matière de brevets.

11.2 *Remise d'échantillons au déposant ou avec son autorisation*

L'autorité de dépôt internationale remet un échantillon de tout micro-organisme déposé

i) au déposant, sur sa requête;

ii) à toute autorité ou à toute personne physique ou morale (ci-après « la partie autorisée »), sur requête de celle-ci, pour autant que la requête soit accompagnée d'une déclaration du déposant autorisant la remise d'échantillons qui est requise.

11.3 *Remise d'échantillons aux parties qui y ont droit*

a) L'autorité de dépôt internationale remet un échantillon de tout micro-organisme déposé à toute autorité ou à toute personne physique ou morale (ci-après « la partie certifiée »), sur requête de celle-ci, pour autant que la requête soit faite sur une formule dont le contenu est fixé par l'Assemblée et qu'un office de propriété industrielle certifie dans cette formule

i) qu'une demande faisant état du dépôt du micro-organisme a été présentée auprès de cet office en vue de la délivrance d'un brevet et que son objet se rapporte au micro-organisme ou à son utilisation;

ii) que, sauf en cas d'application de la deuxième phrase du point iii), une publication aux fins de la procédure en matière de brevets a été faite par cet office;

iii) soit que la partie certifiée a droit à un échantillon du micro-organisme en vertu du droit régissant la procédure en matière de brevets devant cet office et que, si ce droit fait dépendre le droit à l'échantillon de certaines conditions, cet office s'est assuré que ces conditions ont été effectivement remplies, soit que la partie certifiée a apposé sa signature sur une formule devant cet office et que, de par la signature de cette formule, les conditions de remise d'un échantillon à la partie certifiée sont réputées remplies conformément au droit qui régit la procédure en matière de brevets devant cet office; si la partie certifiée a droit à l'échantillon en vertu dudit droit avant une publication aux fins de la procédure en matière de brevets par ledit office et si une telle publication n'a pas encore été effectuée, la certification l'indique expressément et mentionne, en la citant de la manière usuelle, la disposition applicable dudit droit, y compris toute décision judiciaire.

b) En ce qui concerne les brevets délivrés et publiés par tout office de propriété industrielle, cet office peut communiquer périodiquement à toute autorité de dépôt internationale des listes des numéros d'ordre attribués par cette autorité aux dépôts des micro-organismes dont il est fait état dans lesdits brevets. A la requête de toute autorité ou de toute personne physique ou morale (ci-après « la partie requérante »), l'autorité de dépôt internationale remet à celle-ci un échantillon de tout micro-organisme dont le numéro d'ordre a été ainsi communiqué. A l'égard des micro-organismes déposés dont les numéros d'ordre ont été ainsi communiqués, cet office n'est pas tenu de fournir la certification visée à la règle 11.3.*a)*.

11.4 *Règles communes*

a) Toute requête, déclaration, certification ou communication visée aux règles 11.1, 11.2 et 11.3

i) est rédigée en français, en anglais, en espagnol ou en russe si elle est adressée à une autorité de dépôt internationale dont la langue officielle est ou dont les langues officielles comprennent le français, l'anglais, l'espagnol ou le russe, respectivement; toutefois, lorsqu'elle doit être rédigée en espagnol ou en russe, elle peut être présentée en français ou en anglais au lieu de l'être en espagnol ou en russe et, si elle est ainsi présentée, le Bureau international établit à bref délai et gratuitement, à la demande de la partie intéressée visée dans lesdites règles ou de l'autorité de dépôt internationale, une traduction en espagnol ou en russe certifiée conforme;

ii) est rédigée, dans tous les autres cas, en français ou en anglais; toutefois, elle peut être rédigée dans la langue officielle ou dans l'une des langues officielles de l'autorité de dépôt internationale au lieu de l'être en français ou en anglais.

b) Nonobstant l'alinéa *a)*, lorsque la requête visée à la règle 11.1 est faite par un office de propriété industrielle dont la langue officielle est l'espagnol ou le russe, cette requête peut être rédigée en espagnol ou en russe, respectivement, et le Bureau international établit à bref délai et gratuitement, à la demande de cet office ou de l'autorité de dépôt internationale qui a reçu ladite requête, une traduction en français ou en anglais certifiée conforme.

c) Toute requête, déclaration, certification ou communication visée aux règles 11.1, 11.2 et 11.3 est écrite, porte une signature et est datée.

d) Toute requête, déclaration ou certification visée aux règles 11.1, 11.2 et 11.3.*a)* contient les indications suivantes:

i) le nom et l'adresse de l'office de la propriété industrielle qui présente la requête, de la partie autorisée ou de la partie certifiée, selon le cas;

ii) le numéro d'ordre attribué au dépôt;

iii) dans le cas de la règle 11.1, la date et le numéro de la demande ou du brevet qui fait état du dépôt;

iv) dans le cas de la règle 11.3.*a)*, les indications visées au point iii) ainsi que le nom et l'adresse de l'office de la propriété industrielle qui a fait la certification visée à ladite règle.

e) Toute requête visée à la règle 11.3.*b)* contient les indications suivantes:

i) le nom et l'adresse de la partie requérante;

ii) le numéro d'ordre attribué au dépôt.

f) L'autorité de dépôt internationale marque avec le numéro d'ordre attribué au dépôt le récipient contenant l'échantillon remis et joint au récipient une copie du récépissé visé à la règle 7, l'indication des éventuelles propriétés du micro-organisme qui présentent ou peuvent présenter des dangers pour la santé ou l'environnement et, sur demande, l'indication des conditions utilisées par l'autorité de dépôt internationale pour cultiver et conserver le micro-organisme.

g) L'autorité de dépôt internationale qui a remis un échantillon à toute partie intéressée autre que le déposant notifie au déposant, par écrit et à bref délai, ce fait, la date à laquelle l'échantillon a été remis ainsi que le nom et l'adresse de l'office de la propriété industrielle, de la partie autorisée, de la partie certifiée ou de la partie requérante à qui l'échantillon a été remis. Cette notification est accompagnée d'une copie de la requête correspondante, de toute déclaration présentée en vertu de la règle 11.1 ou 11.2.ii) en rapport avec ladite requête et de toute formule ou requête portant la signature de la partie requérante conformément à la règle 11.3.

h) La remise d'échantillons visée à la règle 11.1 est gratuite. En cas de remise d'échantillons en vertu de la règle 11.2 ou 11.3, la taxe due en vertu de la règle 12.1.*a)* iv) est à la charge du déposant, de la partie autorisée, de la partie certifiée ou de la partie requérante, selon le cas, et doit être payée avant la présentation de la requête ou au moment de cette présentation.

11.5 *Modification des règles 11.1 et 11.3 lorsqu'elles s'appliquent à des demandes internationales*

Lorsqu'une demande a été déposée en tant que demande internationale selon le Traité de coopération en matière de brevets, la référence, aux règles 11.1.i) et 11.3.*a)*i), à la présentation de la demande auprès de l'office de la propriété industrielle est considérée comme une référence à la désignation, dans la demande internationale, de l'Etat contractant pour lequel l'office de la propriété industrielle est l'« office désigné » au sens dudit Traité, et la certification d'une publication qui est requise par la règle 11.3.*a)*ii) est, au choix de l'office de la propriété industrielle, soit une certification de la publication internationale faite en vertu dudit Traité soit la certification d'une publication faite par l'office de la propriété industrielle.

Règle 12

Taxes

12.1 *Genres et montants*

a) L'autorité de dépôt internationale peut, en ce qui concerne la procédure prévue par le Traité et le présent Règlement d'exécution, percevoir une taxe

i) pour la conservation;

ii) pour la délivrance de l'attestation visée à la règle 8.2;

iii) sous réserve de la règle 10.2.*e)*, première phrase, pour la délivrance de déclarations sur la viabilité;

iv) sous réserve de la règle 11.4.*h)*, première phrase, pour la remise d'échantillons;

v) pour la communication d'informations en vertu de la règle 7.6.

b) La taxe de conservation est valable pour la période entière pendant laquelle, conformément à la règle 9.1, le micro-organisme est conservé.

c) Le montant de toute taxe ne doit pas dépendre de la nationalité ou du domicile du déposant, ni de la nationalité ou du domicile de l'autorité ou de la personne physique ou morale qui requiert la délivrance d'une déclaration sur la viabilité ou la remise d'échantillons.

12.2 *Modification des montants*

a) Toute modification du montant des taxes perçues par l'autorité de dépôt internationale est notifiée au Directeur général par l'Etat contractant ou l'organisation intergouvernementale de propriété industrielle qui a fait la déclaration visée à l'article 7.1) à l'égard de cette autorité. Sous réserve de l'alinéa *c)*, la notification peut contenir l'indication de la date à partir de laquelle les nouvelles taxes sont applicables.

b) Le Directeur général notifie à bref délai à tous les Etats contractants et à toutes les organisations intergouvernementales de propriété industrielle toute notification reçue en vertu de l'alinéa *a)* ainsi que sa date effective en vertu de l'alinéa *c)*; la notification faite par le Directeur général et la notification qu'il a reçue sont publiées à bref délai par le Bureau international.

c) Les nouvelles taxes sont applicables à partir de la date indiquée en vertu de l'alinéa *a)*; toutefois, lorsque la modification consiste en une augmentation des montants des taxes ou lorsqu'aucune date n'est indiquée, les nouvelles taxes sont applicables dès le trentième jour à compter de la publication de la modification par le Bureau international.

Règle 12bis

Calcul des délais

12*bis*.1 *Délais exprimés en années*

Lorsqu'un délai est exprimé en une ou plusieurs années, il part du jour suivant celui où l'événement considéré a eu lieu et expire, dans l'année ultérieure à prendre en considération, le mois portant le même nom et le jour ayant le même quantième que le mois et le jour où ledit événement a eu lieu; toutefois, si le mois ultérieur à prendre en considération n'a pas de jour ayant le même quantième, le délai considéré expire le dernier jour de ce mois.

12*bis*.2 *Délais exprimés en mois*

Lorsqu'un délai est exprimé en un ou plusieurs mois, il part du jour suivant celui où l'événement considéré a eu lieu et expire, dans le mois ultérieur à prendre en considération, le jour ayant le même quantième que le jour où ledit événement a eu lieu; toutefois, si le mois ultérieur à prendre en considération n'a pas de jour ayant le même quantième, le délai considéré expire le dernier jour de ce mois.

12*bis*.3 *Délais exprimés en jours*

Lorsqu'un délai est exprimé en un certain nombre de jours, il part du jour suivant celui où l'événement considéré a eu lieu et expire le jour où l'on atteint le dernier jour du compte.

Règle 13

Publication par le Bureau international

13.1 *Forme de la publication*

Toute publication par le Bureau international prévue dans le Traité ou le présent Règlement d'exécution est faite dans le périodique mensuel du Bureau international qui est visé dans la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle.

13.2 *Contenu*

a) Au moins dans le premier numéro de chaque année dudit périodique est publiée une liste mise à jour des autorités de dépôt internationales, qui indique à l'égard de chacune d'elles les types de micro-organismes qui peuvent y être déposés et le montant des taxes qu'elle perçoit.

b) Des renseignements complets sur chacun des faits suivants sont publiés une seule fois, dans le premier numéro dudit périodique qui est publié après la survenance du fait:

i) toute acquisition, cessation ou limitation du statut d'autorité de dépôt internationale et les mesures prises en rapport avec cette cessation ou cette limitation;

ii) toute extension visée à la règle 3.3;

iii) tout arrêt des fonctions d'une autorité de dépôt internationale, tout refus d'accepter certains types de micro-organismes et les mesures prises en rapport avec cet arrêt ou ce refus;

iv) toute modification des taxes perçues par une autorité de dépôt internationale;

v) toute exigence communiquée conformément à la règle 6.3.*b)* et toute modification de celle-ci.

Règle 14

Dépenses des délégations

14.1 *Couverture des dépenses*

Les dépenses de chaque délégation participant à une réunion de l'Assemblée ou à un comité, un groupe de travail ou une autre réunion traitant de questions de la compétence de l'Union sont supportées par l'Etat ou l'organisation qui l'a désignée.

Règle 15

Quorum non atteint au sein de l'Assemblée

15.1 *Vote par correspondance*

a) Dans le cas prévu à l'article 10.5)*b)*, le Directeur général communique les décisions de l'Assemblée, autres que celles qui concernent la procédure de l'Assemblée, aux Etats contractants qui n'étaient pas représentés lors de l'adoption de la décision, en les invitant à exprimer par écrit, dans un délai de trois mois à compter de la date de ladite communication, leur vote ou leur abstention.

b) Si, à l'expiration de ce délai, le nombre des Etats contractants ayant ainsi exprimé leur vote ou leur abstention atteint le nombre d'Etats contractants qui faisait défaut pour que le quorum fût atteint lors de l'adoption de la décision, cette dernière devient exécutoire, pourvu qu'en même temps la majorité nécessaire reste acquise.

Budapest Treaty on the International Recognition of the Deposit of Microorganisms for the Purposes of Patent Procedure

Done at Budapest on April 28, 1977, and amended on September 26, 1980

and

Regulations



World Intellectual Property Organization
GENEVA 1989

INTRODUCTORY PROVISIONS

Article 1

Establishment of a Union

The States party to this Treaty (hereinafter called "the Contracting States") constitute a Union for the international recognition of the deposit of microorganisms for the purposes of patent procedure.

Article 2

Definitions

For the purposes of this Treaty and the Regulations:

(i) references to a "patent" shall be construed as references to patents for inventions, inventors' certificates, utility certificates, utility models, patents or certificates of addition, inventors' certificates of addition, and utility certificates of addition;

(ii) "deposit of a microorganism" means, according to the context in which these words appear, the following acts effected in accordance with this Treaty and the Regulations; the transmittal of a microorganism to an international depositary authority, which receives and accepts it, or the storage of such a microorganism by the international depositary authority, or both the said transmittal and the said storage;

(iii) "patent procedure" means any administrative or judicial procedure relating to a patent application or a patent;

(iv) "publication for the purposes of patent procedure" means the official publication, or the official laying open for public inspection, of a patent application or a patent;

(v) "intergovernmental industrial property organization" means an organization that has filed a declaration under Article 9(1);

(vi) "industrial property office" means an authority of a Contracting State or an intergovernmental industrial property organization competent for the grant of patents;

(vii) "depositary institution" means an institution which provides for the receipt, acceptance and storage of microorganisms and the furnishing of samples thereof;

(viii) "international depositary authority" means a depositary institution which has acquired the status of international depositary authority as provided in Article 7;

(ix) "depositor" means the natural person or legal entity transmitting a microorganism to an international depositary authority, which receives and accepts it, and any successor in title of the said natural person or legal entity;

(x) "Union" means the Union referred to in Article 1;

(xi) "Assembly" means the Assembly referred to in Article 10;

(xii) "Organization" means the World Intellectual Property Organization;

(xiii) "International Bureau" means the International Bureau of the Organization and, as long as it subsists, the United International Bureaux for the Protection of Intellectual Property (BIRPI);

(xiv) "Director General" means the Director General of the Organization;

(xv) "Regulations" means the Regulations referred to in Article 12.

CHAPTER I

SUBSTANTIVE PROVISIONS

Article 3

Recognition and Effect of the Deposit of Microorganisms

(1) *(a)* Contracting States which allow or require the deposit of microorganisms for the purposes of patent procedure shall recognize, for such purposes, the deposit of a microorganism with any international depositary authority. Such recognition shall include the recognition of the fact and date of the deposit as indicated by the international depositary authority as well as the recognition of the fact that what is furnished as a sample is a sample of the deposited microorganism.

(b) Any Contracting State may require a copy of the receipt of the deposit referred to in subparagraph *(a)*, issued by the international depositary authority.

(2) As far as matters regulated in this Treaty and the Regulations are concerned, no Contracting State may require compliance with requirements different from or additional to those which are provided in this Treaty and the Regulations.

Article 4

New Deposit

(1) *(a)* Where the international depositary authority cannot furnish samples of the deposited microorganism for any reason, in particular,

(i) where such microorganism is no longer viable, or

(ii) where the furnishing of samples would require that they be sent abroad and the sending or the receipt of the samples abroad is prevented by export or import restrictions,

that authority shall, promptly after having noted its inability to furnish samples, notify the depositor of such inability, indicating the cause thereof, and the depositor, subject to paragraph (2) and as provided in this paragraph, shall have the right to make a new deposit of the microorganism which was originally deposited.

(b) The new deposit shall be made with the international depositary authority with which the original deposit was made, provided that:

(i) it shall be made with another international depositary authority where the institution with which the original deposit was made has ceased to have the status of international depositary authority, either entirely or in respect of the kind of microorganism to which the deposited microorganism belongs, or where the international depositary authority with which the original deposit was made discontinues, temporarily or definitively, the performance of its functions in respect of deposited microorganisms;

(ii) it may be made with another international depositary authority in the case referred to in subparagraph *(a)* (ii).

(c) Any new deposit shall be accompanied by a statement signed by the depositor alleging that the newly deposited microorganism is the same as that originally deposited. If the allegation of the depositor is contested, the burden of proof shall be governed by the applicable law.

(d) Subject to subparagraphs *(a)* to *(c)* and *(e)*, the new deposit shall be treated as if it had been made on the date on which the original deposit was made where all the preceding statements concerning the viability of the originally deposited microorganism

indicated that the microorganism was viable and where the new deposit was made within three months after the date on which the depositor received the notification referred to in subparagraph *(a)*.

(e) Where subparagraph *(b)* (i) applies and the depositor does not receive the notification referred to in subparagraph *(a)* within six months after the date on which the termination, limitation or discontinuance referred to in subparagraph *(b)* (i) was published by the International Bureau, the three-month time limit referred to in subparagraph *(d)* shall be counted from the date of the said publication.

(2) The right referred to in paragraph (1)*(a)* shall not exist where the deposited microorganism has been transferred to another international depositary authority as long as that authority is in a position to furnish samples of such microorganism.

Article 5

Export and Import Restrictions

Each Contracting State recognizes that it is highly desirable that, if and to the extent to which the export from or import into its territory of certain kinds of microorganisms is restricted, such restriction should apply to microorganisms deposited, or destined for deposit, under this Treaty only where the restriction is necessary in view of national security or the dangers for health or the environment.

Article 6

Status of International Depositary Authority

(1) In order to qualify for the status of international depositary authority, any depositary institution

of microorganisms which it should accept under the assurances furnished;

(ii) in case of the termination or limitation of the status of international depositary authority of an international depositary authority.

Article 7

Acquisition of the Status of International Depositary Authority

(1)*(a)* A depositary institution shall acquire the status of international depositary authority by virtue of a written communication addressed to the Director General by the Contracting State on the territory of which the depositary institution is located and including a declaration of assurances to the effect that the said institution complies and will continue to comply with the requirements specified in Article 6(2). The said status may be acquired also by virtue of a written communication addressed to the Director General by an intergovernmental industrial property organization and including the said declaration.

(b) The communication shall also contain information on the depositary institution as provided in the Regulations and may indicate the date on which the status of international depositary authority should take effect.

(2)*(a)* If the Director General finds that the communication includes the required declaration and that all the required information has been received, the communication shall be promptly published by the International Bureau.

(b) The status of international depositary authority shall be acquired as from the date of publication of the communication or, where a date has been indicated under paragraph (1)*(b)* and such date is later than the

date of publication of the communication, as from such date.

(3) The details of the procedure under paragraphs (1) and (2) are provided in the Regulations.

Article 8

Termination and Limitation of the Status of International Depositary Authority

(1)*(a)* Any Contracting State or any intergovernmental industrial property organization may request the Assembly to terminate, or to limit to certain kinds of microorganisms, any authority's status of international depositary authority on the ground that the requirements specified in Article 6 have not been or are no longer complied with. However, such a request may not be made by a Contracting State or intergovernmental industrial property organization in respect of an international depositary authority for which it has made the declaration referred to in Article 7(1)*(a)*.

(b) Before making the request under subparagraph *(a)*, the Contracting State or the intergovernmental industrial property organization shall, through the intermediary of the Director General, notify the reasons for the proposed request to the Contracting State or the intergovernmental industrial property organization which has made the communication referred to in Article 7(1) so that that State or organization may, within six months from the date of the said notification, take appropriate action to obviate the need for making the proposed request.

(c) Where the Assembly finds that the request is well founded, it shall decide to terminate, or to limit to certain kinds of microorganisms, the status of international depositary authority of the authority referred

to in subparagraph *(a)*. The decision of the Assembly shall require that a majority of two-thirds of the votes cast be in favor of the request.

(2)*(a)* The Contracting State or intergovernmental industrial property organization having made the declaration referred to in Article 7(1)*(a)* may, by a communication addressed to the Director General, withdraw its declaration either entirely or in respect only of certain kinds of microorganisms and in any event shall do so when and to the extent that its assurances are no longer applicable.

(b) Such a communication shall, from the date provided for in the Regulations, entail, where it relates to the entire declaration, the termination of the status of international depositary authority or, where it relates only to certain kinds of microorganisms, a corresponding limitation of such status.

(3) The details of the procedure under paragraphs (1) and (2) are provided in the Regulations.

Article 9

Intergovernmental Industrial Property Organizations

(1)*(a)* Any intergovernmental organization to which several States have entrusted the task of granting regional patents and of which all the member States are members of the International (Paris) Union for the Protection of Industrial Property may file with the Director General a declaration that it accepts the obligation of recognition provided for in Article 3(1)*(a)*, the obligation concerning the requirements referred to in Article 3(2) and all the effects of the provisions of this Treaty and the Regulations applicable to intergovernmental industrial property organizations. If filed before the entry into force of this Treaty according to Article 16(1), the declaration referred to in the preceding sentence shall become

effective on the date of the said entry into force. If filed after such entry into force, the said declaration shall become effective three months after its filing unless a later date has been indicated in the declaration. In the latter case, the declaration shall take effect on the date thus indicated.

(b) The said organization shall have the right provided for in Article 3(1)*(b)*.

(2) Where any provision of this Treaty or of the Regulations affecting intergovernmental industrial property organizations is revised or amended, any intergovernmental industrial property organization may withdraw its declaration referred to in paragraph (1) by notification addressed to the Director General. The withdrawal shall take effect:

(i) where the notification has been received before the date on which the revision or amendment enters into force, on that date;

(ii) where the notification has been received after the date referred to in (i), on the date indicated in the notification or, in the absence of such indication, three months after the date on which the notification was received.

(3) In addition to the case referred to in paragraph (2), any intergovernmental industrial property organization may withdraw its declaration referred to in paragraph (1)*(a)* by notification addressed to the Director General. The withdrawal shall take effect two years after the date on which the Director General has received the notification. No notification of withdrawal under this paragraph shall be receivable during a period of five years from the date on which the declaration took effect.

(4) The withdrawal referred to in paragraph (2) or (3) by an intergovernmental industrial property organization whose communication under Article 7(1) has led to the acquisition of the status of international depositary authority by a depositary institu-

tion shall entail the termination of such status one year after the date on which the Director General has received the notification of withdrawal.

(5) Any declaration referred to in paragraph (1)*(a)*, notification of withdrawal referred to in paragraph (2) or (3), assurances furnished under Article 6(1), second sentence, and included in a declaration made in accordance with Article 7(1)*(a)*, request made under Article 8(1) and communication of withdrawal referred to in Article 8(2) shall require the express previous approval of the supreme governing organ of the intergovernmental industrial property organization whose members are all the States members of the said organization and in which decisions are made by the official representatives of the governments of such States.

CHAPTER II

ADMINISTRATIVE PROVISIONS

Article 10

Assembly

(1)*(a)* The Assembly shall consist of the Contracting States.

(b) Each Contracting State shall be represented by one delegate, who may be assisted by alternate delegates, advisors, and experts.

(c) Each intergovernmental industrial property organization shall be represented by special observers in the meetings of the Assembly and any committee and working group established by the Assembly.

(d) Any State not member of the Union which is a member of the Organization or of the International (Paris) Union for the Protection of Industrial Property and any intergovernmental organization specialized in the field of patents other than an intergovernmental industrial property organization as defined in Article 2(v) may be represented by observers in the meetings of the Assembly and, if the Assembly so decides, in the meetings of any committee or working group established by the Assembly.

(2)*(a)* The Assembly shall:

(i) deal with all matters concerning the maintenance and development of the Union and the implementation of this Treaty;

(ii) exercise such rights and perform such tasks as are specially conferred upon it or assigned to it under this Treaty;

(iii) give directions to the Director General concerning the preparations for revision conferences;

(iv) review and approve the reports and activities of the Director General concerning the Union, and give him all necessary instructions concerning matters within the competence of the Union;

(v) establish such committees and working groups as it deems appropriate to facilitate the work of the Union;

(vi) determine, subject to paragraph (1)*(d)*, which States other than Contracting States, which intergovernmental organizations other than intergovernmental industrial property organizations as defined in Article 2(v) and which international non-governmental organizations shall be admitted to its meetings as observers and to what extent international depositary authorities shall be admitted to its meetings as observers;

(vii) take any other appropriate action designed to further the objectives of the Union;

(viii) perform such other functions as are appropriate under this Treaty.

(b) With respect to matters which are of interest also to other Unions administered by the Organization, the Assembly shall make its decisions after having heard the advice of the Coordination Committee of the Organization.

(3) A delegate may represent, and vote in the name of, one State only.

(4) Each Contracting State shall have one vote.

(5)*(a)* One-half of the Contracting States shall constitute a quorum.

(b) In the absence of the quorum, the Assembly may make decisions but, with the exception of decisions concerning its own procedure, all such decisions shall take effect only if the quorum and the required majority are attained through voting by correspondence as provided in the Regulations.

(6)*(a)* Subject to Articles 8(1)*(c)*, 12(4) and 14(2)*(b)*, the decisions of the Assembly shall require a majority of the votes cast.

(b) Abstentions shall not be considered as votes.

(7)*(a)* The Assembly shall meet once in every second calendar year in ordinary session upon convocation by the Director General, preferably during the same period and at the same place as the General Assembly of the Organization.

(b) The Assembly shall meet in extraordinary session upon convocation by the Director General, either on his own initiative or at the request of one-fourth of the Contracting States.

(8) The Assembly shall adopt its own rules of procedure.

Article 11

International Bureau

(1) The International Bureau shall:

(i) perform the administrative tasks concerning the Union, in particular such tasks as are specifically assigned to it under this Treaty and the Regulations or by the Assembly;

(ii) provide the secretariat of revision conferences, of the Assembly, of committees and working groups established by the Assembly, and of any other meeting convened by the Director General and dealing with matters of concern to the Union.

(2) The Director General shall be the chief executive of the Union and shall represent the Union.

(3) The Director General shall convene all meetings dealing with matters of concern to the Union.

(4)*(a)* The Director General and any staff member designated by him shall participate, without the right to vote, in all meetings of the Assembly, the committees and working groups established by the Assembly, and any other meeting convened by the Director General and dealing with matters of concern to the Union.

(b) The Director General, or a staff member designated by him, shall be ex officio secretary of the Assembly, and of the committees, working groups and other meetings referred to in subparagraph *(a)*.

(5)*(a)* The Director General shall, in accordance with the directions of the Assembly, make the preparations for revision conferences.

(b) The Director General may consult with intergovernmental and international non-governmental organizations concerning the preparations for revision conferences.

(c) The Director General and persons designated by him shall take part, without the right to vote, in the discussions at revision conferences.

(d) The Director General, or a staff member designated by him, shall be ex officio secretary of any revision conference.

Article 12

Regulations

(1) The Regulations provide rules concerning:

(i) matters in respect of which this Treaty expressly refers to the Regulations or expressly provides that they are or shall be prescribed;

(ii) any administrative requirements, matters or procedures;

(iii) any details useful in the implementation of this Treaty.

(2) The Regulations adopted at the same time as this Treaty are annexed to this Treaty.

(3) The Assembly may amend the Regulations.

(4)*(a)* Subject to subparagraph *(b)*, adoption of any amendment of the Regulations shall require two-thirds of the votes cast.

(b) Adoption of any amendment concerning the furnishing of samples of deposited microorganisms by the international depositary authorities shall require that no Contracting State vote against the proposed amendment.

(5) In the case of conflict between the provisions of this Treaty and those of the Regulations, the provisions of this Treaty shall prevail.

CHAPTER III

REVISION AND AMENDMENT

Article 13

Revision of the Treaty

(1) This Treaty may be revised from time to time by conferences of the Contracting States.

(2) The convocation of any revision conference shall be decided by the Assembly.

(3) Articles 10 and 11 may be amended either by a revision conference or according to Article 14.

Article 14

Amendment of Certain Provisions of the Treaty

(1)*(a)* Proposals under this Article for the amendment of Articles 10 and 11 may be initiated by any Contracting State or by the Director General.

(b) Such proposals shall be communicated by the Director General to the Contracting States at least six months in advance of their consideration by the Assembly.

(2)*(a)* Amendments to the Articles referred to in paragraph (1) shall be adopted by the Assembly.

(b) Adoption of any amendment to Article 10 shall require four-fifths of the votes cast; adoption of any amendment to Article 11 shall require three-fourths of the votes cast.

(3)*(a)* Any amendment to the Articles referred to in paragraph (1) shall enter into force one month after written notifications of acceptance, effected in accordance with their respective constitutional processes,

have been received by the Director General from three-fourths of the Contracting States members of the Assembly at the time the Assembly adopted the amendment.

(b) Any amendment to the said Articles thus accepted shall bind all the Contracting States which were Contracting States at the time the amendment was adopted by the Assembly, provided that any amendment creating financial obligations for the said Contracting States or increasing such obligations shall bind only those Contracting States which have notified their acceptance of such amendment.

(c) Any amendment which has been accepted and which has entered into force in accordance with sub-paragraph *(a)* shall bind all States which become Contracting States after the date on which the amendment was adopted by the Assembly.

CHAPTER IV

FINAL PROVISIONS

Article 15

Becoming Party to the Treaty

(1) Any State member of the International (Paris) Union for the Protection of Industrial Property may become party to this Treaty by:

(i) signature followed by the deposit of an instrument of ratification, or

(ii) deposit of an instrument of accession.

(2) Instruments of ratification or accession shall be deposited with the Director General.

Article 16

Entry Into Force of the Treaty

(1) This Treaty shall enter into force, with respect to the first five States which have deposited their instruments of ratification or accession, three months after the date on which the fifth instrument of ratification or accession has been deposited.

(2) This Treaty shall enter into force with respect to any other State three months after the date on which that State has deposited its instrument of ratification or accession unless a later date has been indicated in the instrument of ratification or accession. In the latter case, this Treaty shall enter into force with respect to that State on the date thus indicated.

Article 17

Denunciation of the Treaty

(1) Any Contracting State may denounce this Treaty by notification addressed to the Director General.

(2) Denunciation shall take effect two years after the day on which the Director General has received the notification.

(3) The right of denunciation provided for in paragraph (1) shall not be exercised by any Contracting State before the expiration of five years from the date on which it becomes party to this Treaty.

(4) The denunciation of this Treaty by a Contracting State that has made a declaration referred to in Article 7(1)*(a)* with respect to a depositary institution which thus acquired the status of international depositary authority shall entail the termination of such status one year after the day on which the

Director General received the notification referred to in paragraph (1).

Article 18

Signature and Languages of the Treaty

(1)*(a)* This Treaty shall be signed in a single original in the English and French languages, both texts being equally authentic.

(b) Official texts of this Treaty shall be established by the Director General, after consultation with the interested Governments and within two months from the date of signature of this Treaty, in the other languages in which the Convention Establishing the World Intellectual Property Organization was signed.

(c) Official texts of this Treaty shall be established by the Director General, after consultation with the interested Governments, in the Arabic, German, Italian, Japanese and Portuguese languages, and such other languages as the Assembly may designate.

(2) This Treaty shall remain open for signature at Budapest until December 31, 1977.

Article 19

Deposit of the Treaty; Transmittal of Copies; Registration of the Treaty

(1) The original of this Treaty, when no longer open for signature, shall be deposited with the Director General.

(2) The Director General shall transmit two copies, certified by him, of this Treaty and the Regulations to the Governments of all the States referred to in Article 15(1), to the intergovernmental organizations that may file a declaration under Article 9(1)*(a)* and, on request, to the Government of any other State.

(3) The Director General shall register this Treaty with the Secretariat of the United Nations.

(4) The Director General shall transmit two copies, certified by him, of any amendment to this Treaty and to the Regulations to all Contracting States, to all intergovernmental industrial property organizations and, on request, to the Government of any other State and to any other intergovernmental organization that may file a declaration under Article 9(1)*(a)*.

Article 20

Notifications

The Director General shall notify the Contracting States, the intergovernmental industrial property organizations and those States not members of the Union which are members of the International (Paris) Union for the Protection of Industrial Property of:

(i) signatures under Article 18;

(ii) deposits of instruments of ratification or accession under Article 15(2);

(iii) declarations filed under Article 9(1)*(a)* and notifications of withdrawal under Article 9(2) or (3);

(iv) the date of entry into force of this Treaty under Article 16(1);

(v) the communications under Articles 7 and 8 and the decisions under Article 8;

(vi) acceptance of amendments to this Treaty under Article 14(3);

(vii) any amendment of the Regulations;

(viii) the dates on which amendments to the Treaty or the Regulations enter into force;

(ix) denunciations received under Article 17.

Regulations*

Under the Budapest Treaty on the International Recognition of the Deposit of Microorganisms for the Purposes of Patent Procedure

Rule 1

Abbreviated Expressions and Interpretation of the Word "Signature"

1.1 *"Treaty"*

In these Regulations, the word "Treaty" means the Budapest Treaty on the International Recognition of the Deposit of Microorganisms for the Purposes of Patent Procedure.

1.2 *"Article"*

In these Regulations, the word "Article" refers to the specified Article of the Treaty.

1.3 *"Signature"*

In these Regulations, whenever the word "signature" is used, it shall be understood that, where the law of the State on the territory of which an international depositary authority is located requires the use of a seal instead of a signature, the said word shall mean "seal" for the purposes of that authority.

Rule 2

International Depositary Authorities

2.1 *Legal Status*

Any international depositary authority may be a government agency, including any public institution attached to a public administration other than the central government, or a private entity.

2.2 *Staff and Facilities*

The requirements referred to in Article 6(2)(ii) shall include in particular the following:

(i) the staff and facilities of any international depositary authority must enable the said authority to store the deposited microorganisms in a manner which ensures that they are kept viable and uncontaminated;

(ii) any international depositary authority must, for the storage of microorganisms, provide for sufficient safety measures to minimize the risk of losing microorganisms deposited with it.

2.3 *Furnishing of Samples*

The requirements referred to in Article 6(2)(viii) shall include in particular the requirement that any international depositary authority must furnish samples of deposited microorganisms in an expeditious and proper manner.

Rule 3

Acquisition of the Status of International Depositary Authority

3.1 *Communication*

(a) The communication referred to in Article 7(1) shall be addressed to the Director General, in the case of a Contracting State, through diplomatic channels or, in the case of an intergovernmental industrial property organization, by its chief executive officer.

(b) The communication shall:

(i) indicate the name and address of the depositary institution to which the communication relates;

(ii) contain detailed information as to the said institution's capacity to comply with the requirements specified in Article 6(2), including information on its legal status, scientific standing, staff and facilities;

(iii) where the said depositary institution intends to accept for deposit only certain kinds of microorganisms, specify such kinds;

(iv) indicate the amount of any fees that the said institution will, upon acquiring the status of international depositary authority, charge for storage, viability statements and furnishing of samples of microorganisms;

(v) indicate the official language or languages of the said institution;

(vi) where applicable, indicate the date referred to in Article 7(1)*(b)*.

3.2 *Processing of the Communication*

If the communication complies with Article 7(1) and Rule 3.1, it shall be promptly notified by the Director General to all Contracting States and intergovernmental industrial property organizations and shall be promptly published by the International Bureau.

3.3 *Extension of the List of Kinds of Microorganisms Accepted*

The Contracting State or intergovernmental industrial property organization having made the communication referred to in Article 7(1) may, at any time thereafter, notify the Director General that its assurances are extended to specified kinds of microorganisms to which, so far, the assurances have not extended. In such a case, and as far as the additional kinds of microorganisms are concerned, Article 7 and Rules 3.1 and 3.2 shall apply, *mutatis mutandis.*

Rule 4

Termination or Limitation of the Status of International Depositary Authority

4.1 *Request; Processing of Request*

(a) The request referred to in Article 8(1)*(a)* shall be addressed to the Director General as provided in Rule 3.1*(a)*.

(b) The request shall:

(i) indicate the name and address of the international depositary authority concerned;

(ii) where it relates only to certain kinds of microorganisms, specify such kinds;

(iii) indicate in detail the facts on which it is based.

(c) If the request complies with paragraphs *(a)* and *(b)*, it shall be promptly notified by the Director General to all Contracting States and intergovernmental industrial property organizations.

(d) Subject to paragraph *(e)*, the Assembly shall consider the request not earlier than six and not later than eight months from the notification of the request.

(e) Where, in the opinion of the Director General, respect of the time limit provided for in paragraph *(d)* could endanger the interests of actual or potential depositors, he may convene the Assembly for a date earlier than the date of the expiration of the six-month period provided for in paragraph *(d)*.

(f) If the Assembly decides to terminate, or to limit to certain kinds of microorganisms, the status of international depositary authority, the said decision shall become effective three months after the date on which it was made.

4.2 *Communication; Effective Date; Processing of Communication*

(a) The communication referred to in Article 8(2)*(a)* shall be addressed to the Director General as provided in Rule 3.1*(a)*.

(b) The communication shall:

(i) indicate the name and address of the international depositary authority concerned;

(ii) where it relates only to certain kinds of microorganisms, specify such kinds;

(iii) where the Contracting State or intergovernmental industrial property organization making the communication desires that the effects provided for in Article 8(2)*(b)* take place on a date later than at the expiration of three months from the date of the communication, indicate that later date.

(c) Where paragraph *(b)*(iii) applies, the effects provided for in Article 8(2)*(b)* shall take place on the date indicated under that paragraph in the communication; otherwise, they shall take place at the expiration of three months from the date of the communication.

(d) The Director General shall promptly notify all Contracting States and intergovernmental industrial property organizations of any communication received under Article 8(2) and of its effective date under paragraph *(c)*. A corresponding notice shall be promptly published by the International Bureau.

4.3 *Consequences for Deposits*

In the case of a termination or limitation of the status of international depositary authority under Articles 8(1), 8(2), 9(4) or 17(4), Rule 5.1 shall apply, *mutatis mutandis*.

Rule 5

Defaults by the International Depositary Authority

5.1 *Discontinuance of Performance of Functions in Respect of Deposited Microorganisms*

(a) If any international depositary authority temporarily or definitively discontinues the performance of any of the tasks it should perform under the Treaty and these Regulations in relation to any microorganisms deposited with it, the Contracting State or intergovernmental industrial property organization which, in respect of that authority, has furnished the assurances under Article 6(1) shall:

(i) ensure, to the fullest extent possible, that samples of all such microorganisms are transferred promptly and without deterioration or contamination from the said authority ("the defaulting authority") to another international depositary authority ("the substitute authority");

(ii) ensure, to the fullest extent possible, that all mail or other communications addressed to the defaulting authority, and all files and other relevant information in the possession of that authority, in respect of the said microorganisms are promptly transferred to the substitute authority;

(iii) ensure, to the fullest extent possible, that the defaulting authority promptly notifies all depositors affected of the discontinuance of the performance of its functions and the transfers effected;

(iv) promptly notify the Director General of the fact and the extent of the discontinuance in question and of the measures which have been taken by the said Contracting State or intergovernmental industrial property organization under (i) to (iii).

(b) The Director General shall promptly notify the Contracting States and the intergovernmental industrial property organizations as well as the industrial property offices of the notification received under paragraph *(a)*(iv); the notification of the Director General and the notification received by him shall be promptly published by the International Bureau.

(c) Under the applicable patent procedure it may be required that the depositor shall, promptly after receiving the receipt referred to in Rule 7.5, notify to any industrial property office with which a patent application was filed with reference to the original deposit the new accession number given to the deposit by the substitute authority.

(d) The substitute authority shall retain in an appropriate form the accession number given by the defaulting authority, together with the new accession number.

(e) In addition to any transfer effected under paragraph *(a)*(i), the defaulting authority shall, upon request by the depositor, transfer, as far as possible, a sample of any microorganism deposited with it together with copies of all mail or other communications and copies of all files and other relevant information referred to in paragraph *(a)*(ii) to any international depositary authority indicated by the depositor other than the substitute authority, provided that the depositor pays any expenses to the defaulting authority resulting from the said transfer. The depositor shall pay the fee for the storage of the said sample to the international depositary authority indicated by him.

(f) On the request of any depositor affected, the defaulting authority shall retain, as far as possible, samples of the microorganisms deposited with it.

5.2 *Refusal To Accept Certain Kinds of Microorganisms*

(a) If any international depositary authority refuses to accept for deposit any of the kinds of microorganisms which it should accept under the assurances furnished, the Contracting State or intergovernmental industrial property organization which, in respect of that authority, has made the declaration referred to in Article 7(1)*(a)* shall promptly notify the Director General of the relevant facts and the measures which have been taken.

(b) The Director General shall promptly notify the other Contracting States and intergovernmental industrial property organizations of the notification received under paragraph *(a)*; the notification of the Director General and the notification received by him shall be promptly published by the International Bureau.

Rule 6

Making the Original Deposit or New Deposit

6.1 *Original Deposit*

(a) The microorganism transmitted by the depositor to the international depositary authority shall, except where Rule 6.2 applies, be accompanied by a written statement bearing the signature of the depositor and containing:

(i) an indication that the deposit is made under the Treaty and an undertaking not to withdraw it for the period specified in Rule 9.1;

(ii) the name and address of the depositor;

(iii) details of the conditions necessary for the cultivation of the microorganism, for its storage and for testing its viability and also, where a mixture of microorganisms is deposited, descriptions of the components of the mixture and at least one of the methods permitting the checking of their presence;

(iv) an identification reference (number, symbols, etc.) given by the depositor to the microorganism;

(v) an indication of the properties of the microorganism which are or may be dangerous to health or the environment, or an indication that the depositor is not aware of such properties.

(b) It is strongly recommended that the written statement referred to in paragraph *(a)* should contain the scientific description and/or proposed taxonomic designation of the deposited microorganism.

6.2 *New Deposit*

(a) Subject to paragraph *(b)*, in the case of a new deposit made under Article 4, the microorganism transmitted by the depositor to the international depositary authority shall be accompanied by a copy of the receipt of the previous deposit, a copy of the

most recent statement concerning the viability of the microorganism which was the subject of the previous deposit indicating that the microorganism is viable and a written statement bearing the signature of the depositor and containing:

(i) the indications referred to in Rule 6.1*(a)*(i) to (v);

(ii) a declaration stating the reason relevant under Article 4(1)*(a)* for making the new deposit, a statement alleging that the microorganism which is the subject of the new deposit is the same as that which was the subject of the previous deposit, and an indication of the date on which the depositor received the notification referred to in Article 4(1)*(a)* or, as the case may be, the date of the publication referred to in Article 4(1)*(e)*;

(iii) where a scientific description and/or proposed taxonomic designation was/were indicated in connection with the previous deposit, the most recent scientific description and/or proposed taxonomic designation as communicated to the international depositary authority with which the previous deposit was made.

(b) Where the new deposit is made with the international depositary authority with which the previous deposit was made, paragraph *(a)*(i) shall not apply.

(c) For the purposes of paragraphs *(a)* and *(b)* and of Rule 7.4, "previous deposit" means,

(i) where the new deposit has been preceded by one or more other new deposits: the most recent of those other new deposits;

(ii) where the new deposit has not been preceded by one or more other new deposits: the original deposit.

6.3 *Requirements of the International Depositary Authority*

(a) Any international depositary authority may require:

(i) that the microorganism be deposited in the form and quantity necessary for the purposes of the Treaty and these Regulations;

(ii) that a form established by such authority and duly completed by the depositor for the purposes of the administrative procedures of such authority be furnished;

(iii) that the written statement referred to in Rule 6.1*(a)* or 6.2*(a)* be drafted in the language, or in any of the languages, specified by such authority, it being understood that such specification must at least include the official language or languages indicated under Rule 3.1*(b)*(v);

(iv) that the fee for storage referred to in Rule 12.1*(a)*(i) be paid; and

(v) that, to the extent permitted by the applicable law, the depositor enter into a contract with such authority defining the liabilities of the depositor and the said authority.

(b) Any international depositary authority shall communicate any such requirements and any amendments thereof to the International Bureau.

6.4 *Acceptance Procedure*

(a) The international depositary authority shall refuse to accept the microorganism and shall immediately notify the depositor in writing of such refusal and of the reasons therefor:

(i) where the microorganism is not of a kind of microorganism to which the assurances furnished under Rule 3.1*(b)*(iii) or 3.3 extend;

(ii) where the properties of the microorganism are so exceptional that the international depositary authority is technically not in a position to perform the tasks in relation to it that it must perform under the Treaty and these Regulations;

(iii) where the deposit is received in a condition which clearly indicates that the microorganism is missing or which precludes for scientific reasons the acceptance of the microorganism.

(b) Subject to paragraph *(a)*, the international depositary authority shall accept the microorganism when all the requirements of Rule 6.1*(a)* or 6.2*(a)* and Rule 6.3*(a)* are complied with. If any of those requirements are not complied with, the international depositary authority shall immediately notify the depositor in writing of that fact and invite him to comply with those requirements.

(c) When the microorganism has been accepted as an original or new deposit, the date of that original or new deposit, as the case may be, shall be the date on which the microorganism was received by the international depositary authority.

(d) The international depositary authority shall, on the request of the depositor and provided that all the requirements referred to in paragraph *(b)* are complied with, consider a microorganism, deposited before the acquisition by such authority of the status of international depositary authority, to have been received, for the purposes of the Treaty, on the date on which such status was acquired.

Rule 7

Receipt

7.1 *Issuance of Receipt*

The international depositary authority shall issue to the depositor, in respect of each deposit of microorganism effected with it or transferred to it, a receipt in attestation of the fact that it has received and accepted the microorganism.

7.2 *Form; Languages; Signature*

(a) Any receipt referred to in Rule 7.1 shall be established on a form called an "international form," a model of which shall be established by the Director General in those languages which the Assembly shall designate.

(b) Any words or letters filled in in the receipt in characters other than those of the Latin alphabet shall also appear therein transliterated in characters of the Latin alphabet.

(c) The receipt shall bear the signature of the person or persons having the power to represent the international depositary authority or that of any other official of that authority duly authorized by the said person or persons.

7.3 *Contents in the Case of the Original Deposit*

Any receipt referred to in Rule 7.1 and issued in the case of an original deposit shall indicate that it is issued by the depositary institution in its capacity of international depositary authority under the Treaty and shall contain at least the following indications:

(i) the name and address of the international depositary authority;

(ii) the name and address of the depositor;

(iii) the date of the original deposit as defined in Rule 6.4*(c)*;

(iv) the identification reference (number, symbols, etc.) given by the depositor to the microorganism;

(v) the accession number given by the international depositary authority to the deposit;

(vi) where the written statement referred to in Rule 6.1*(a)* contains the scientific description and/or proposed taxonomic designation of the microorganism, a reference to that fact.

7.4 *Contents in the Case of the New Deposit*

Any receipt referred to in Rule 7.1 and issued in the case of a new deposit effected under Article 4 shall be accompanied by a copy of the receipt of the previous deposit (within the meaning of Rule 6.2*(c)*) and a copy of the most recent statement concerning the viability of the microorganism which was the subject of the previous deposit (within the meaning of Rule 6.2*(c)*) indicating that the microorganism is viable, and shall at least contain:

(i) the name and address of the international depositary authority;

(ii) the name and address of the depositor;

(iii) the date of the new deposit as defined in Rule 6.4*(c)*;

(iv) the identification reference (number, symbols, etc.) given by the depositor to the microorganism;

(v) the accession number given by the international depositary authority to the new deposit;

(vi) an indication of the relevant reason and the relevant date as stated by the depositor in accordance with Rule 6.2*(a)*(ii);

(vii) where Rule 6.2*(a)*(iii) applies, a reference to the fact that a scientific description and/or a proposed taxonomic designation has/have been indicated by the depositor;

(viii) the accession number given to the previous deposit (within the meaning of Rule 6.2*(c)*).

7.5 Receipt in the Case of Transfer

The international depositary authority to which samples of microorganisms are transferred under Rule 5.1*(a)*(i) shall issue to the depositor, in respect of each deposit in relation with which a sample is transferred, a receipt indicating that it is issued by the depositary institution in its capacity of international depositary authority under the Treaty and containing at least:

(i) the name and address of the international depositary authority;

(ii) the name and address of the depositor;

(iii) the date on which the transferred sample was received by the international depositary authority (date of the transfer);

(iv) the identification reference (number, symbols, etc.) given by the depositor to the microorganism;

(v) the accession number given by the international depositary authority;

(vi) the name and address of the international depositary authority from which the transfer was effected;

(vii) the accession number given by the international depositary authority from which the transfer was effected;

(viii) where the written statement referred to in Rule 6.1*(a)* or 6.2*(a)* contained the scientific description and/or proposed taxonomic designation of the microorganism, or where such scientific description

and/or proposed taxonomic designation was/were indicated or amended under Rule 8.1 at a later date, a reference to that fact.

7.6 *Communication of the Scientific Description and/ or Proposed Taxonomic Designation*

On request of any party entitled to receive a sample of the deposited microorganism under Rules 11.1, 11.2 or 11.3, the international depositary authority shall communicate to such party the most recent scientific description and/or proposed taxonomic designation referred to in Rules 6.1*(b)*, 6.2*(a)*(iii) or 8.1*(b)*(iii).

Rule 8

Later Indication or Amendment of the Scientific Description and/or Proposed Taxonomic Designation

8.1 *Communication*

(a) Where, in connection with the deposit of a microorganism, the scientific description and/or taxonomic designation of the microorganism was/were not indicated, the depositor may later indicate or, where already indicated, may amend such description and/or designation.

(b) Any such later indication or amendment shall be made in a written communication, bearing the signature of the depositor, addressed to the international depositary authority and containing:

(i) the name and address of the depositor;

(ii) the accession number given by the said authority;

(iii) the scientific description and/or proposed taxonomic designation of the microorganism;

(iv) in the case of an amendment, the last preceding scientific description and/or proposed taxonomic designation.

8.2 *Attestation*

The international depositary authority shall, on the request of the depositor having made the communication referred to in Rule 8.1, deliver to him an attestation showing the data referred to in Rule 8.1*(b)*(i) to (iv) and the date of receipt of such communication.

Rule 9

Storage of Microorganisms

9.1 *Duration of the Storage*

Any microorganism deposited with an international depositary authority shall be stored by such authority, with all the care necessary to keep it viable and uncontaminated, for a period of at least five years after the most recent request for the furnishing of a sample of the deposited microorganism was received by the said authority and, in any case, for a period of at least 30 years after the date of the deposit.

9.2 *Secrecy*

No international depositary authority shall give information to anyone whether a microorganism has been deposited with it under the Treaty. Furthermore, it shall not give any information to anyone concerning any microorganism deposited with it under the Treaty except to an authority, natural person or legal entity which is entitled to obtain a sample of the said microorganism under Rule 11 and subject to the same conditions as provided in that Rule.

Rule 10

Viability Test and Statement

10.1 *Obligation to Test*

The international depositary authority shall test the viability of each microorganism deposited with it:

(i) promptly after any deposit referred to in Rule 6 or any transfer referred to in Rule 5.1;

(ii) at reasonable intervals, depending on the kind of microorganism and its possible storage conditions, or at any time, if necessary for technical reasons;

(iii) at any time, on the request of the depositor.

10.2 *Viability Statement*

(a) The international depositary authority shall issue a statement concerning the viability of the deposited microorganism:

(i) to the depositor, promptly after any deposit referred to in Rule 6 or any transfer referred to in Rule 5.1;

(ii) to the depositor, on his request, at any time after the deposit or transfer;

(iii) to any industrial property office, other authority, natural person or legal entity, other than the depositor, to whom or to which samples of the deposited microorganism were furnished in conformity with Rule 11, on his or its request, together with or at any time after such furnishing of samples.

(b) The viability statement shall indicate whether the microorganism is or is no longer viable and shall contain:

(i) the name and address of the international depositary authority issuing it;

(ii) the name and address of the depositor;

(iii) the date referred to in Rule 7.3(iii) or, where a new deposit or a transfer has been made, the most

recent of the dates referred to in Rules 7.4(iii) and 7.5(iii);

(iv) the accession number given by the said authority;

(v) the date of the test to which it refers;

(vi) information on the conditions under which the viability test has been performed, provided that the said information has been requested by the party to which the viability statement is issued and that the results of the test were negative.

(c) In the cases of paragraph *(a)* (ii) and (iii), the viability statement shall refer to the most recent viability test.

(d) As to form, languages and signature, Rule 7.2 shall apply, *mutatis mutandis*, to the viability statement.

(e) In the case of paragraph *(a)* (i) or where the request is made by an industrial property office, the issuance of the viability statement shall be free of charge. Any fee payable under Rule 12.1*(a)* (iii) in respect of any other viability statement shall be chargeable to the party requesting the statement and shall be paid before or at the time of making the request.

Rule 11

Furnishing of Samples

11.1 *Furnishing of Samples to Interested Industrial Property Offices*

Any international depositary authority shall furnish a sample of any deposited microorganism to the industrial property office of any Contracting State or of any intergovernmental industrial property organization, on the request of such office, provided that the request shall be accompanied by a declaration to the effect that:

(i) an application referring to the deposit of that microorganism has been filed with that office for the grant of a patent and that the subject matter of that application involves the said microorganism or the use thereof;

(ii) such application is pending before that office or has led to the grant of a patent;

(iii) the sample is needed for the purposes of a patent procedure having effect in the said Contracting State or in the said organization or its member States;

(iv) the said sample and any information accompanying or resulting from it will be used only for the purposes of the said patent procedure.

11.2 *Furnishing of Samples to or with the Authorization of the Depositor*

Any international depositary authority shall furnish a sample of any deposited microorganism:

(i) to the depositor, on his request;

(ii) to any authority, natural person or legal entity (hereinafter referred to as "the authorized party"), on the request of such party, provided that the request is accompanied by a declaration of the depositor authorizing the requested furnishing of a sample.

11.3 *Furnishing of Samples to Parties Legally Entitled*

(a) Any international depositary authority shall furnish a sample of any deposited microorganism to any authority, natural person or legal entity (hereinafter referred to as "the certified party"), on the request of such party, provided that the request is made on a form whose contents are fixed by the Assembly and that on the said form the industrial property office certifies:

(i) that an application referring to the deposit of that microorganism has been filed with that office for the grant of a patent and that the subject matter of that application involves the said microorganism or the use thereof;

(ii) that, except where the second phrase of (iii) applies, publication for the purposes of patent procedure has been effected by that office;

(iii) *either* that the certified party has a right to a sample of the microorganism under the law governing patent procedure before that office and, where the said law makes the said right dependent on the fulfillment of certain conditions, that that office is satisfied that such conditions have actually been fulfilled *or* that the certified party has affixed his signature on a form before that office and that, as a consequence of the signature of the said form, the conditions for furnishing a sample to the certified party are deemed to be fulfilled in accordance with the law governing patent procedure before that office; where the certified party has the said right under the said law prior to publication for the purposes of patent procedure by the said office and such publication has not yet been effected, the certification shall expressly state so and shall indicate, by citing it in the customary manner, the applicable provision of the said law, including any court decision.

(b) In respect of patents granted and published by any industrial property office, such office may from time to time communicate to any international depositary authority lists of the accession numbers given by that authority to the deposits of the microorganisms referred to in the said patents. The international depositary authority shall, on the request of any authority, natural person or legal entity (hereinafter referred to as "the requesting party"), furnish to it a sample of any microorganism where the accession number has been so communicated. In respect of deposited microorganisms whose accession

numbers have been so communicated, the said office shall not be required to provide the certification referred to in Rule 11.3*(a)*.

11.4 *Common Rules*

(a) Any request, declaration, certification or communication referred to in Rules 11.1, 11.2 and 11.3 shall be

(i) in English, French, Russian or Spanish where it is addressed to an international depositary authority whose official language is or whose official languages include English, French, Russian or Spanish, respectively, provided that, where it must be in Russian or Spanish, it may be instead filed in English or French and, if it is so filed, the International Bureau shall, on the request of the interested party referred to in the said Rules or the international depositary authority, establish, promptly and free of charge, a certified translation into Russian or Spanish;

(ii) in all other cases, it shall be in English or French, provided that it may be, instead, in the official language or one of the official languages of the international depositary authority.

(b) Notwithstanding paragraph *(a)*, where the request referred to in Rule 11.1 is made by an industrial property office whose official language is Russian or Spanish, the said request may be in Russian or Spanish, respectively, and the International Bureau shall establish, promptly and free of charge, a certified translation into English or French, on the request of that office or the international depositary authority which received the said request.

(c) Any request, declaration, certification or communication referred to in Rules 11.1, 11.2 and 11.3 shall be in writing, shall bear a signature and shall be dated.

(d) Any request, declaration or certification referred to in Rules 11.1, 11.2 and 11.3*(a)* shall contain the following indications:

(i) the name and address of the industrial property office making the request, of the authorized party or of the certified party, as the case may be;

(ii) the accession number given to the deposit;

(iii) in the case of Rule 11.1, the date and number of the application or patent referring to the deposit;

(iv) in the case of Rule 11.3*(a)*, the indications referred to in (iii) and the name and address of the industrial property office which has made the certification referred to in the said Rule.

(e) Any request referred to in Rule 11.3*(b)* shall contain the following indications:

(i) the name and address of the requesting party;

(ii) the accession number given to the deposit.

(f) The container in which the sample furnished is placed shall be marked by the international depositary authority with the accession number given to the deposit and shall be accompanied by a copy of the receipt referred to in Rule 7, an indication of any properties of the microorganism which are or may be dangerous to health or the environment and, upon request, an indication of the conditions which the international depositary authority employs for the cultivation and storage of the microorganism.

(g) The international depositary authority having furnished a sample to any interested party other than the depositor shall promptly notify the depositor in writing of that fact, as well as of the date on which the said sample was furnished and of the name and address of the industrial property office, of the authorized party, of the certified party or of the requesting party, to whom or to which the sample was furnished. The said notification shall be accompanied by a copy of the pertinent request, of any declarations submitted under Rules 11.1 or 11.2(ii) in connection with the said request, and of any forms or requests bearing the signature of the requesting party in accordance with Rule 11.3.

(h) The furnishing of samples referred to in Rule 11.1 shall be free of charge. Where the furnishing of samples is made under Rule 11.2 or 11.3, any fee payable under Rule 12.1*(a)*(iv) shall be chargeable to the depositor, to the authorized party, to the certified party or to the requesting party, as the case may be, and shall be paid before or at the time of making the said request.

11.5 *Changes in Rules 11.1 and 11.3 when Applying to International Applications*

Where an application was filed as an international application under the Patent Cooperation Treaty, the reference to the filing of the application with the industrial property office in Rules 11.1(i) and 11.3*(a)*(i) shall be considered a reference to the designation, in the international application, of the Contracting State for which the industrial property office is the "designated Office" within the meaning of that Treaty, and the certification of publication which is required by Rule 11.3*(a)*(ii) shall, at the option of the industrial property office, be either a certification of international publication under the said Treaty or a certification of publication by the industrial property office.

Rule 12

Fees

12.1 *Kinds and Amounts*

(a) Any international depositary authority may, with respect to the procedure under the Treaty and these Regulations, charge a fee:

(i) for storage;

(ii) for the attestation referred to in Rule 8.2;

(iii) subject to Rule 10.2*(e)*, first sentence, for the issuance of viability statements;

(iv) subject to Rule 11.4*(h)*, first sentence, for the furnishing of samples;

(v) for the communication of information under Rule 7.6.

(b) The fee for storage shall be for the whole duration of the storage of the microorganism as provided in Rule 9.1.

(c) The amount of any fee shall not vary on account of the nationality or residence of the depositor or on account of the nationality or residence of the authority, natural person or legal entity requesting the issuance of a viability statement or furnishing of samples.

12.2 *Change in the Amounts*

(a) Any change in the amount of the fees charged by any international depositary authority shall be notified to the Director General by the Contracting State or intergovernmental industrial property organization which made the declaration referred to in Article 7(1) in respect of that authority. The notification may, subject to paragraph *(c)*, contain an indication of the date from which the new fees will apply.

(b) The Director General shall promptly notify all Contracting States and intergovernmental industrial property organizations of any notification received under paragraph *(a)* and of its effective date under paragraph *(c)*; the notification of the Director General and the notification received by him shall be promptly published by the International Bureau.

(c) Any new fees shall apply as of the date indicated under paragraph *(a)*, provided that, where the change consists of an increase in the amounts of the fees or where no date is so indicated, the new fees shall apply as from the thirtieth day following the publication of the change by the International Bureau.

Rule 12*bis*

Computation of Time Limits

12*bis*.1 *Periods Expressed in Years*

When a period is expressed as one year or a certain number of years, computation shall start on the day following the day on which the relevant event occurred, and the period shall expire in the relevant subsequent year in the month having the same name and on the day having the same number as the month and the day on which the said event occurred, provided that if the relevant subsequent month has no day with the same number the period shall expire on the last day of that month.

12*bis*.2 *Periods Expressed in Months*

When a period is expressed as one month or a certain number of months, computation shall start on the day following the day on which the relevant event occurred, and the period shall expire in the relevant subsequent month on the day which has the same number as the day on which the said event occurred, provided that if the relevant subsequent month has no day with the same number the period shall expire on the last day of that month.

12*bis*.3 *Periods Expressed in Days*

When a period is expressed as a certain number of days, computation shall start on the day following the day on which the relevant event occurred, and the period shall expire on the day on which the last day of the count has been reached.

Rule 13

Publication by the International Bureau

13.1 *Form of Publication*

Any publication by the International Bureau referred to in the Treaty or these Regulations shall be made in the monthly periodical of the International Bureau referred to in the Paris Convention for the Protection of Industrial Property.

13.2 *Contents*

(a) At least in the first issue of each year of the said periodical, an up-to-date list of the international depositary authorities shall be published, indicating in respect of each such authority the kinds of microorganisms that may be deposited with it and the amount of the fees charged by it.

(b) Full information on any of the following facts shall be published once, in the first issue of the said periodical published after the occurrence of the fact:

(i) any acquisition, termination or limitation of the status of international depositary authority, and the measures taken in connection with that termination or limitation;

(ii) any extension referred to in Rule 3.3;

(iii) any discontinuance of the functions of an international depositary authority, any refusal to accept certain kinds of microorganisms, and the measures taken in connection with such discontinuance or refusal;

(iv) any change in the fees charged by an international depositary authority;

(v) any requirements communicated in accordance with Rule 6.3*(b)* and any amendments thereof.

Rule 14

Expenses of Delegations

14.1 *Coverage of Expenses*

The expenses of each delegation participating in any session of the Assembly and in any committee, working group or other meeting dealing with matters of concern to the Union shall be borne by the State or organization which has appointed it.

Rule 15

Absence of Quorum in the Assembly

15.1 *Voting by Correspondence*

(a) In the case provided for in Article 10(5)*(b)*, the Director General shall communicate any decision of the Assembly (other than decisions relating to the Assembly's own procedure) to the Contracting States which were not represented when the decision was made and shall invite them to express in writing their vote or abstention within a period of three months from the date of the communication.

(b) If, at the expiration of the said period, the number of Contracting States having thus expressed their vote or abstention attains the number of Contracting States which was lacking for attaining the quorum when the decision was made, that decision shall take effect provided that at the same time the required majority still obtains.

ΣΥΝΘΗΚΗ ΒΟΥΔΑΠΕΣΤΗΣ ΓΙΑ ΤΗ ΔΙΕΘΝΗ ΑΝΑΓΝΩΡΙΣΗ ΤΗΣ ΚΑΤΑΘΕΣΗΣ ΤΩΝ ΜΙΚΡΟΟΡΓΑΝΙΣΜΩΝ ΣΤΑ ΠΛΑΙΣΙΑ ΤΗΣ ΔΙΑΔΙΚΑΣΙΑΣ ΓΙΑ ΤΑ ΔΙΠΛΩΜΑΤΑ ΕΥΡΕΣΙΤΕΧΝΙΑΣ ΚΑΙ ΕΚΤΕΛΕΣΤΙΚΟΣ ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΣ

ΕΙΣΑΓΩΓΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Άρθρο 1
Ίδρυση ένωσης

Τα συμβαλλόμενα Κράτη-μέρη στην παρούσα Συνθήκη (που θα ονομάζονται στο εξής "Συμβαλλόμενα Κράτη") δημιουργούν ένωση για τη διεθνή αναγνώριση της κατάθεσης των μικροοργανισμών στα πλαίσια της διαδικασίας για τα διπλώματα ευρεσιτεχνίας.

Άρθρο 2
Ορισμοί

Κατά την έννοια της παρούσας Συνθήκης και του Εκτελεστικού Κανονισμού,

i. κάθε αναφορά σε "δίπλωμα ευρεσιτεχνίας" εννοείται ως αναφορά στα διπλώματα ευρεσιτεχνίας, στα πιστοποιητικά πατρότητας εφεύρεσης, στα πιστοποιητικά χρησιμότητας, στα υποδείγματα χρησιμότητας, στα πρόσθετα διπλώματα ευρεσιτεχνίας, στα πρόσθετα πιστοποιητικά πατρότητας ευρεσιτεχνίας και στα πρόσθετα πιστοποιητικά χρησιμότητας,

ii. εννοείται με, "κατάθεση μικροοργανισμών", ανάλογα με το κείμενο στο οποίο αναφέρονται οι λέξεις αυτές, οι παρακάτω πράξεις που γίνονται σύμφωνα με την παρούσα Συνθήκη και τον Εκτελεστικό Κανονισμό : η διαβίβαση ενός μικροοργανισμού σε μια αρχή διεθνούς κατάθεσης, η οποία τον παραλαμβάνει και τον δέχεται, η διατήρηση ενός τέτοιου μικροοργανισμού από την αρχή διεθνούς κατάθεσης, ή συγχρόνως, η εν λόγω διαβίβαση και η εν λόγω διατήρηση,

iii. εννοείται με "διαδικασία στα πλαίσια διπλωμάτων ευρεσιτεχνίας", κάθε διοικητική ή δικαστική διαδικασία που αναφέρεται σε αίτηση για χορήγηση διπλώματος ευρεσιτεχνίας ή σε δίπλωμα ευρεσιτεχνίας,

iv. εννοείται με "δημοσίευση στα πλαίσια της διαδικασίας για δίπλωμα ευρεσιτεχνίας" η επίσημη δημοσίευση, ή η επίσημη διάθεση στο κοινό για γνωστοποίηση μιάς αίτησης για δίπλωμα ευρεσιτεχνίας ή ενός διπλώματος ευρεσιτεχνίας,

v. εννοείται ως "διακυβερνητικός οργανισμός βιομηχανικής ιδιοκτησίας" ο Οργανισμός που κατέθεσε την ανακοίνωση που προβλέπεται στο άρθρο 9 παράγραφος 1,

vi. εννοείται με "Γραφείο βιομηχανικής ιδιοκτησίας" η αρχή του συμβαλλόμενου Κράτους η ο διακυβερνητικός οργανισμός βιομηχανικής ιδιοκτησίας που είναι αρμόδιος για τη χορήγηση διπλωμάτων ευρεσιτεχνίας,

vii. εννοείται με "Ίδρυμα κατάθεσης" το ίδρυμα που εξασφαλίζει την παραλαβή, την αποδοχή και τη διατήρηση μικροοργανισμών καθώς επίσης και τη διάθεση δειγμάτων τους,

viii. εννοείται με "αρχή διεθνούς κατάθεσης" η αρχή κατάθεσης που απολαμβάνει το καθεστώς αρχής διεθνούς κατάθεσης σύμφωνα με το άρθρο 7,

ix. εννοείται με "καταθέτης" το φυσικό ή νομικό πρόσωπο που διαβιβάζει το μικροοργανισμό στην αρχή διεθνούς κατάθεσης, η οποία τον παραλαμβάνει και τον δέχεται, καθώς και κάθε καθολικός ή ειδικός διάδοχος του προσώπου αυτού,

x. εννοείται με "Ένωση" η διεθνής ένωση που αναφέρεται στο πρώτο άρθρο.

xi. εννοείται με "Συνέλευση" η Συνέλευση που αναφέρεται στο άρθρο 10,

xii. εννοείται με "Οργανισμός" ο Παγκόσμιος Οργανισμός Διανοητικής Ιδιοκτησίας,

xiii. εννοείται με "Διεθνές Γραφείο" το Διεθνές Γραφείο του Οργανισμού και, εφόσον υπάρχουν, τα Διεθνή Γραφεία που έχουν δημιουργηθεί για την προστασία της διανοητικής ιδιοκτησίας (Δ.Γ.Π.Δ.Ι.),

xiv. εννοείται με "Γενικός Διευθυντής" ο Γενικός Διευθυντής του Οργανισμού,

xv. εννοείται με "Εκτελεστικός Κανονισμός" ο Εκτελεστικός Κανονισμός που αναφέρεται στο άρθρο 12.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ Ι
ΟΥΣΙΑΣΤΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Άρθρο 3
Αναγνώριση και αποτελέσματα της κατάθεσης των μικροοργανισμών

1.α. Τα συμβαλλόμενα Κράτη που επιτρέπουν ή απαιτούν την κατάθεση των μικροοργανισμών στα πλαίσια της διαδικασίας για τη χορήγηση διπλωμάτων ευρεσιτεχνίας αναγνωρίζουν, για τις εν λόγω διαδικασίες, την κατάθεση μικροοργανισμών που πραγματοποιείται ενώπιον διεθνούς αρχής κατάθεσης. Η αναγνώριση αυτή περιλαμβάνει την αναγνώριση της πράξης και της ημερομηνίας κατάθεσης έτσι όπως τις προσδιορίζει η διεθνής αρχή κατάθεσης, καθώς επίσης και την αναγνώριση του γεγονότος ότι η διάθεση των δειγμάτων που διατίθενται είναι δείγματα από τον κατατεθειμένο μικροοργανισμό.

β. Κάθε συμβαλλόμενο Κράτος μπορεί να απαιτήσει αντίγραφο της απόδειξης παραλαβής της κατάθεσης, που αναφέρεται στην παραπάνω παράγραφο 1.α., το οποίο χορηγείται από τη διεθνή αρχή κατάθεσης.

2. Όσον αφορά τις προϋποθέσεις που καθορίζονται με την παρούσα Συνθήκη και τον Εκτελεστικό Κανονισμό, το συμβαλλόμενο Κράτος δεν μπορεί να απαιτήσει την πλήρωση προϋποθέσεων διαφορετικών από εκείνες που προβλέπονται στην παρούσα Συνθήκη και στον Εκτελεστικό Κανονισμό ή άλλων πρόσθετων προϋποθέσεων.

Άρθρο 4
Νέα κατάθεση

1.α. Όταν, για οποιονδήποτε λόγο, η διεθνής αρχή κατάθεσης δεν μπορεί να διαθέσει δείγματα του μικροοργανισμού που κατατέθηκε, ιδίως,

i. όταν ο μικροοργανισμός δεν είναι διατηρητέος, ή,

ii. όταν για τη διάθεση των δειγμάτων απαιτείται αποστολή στο εξωτερικό και τυχόν περιορισμοί για την εξαγωγή ή την εισαγωγή του δείγματος εμποδίζουν την αποστολή ή την παραλαβή τέτοιων δειγμάτων στο εξωτερικό, η αρχή αυτή κοινοποιεί στον καταθέτη το γεγονός ότι βρίσκεται σε αδυναμία για τη διάθεση των δειγμάτων, μέσα σε σύντομο χρονικό διάστημα, αμέσως μετά από τη διαπίστωση της εν λόγω αδυναμίας, και

του γνωστοποιεί το σχετικό λόγο. Με την επιφύλαξη της παραγράφου 2 και σύμφωνα με τις διατάξεις του παρόντος άρθρου, ο καταθέτης έχει το δικαίωμα να πραγματοποιήσει νέα κατάθεση του μικροοργανισμού που αποτελεί το αντικείμενο της αρχικής του κατάθεσης.

β. Η νέα κατάθεση πραγματοποιείται ενώπιον της διεθνούς αρχής κατάθεσης στην οποία είχε κατατεθεί η αρχική. Παρ' όλα αυτά,

i. μπορεί να πραγματοποιηθεί ενώπιον άλλης αρχής διεθνούς κατάθεσης, εάν η αρχή ενώπιον της οποίας πραγματοποιήθηκε η αρχική κατάθεση δεν έχει πλέον το αναγνωρισμένο καθεστώς της αρχής διεθνούς κατάθεσης είτε καθ' ολοκληρίαν, είτε για τον τύπο του μικροοργανισμού στον οποίον αφορά ο κατατεθειμένος μικροοργανισμός, ή εάν η διεθνής αυτή αρχή ενώπιον της οποίας πραγματοποιήθηκε η αρχική κατάθεση έπαυσε προσωρινά ή εντελώς να ασκεί τα καθήκοντά της όσον αφορά τους κατατεθειμένους μικροοργανισμούς,

ii. μπορεί επίσης να γίνει ενώπιον άλλης αρχής διεθνούς κατάθεσης στην περίπτωση που αναφέρεται στο υποεδάφιο α,ii).

γ. Κάθε νέα κατάθεση συνοδεύεται από υπογεγραμμένη δήλωση του καταθέτη σύμφωνα με την οποία διαβεβαιώνεται ότι ο μικροοργανισμός που αποτελεί το αντικείμενο της νέας κατάθεσης είναι ο ίδιος με εκείνον που αποτέλεσε το αντικείμενο της αρχικής κατάθεσης. Εάν η διαβεβαίωση αυτή του καταθέτη αμφισβητείται, το βάρος της απόδειξης καθορίζεται από το εφαρμοστέο δίκαιο.

δ. Με την επιφύλαξη των υποεδαφίων α) μέχρι γ) και ε), η νέα κατάθεση αντιμετωπίζεται ως εάν είχε πραγματοποιηθεί κατά την ημερομηνία της αρχικής κατάθεσης, εφόσον, αφ' ενός μεν, όλες οι διαβεβαιώσεις που προηγήθηκαν για τη βιωσιμότητα του μικροοργανισμού που αποτελούσε το αντικείμενο της αρχικής κατάθεσης όριζαν ότι ο μικροοργανισμός μπορούσε να ζήσει και, αφ' ετέρου, η νέα κατάθεση έγινε μέσα σε προθεσμία τριών μηνών από την ημερομηνία κατά την οποία ο καταθέτης έλαβε την κοινοποίηση που αναφέρεται στο υποεδάφιο α).

ε. Όταν εφαρμόζεται το υποεδάφιο β, i) και ο καταθέτης δεν παραλαμβάνει την κοινοποίηση που αναφέρεται στο υποεδάφιο α) μέσα σε προθεσμία έξι μηνών από την ημερομηνία που η παύση, ο περιορισμός ή η διακοπή εκτέλεσης των καθηκόντων που αναφέρονται στο υποεδάφιο β,i), δημοσιεύθηκε από το Διεθνές Γραφείο, η προθεσμία των τριών μηνών του υποεδαφίου δ) υπολογίζεται από την ημερομηνία της παραπάνω δημοσίευσης.

2. Τα δικαιώματα που αναφέρονται στην παράγραφο 1α) παύουν να υφίστανται όταν ο μικροοργανισμός που κατατέθηκε μεταφέρθηκε σε άλλη διεθνή αρχή κατάθεσης, εφόσον η αρχή αυτή είναι σε θέση να διαθέτει δείγματα του μικροοργανισμού αυτού.

Άρθρο 5
Περιορισμοί στην εξαγωγή και εισαγωγή του μικροοργανισμού

Κάθε συμβαλλόμενο Κράτος αναγνωρίζει ότι είναι ευκτέο όπως, στην περίπτωση που περιορίζεται η εξαγωγή από την εδαφική του επικράτεια ή η εισαγωγή στην εδαφική του επικράτεια ορισμένων τύπων μικροοργανισμών, ο περιορισμός αυτός να μην εφαρμόζεται στους μικοροοργανισμούς που κατατίθενται ή προορίζονται για κατάθεση σύμφωνα με την παρούσα Συνθήκη παρά μόνο εφόσον ο περιορισμός είναι απαραίτητος για λόγους εθνικής ασφάλειας ή για πρόληψη κινδύνων που αφορούν την υγεία ή το περιβάλλον.

Άρθρο 6
Καθεστώς διεθνούς αρχής κατάθεσης

1. Για να υπάρξει δικαίωμα προς απόκτηση του καθεστώτος διεθνούς αρχής κατάθεσης, το ίδρυμα κατάθεσης πρέπει να βρίσκεται στο έδαφος του συμβαλλόμενου Κράτους και οφείλει να απολαμβάνει των εγγυήσεων που του παρέχονται από το εν λόγω Κράτος σύμφωνα με τις οποίες το ίδρυμα πληροί και θα συνεχίζει να πληροί τις προϋποθέσεις που αναφέρονται στην παράγραφο 2. Αυτές οι εγγυήσεις μπορεί επίσης να χορηγηθούν από διακρατικό οργανισμό βιομηχανικής ιδιοκτησίας. Στην περίπτωση αυτή, το ίδρυμα κατάθεσης πρέπει να βρίσκεται εγκατεστημένο στο έδαφος ενός Κράτους-μέλους του οργανισμού αυτού.

2. Το ίδρυμα κατάθεσης οφείλει ως αρχή διεθνούς κατάθεσης,

i. να έχει συνεχείς δραστηριότητες,

ii. να διαθέτει, σύμφωνα με τον Εκτελεστικό Κανονισμό, το προσωπικό και τις απαραίτητες εγκαταστάσεις προς εκτέλεση των επιστημονικών και διοικητικών καθηκόντων που του ανατίθενται κατά την εφαρμογή της παρούσας Συνθήκης,

iii. να είναι αμερόληπτο και αντικειμενικό,

iv. να βρίσκεται, για το σκοπό της κατάθεσης, στη διάθεση όλων των καταθετών με τις ίδιες προϋποθέσεις,

v. να δέχεται για κατάθεση μικροοργανισμούς κάθε τύπου ή ορισμένους από αυτούς, να εξετάζει τη δυνατότητα επιβίωσής τους και να τους διατηρεί, σύμφωνα με τον Εκτελεστικό Κανονισμό,

vi. να χορηγεί βεβαίωση στον καταθέτη και κάθε απαιτούμενη δήλωση για τη βιωσιμότητα του μικροοργανισμού, σύμφωνα με τον Εκτελεστικό Κανονισμό,

vii. να διατηρεί μυστικότητα σχετικά με τους κατατιθεμένους μικροοργανισμούς, σύμφωνα με τον Εκτελεστικό Κανονισμό,

viii. να διαθέτει, σύμφωνα με τις προϋποθέσεις και την προκαθορισμένη διαδικασία που ορίζονται στον Εκτελεστικό Κανονισμό, δείγματα από κάθε κατατιθέμενο μικροοργανισμό.

3. Ο Εκτελεστικός Κανονισμός προβλέπει τα μέτρα που λαμβάνονται,

i. όταν η διεθνής αρχή κατάθεσης παύει, οριστικά ή προσωρινά, να ασκεί τα καθήκοντά της για τους κατατιθέμενους μικροοργανισμούς ή αρνείται να δεχτεί ορισμένου τύπου μικροοργανισμούς τους οποίους έπρεπε να αποδέχεται, σύμφωνα με τις παρεχόμενες εγγυήσεις,

ii. σε περίπτωση παύσης ή περιορισμού του καταστατικού της διεθνούς αρχής κατάθεσης από άλλη διεθνή αρχή κατάθεσης.

Άρθρο 7
Απόκτηση του καθεστώτος διεθνούς αρχής κατάθεσης

1.α. Ένα ίδρυμα κατάθεσης αποκτά το καθεστώς διεθνούς αρχής κατάθεσης μετά από γραπτή κοινοποίηση, που απευθύνεται στο Γενικό Διευθυντή από το συμβαλλόμενο Κράτος στο έδαφος του οποίου βρίσκεται εγκατεστημένο το ίδρυμα κατάθεσης και η οποία περιλαμβάνει δήλωση με τις εγγυήσεις, σύμφωνα με τις οποίες το ίδρυμα τηρεί και θα συνεχίζει να τηρεί τις προϋποθέσεις, που αναφέρονται στο άρθρο 6 παράγραφος 2. Το εν λόγω καθεστώς μπορεί επίσης να αποκτηθεί μετά από γραπτή γνωστοποίηση προς το Γενικό Διευθυντή από διακρατικό οργανισμό βιομηχανικής ιδιοκτησίας, στην οποία περιλαμβάνεται η εν λόγω δήλωση.

β. Η γνωστοποίηση περιλαμβάνει επίσης πληροφορίες για το ίδρυμα κατάθεσης, σύμφωνα με τον Εκτελεστικό Κανονισμό, και μπορεί να καθορίζει την ημερομηνία κατά την οποία θα έχει ισχύ το καθεστώς της διεθνούς αρχής κατάθεσης.

2.α. Εάν ο Γενικός Διευθυντής διαπιστώσει ότι η γνωστοποίηση περιέχει την απαραίτητη δήλωση και ότι όλες οι απαιτούμενες πληροφορίες έχουν περιληφθεί σ' αυτήν, η εν λόγω γνωστοποίηση δημοσιεύεται, σε σύντομο χρονικό διάστημα, από το Διεθνές Γραφείο.

β. Το καθεστώς της διεθνούς αρχής κατάθεσης αποκτάται από την ημερομηνία δημοσίευσης της ανακοίνωσης ή, όταν αναφέρεται συγκεκριμένη ημερομηνία, σύμφωνα με την προηγούμενη παράγραφο 1.β.) και η ημερομηνία αυτή είναι μεταγενέστερη από την ημερομηνία δημοσίευσης της ανακοίνωσης, από την τελευταία αυτήν ημερομηνία.

3. Ο Εκτελεστικός Κανονισμός προβλέπει τις διαδικαστικές λεπτομέρειες για την εφαρμογή των παραγράφων 1 και 2.

Άρθρο 8
Παυση και περιορισμός του καθεστώτος διεθνούς αρχής κατάθεσης

1.α. Κάθε συμβαλλόμενο Κράτος ή κάθε διακρατικός οργανισμός βιομηχανικής ιδιοκτησίας μπορεί να ζητήσει από τη Συνέλευση να θέσει τέλος στο καθεστώς της διεθνούς αρχής κατάθεσης για ένα ίδρυμα ή να το περιορίσει σε ορισμένου τύπου μόνο μικροοργανισμούς, εφόσον οι προϋποθέσεις, που αναφέρονται στο άρθρο 6, δεν εκπληρώθησαν ή δεν μπορούν πλέον να πληρωθούν.

Παρ' όλα αυτά, ένα παρόμοιο αίτημα δεν μπορεί να παρουσιαστεί από ένα συμβαλλόμενο Κράτος ή ένα διακρατικό οργανισμό βιομηχανικής ιδιοκτησίας για μια αρχή διεθνούς κατάθεσης για την οποία το Κράτος αυτό ή ο εν λόγω οργανισμός έχουν ήδη κάνει τη δήλωση, που αναφέρεται στο άρθρο 7 παράγραφος 1.α.

β. Πριν από την κατάθεση της αίτησης, σύμφωνα με την παραπάνω παράγραφο 1.α., το συμβαλλόμενο Κράτος ή ο διακρατικός οργανισμός βιομηχανικής ιδιοκτησίας κοινοποιεί δια μέσου του Γενικού Διευθυντή, στο συμβαλλόμενο Κράτος ή στο διακρατικό οργανισμό βιομηχανικής ιδιοκτησίας ο οποίος προέβη στη γνωστοποίηση, που αναφέρεται στο άρθρο 7 παράγραφος 1, τους λόγους σύνταξης της αίτησης αυτής με σκοπό όπως το εν λόγω Κράτος ή ο διακρατικός οργανισμός λάβουν, μέσα σε προθεσμία έξι μηνών, από την ημερομηνία της κοινοποίησης αυτής τα απαραίτητα μέτρα ώστε να μην απαιτείται η κατάθεση της αίτησης.

γ. Η Συνέλευση, στην περίπτωση που διαπιστώσει το αληθές της αίτησης, αποφασίζει να θέσει τέλος στο καθεστώς της αρχής διεθνούς κατάθεσης για την αρχή, που αναφέρεται στο παραπάνω εδάφιο α, ή να την περιορίσει για ορισμένου τύπου μικροοργανισμούς. Η απόφαση της Συνέλευσης απαιτεί πλειοψηφία 2/3 εκπεφρασμένων ψήφων υπέρ της αίτησης.

2.α. Το συμβαλλόμενο Κράτος ή ο διακρατικός οργανισμός βιομηχανικής ιδιοκτησίας που προέβη σε δήλωση, σύμφωνα με το άρθρο 7 παράγραφος 1.α., μπορεί, με γνωστοποίηση που θα απευθύνει στο Γενικό Διευθυντή, να αποσύρει την εν λόγω δήλωση, είτε, καθ' ολοκληρίαν, είτε, για ορισμένου τύπου μόνο μικροοργανισμούς. Στην περίπτωση που οι απαιτούμενες εγγυήσεις δεν υπάρχουν πλέον, η δήλωση αυτή πρέπει να αποσυρθεί.

β. Από την ημερομηνία που προβλέπεται στον Εκτελεστικό Κανονισμό η εν λόγω γνωστοποίηση συνεπάγεται, εφόσον αναφέρεται καθ' ολοκληρίαν στη δήλωση, την παύση του καθεστώτος της αρχής διεθνούς κατάθεσης, ή εφόσον αναφέρεται μόνο σε ορισμένου τύπου μικροοργανισμούς, τον αντίστοιχο περιορισμό του καθεστώτος αυτού.

3. Ο Εκτελεστικός Κανονισμός προβλέπει τις διαδικαστικές λεπτομέρειες για την εφαρμογή των παραγράφων 1 και 2.

Άρθρο 9
Διακυβερνητικοί οργανισμοί βιομηχανικής ιδιοκτησίας

1.α. Κάθε διακυβερνητικός οργανισμός, στον οποίο περισσότερα Κράτη ανάθεσαν το έργο χορήγησης διπλωμάτων ευρεσιτεχνίας περιφερειακού χαρακτήρα και στον οποίο όλα τα Κράτη-μέλη είναι συγχρόνως και μέλη της διεθνούς ένωσης για την προστασία της βιομηχανικής ιδιοκτησίας, (Ένωση Παρισίων) μπορεί να καταθέσει στο Γενικό Διευθυντή δήλωση σύμφωνα με την οποία αποδέχεται την υποχρέωση αναγνώρισης, που προβλέπεται στο άρθρο 3 παράγραφος 1.α., την υποχρέωση που αφορά τις απαιτήσεις που καθορίζονται από το άρθρο 3 παράγραφος 2, καθώς και τα αποτελέσματα των διατάξεων της παρούσας Συνθήκης και του Εκτελεστικού Κανονισμού, που ισχύουν για τους διακυβερνητικούς οργανισμούς βιομηχανικής ιδιοκτησίας. Εάν η δήλωση αυτή κατατεθεί πριν από την έναρξη ισχύος της παρούσας Συνθήκης, σύμφωνα με το άρθρο 16 παράγραφος 1, έχει αποτελέσματα από την ημερομηνία που η Συνθήκη θα τεθεί σε ισχύ. Εάν η δήλωση κατατεθεί μετά την έναρξη ισχύος της Συνθήκης, τότε παράγει αποτελέσματα τρεις (3) μήνες μετά την κατάθεσή της, εκτός εάν με την ίδια τη δήλωση ορίζεται τυχόν μεταγενέστερη προθεσμία. Στην τελευταία περίπτωση η δήλωση παράγει αποτελέσματα από την εν λόγω ημερομηνία.

β. Ο εν λόγω διακυβερνητικός οργανισμός έχει το δικαίωμα, που προβλέπεται στο άρθρο 3 παράγραφος 1.β.

2. Σε περίπτωση αναθεώρησης ή τροποποίησης διατάξεων της παρούσας Συνθήκης ή του Εκτελεστικού Κανονισμού, που επηρεάζουν τους διακυβερνητικούς οργανισμούς βιομηχανικής ιδιοκτησίας, κάθε διακυβερνητικός οργανισμός βιομηχανικής ιδιοκτησίας μπορεί να αποσύρει τη δήλωση, που αναφέρεται στην παραπάνω παράγραφο 1, με κοινοποίηση απευθυνόμενη στο Γενικό Διευθυντή. Η απόσυρση έχει αποτελέσματα,

i. εάν η κοινοποίηση έχει παραληφθεί πριν την ημερομηνία θέσης σε ισχύ της αναθεώρησης ή της τροποποίησης, την τελευταία αυτήν ημερομηνία,

ii. εάν η γνωστοποίηση παραλήφθηκε μετά την ημερομηνία, που αναφέρεται στο σημείο i, από την ημερομηνία που καθορίζεται στην κοινοποίηση ή στην περίπτωση που δεν υπάρχει τέτοιος καθορισμός, τρεις (3) μήνες μετά από την ημερομηνία παραλαβής της.

3. Εκτός από την περίπτωση, που αναφέρεται στην παράγραφο 2, κάθε διακυβερνητικός οργανισμός μπορεί να αποσύρει τη δήλωσή του που αναφέρεται στην παράγραφο 1.α. με κοινοποίηση απευθυνόμενη στο Γενικό Διευθυντή. Η απόσυρση έχει αποτελέσματα δύο (2) χρόνια μετά την ημερομηνία παραλαβής από το Γενικό Διευθυντή της κοινοποίησης. Καμία κοινοποίηση απόσυρσης, σύμφωνα με την παράγραφο αυτή, δεν γίνεται αποδεκτή κατά τη διάρκεια χρονικής περιόδου πέντε ετών που υπολογίζεται από την ημερομηνία που άρχισαν τα αποτελέσματα της δήλωσης.

4. Η απόσυρση, που αναφέρεται στις παραγράφους 2 ή 3, από διακυβερνητικό οργανισμό βιομηχανικής ιδιοκτησίας κατά την οποία η γνωστοποίηση, σύμφωνα με το άρθρο 7 παράγραφος 1, κατέληξε στην απόκτηση από ένα ίδρυμα κατάθεσης του καθεστώτος διεθνούς αρχής κατάθεσης, συνεπάγεται την παύση του καθεστώτος αυτού ένα χρόνο μετά από την ημερομηνία κατά την οποία ο Γενικός Διευθυντής παρέλαβε την κοινοποίηση της απόσυρσης.

5. Για κάθε δήλωση, που αναφέρεται στην παράγραφο 1.α., για κάθε κοινοποίηση απόσυρσης, που αναφέρεται στις παραγράφους 2 ή 3, για τις εγγυήσεις που δίδονται σύμφωνα με το άρθρο 6 παράγραφος 1 δεύτερη φράση και περιλαμβάνονται στη δήλωση που έγινε, σύμφωνα με το άρθρο 7 παράγραφος 1.α., για κάθε αίτηση που κατατέθηκε, σύμφωνα με το άρθρο 8 παράγραφος 1, καθώς και για κάθε γνωστοποίηση απόσυρσης, που αναφέρεται στο άρθρο 8 παράγραφος 2, απαιτείται η προηγούμενη ρητή αποδοχή του κυρίαρχου οργάνου του διακυβερνητικού οργανισμού βιομηχανικής ιδιοκτησίας μέλη του οποίου είναι τα μέλη της εν λόγω οργάνωσης και στον οποίο οι αποφάσεις λαμβάνονται από τους επίσημους κυβερνητικούς εκπροσώπους των Κρατών.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ II
ΔΙΟΙΚΗΤΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Άρθρο 10
Συνέλευση

1.α. Η Συνέλευση αποτελείται από τα συμβαλλόμενα Κράτη.

β. Κάθε συμβαλλόμενο Κράτος εκπροσωπείται από έναν αντιπρόσωπο ο οποίος μπορεί να συνοδεύεται από αναπληρωματικούς, συμβούλους και εμπειρογνώμονες.

γ. Κάθε διακυβερνητικός οργανισμός βιομηχανικής ιδιοκτησίας εκπροσωπείται από ειδικούς παρατηρητές στις συνεδριάσεις της Συνέλευσης καθώς και κάθε επιτροπής ή ομάδας εργασίας που δημιουργείται από τη Συνέλευση.

δ. Κάθε Κράτος, που δεν είναι μέλος της Ένωσης, αλλά είναι μέλος του οργανισμού ή της διεθνούς ένωσης για την προστασία της βιομηχανικής ιδιοκτησίας (Ένωση Παρισίων) και κάθε διακυβερνητικός οργανισμός ειδικευμένος στον τομέα των διπλωμάτων ευρεσιτεχνίας, ο οποίος δεν αποτελεί διακυβερνητική οργάνωση βιομηχανικής ιδιοκτησίας κατά την έννοια του άρθρου 2.v., μπορούν να εκπροσωπούνται με παρατηρητές στις συνεδριάσεις της Συνέλευσης, και εφόσον η Συνέλευση το αποφασίζει και στις συνεδριάσεις επιτροπών ή ομάδων εργασίας που δημιουργούνται από τη Συνέλευση.

2.α. Η Συνέλευση :

i. εξετάζει κάθε θέμα που αφορά τη διατήρηση και την ανάπτυξη της Ένωσης, καθώς επίσης και την εφαρμογή της παρούσας Συνθήκης,

ii. ασκεί τα δικαιώματα που ειδικά της έχουν ανατεθεί και έχει όλα τα καθήκοντα που ειδικά της ανατέθηκαν από την παρούσα Συνθήκη,

iii. παρέχει στο Γενικό Διευθυντή κατευθυντήριες οδηγίες για την προετοιμασία διασκέψεων αναθεώρησης,

iv. μελετά και αποδέχεται τις εκθέσεις και τις δραστηριότητες του Γενικού Διευθυντή σχετικά με την Ένωση και επίσης του παρέχει κάθε χρήσιμη οδηγία που αφορά θέματα αρμοδιότητας της Ένωσης,

v. δημιουργεί επιτροπές και ομάδες εργασίας εφόσον το κρίνει απαραίτητο για τη διευκόλυνση των δραστηριοτήτων της Ένωσης,

vi. αποφασίζει, με την επιφύλαξη της παραγράφου 1.δ., ποια Κράτη από τα συμβαλλόμενα Κράτη, ποιοι διακυβερνητικοί οργανισμοί εκτός από τους διακυβερνητικούς οργανισμούς βιομηχανικής ιδιοκτησίας κατά την έννοια του άρθρου 2.v., και ποιοι διεθνείς οργανισμοί μη διακυβερνητικοί θα γίνονται δεκτοί στις συνεδριάσεις με την ιδιότητα των παρατηρητών. Αποφασίζει επίσης, το καθεστώς με το οποίο οι αρχές διεθνούς κατάθεσης γίνονται δεκτές στις συνεδριάσεις αυτές με την ιδιότητα του παρατηρητή,

vii. αναλαμβάνει οποιαδήποτε άλλη κατάλληλη δράση για την προώθηση των σκοπών της Ένωσης,

viii. επωμίζεται κάθε άλλο καθήκον χρήσιμο στα πλαίσια της παρούσας Συνθήκης.

β. Για τα θέματα που ενδιαφέρουν εξίσου άλλες Ενώσεις, που διοικούνται από τον Οργανισμό, η Συνέλευση αποφασίζει, αφού πρώτα της γνωστοποιηθεί η γνώμη της Συντονιστικής Επιτροπής του Οργανισμού.

3. Κάθε αντιπρόσωπος εκπροσωπεί ένα μόνο Κράτος και ψηφίζει γι' αυτό.

4. Κάθε συμβαλλόμενο Κράτος διαθέτει μία μόνο ψήφο.

5.α. Το ήμισυ των συμβαλλόμενων Κρατών συνιστά την απαιτούμενη απαρτία.

β. Εάν δεν επιτευχθεί η απαρτία αυτή, η Συνέλευση μπορεί να λάβει τις αποφάσεις της. Παρ' όλα αυτά, οι αποφάσεις αυτές, εκτός από εκείνες που αναφέρονται σε διαδικαστικά θέματα, δεν καθίστανται εκτελεστές παρά μόνο στην περίπτωση που η απαρτία και η απαιτούμενη πλειοψηφία επιτευχθούν δια μέσου ψηφοφορίας με αλληλογραφία, όπως προβλέπεται από τον Εκτελε-

στικό Κανονισμό.

6.α. Με την επιφύλαξη των άρθρων 8 παράγραφος 1.γ., 12 παράγραφος 4 και 14 παράγραφος 2.β., οι αποφάσεις της Συνέλευσης λαμβάνονται με την πλειοψηφία των εκπεφρασμένων ψήφων.

β. Η αποχή δεν θεωρείται ως ψήφος.

7.α. Η Συνέλευση συνεδριάζει μια φορά κάθε δύο χρόνια σε τακτική συνέλευση, μετά από πρόσκληση του Γενικού Διευθυντή, και εφόσον είναι δυνατόν κατά την ίδια χρονική περίοδο και στον ίδιο τόπο με τη συνεδρίαση της Γενικής Συνέλευσης του Οργανισμού.

β. Η Συνέλευση συνέρχεται σε εξαιρετικές συσκέψεις μετά από πρόσκληση του Γενικού Διευθυντή είτε επειδή προσκαλεί ο ίδιος Γενικός Διευθυντής, είτε μετά από αίτημα του 1/4 των συμβαλλόμενων Κρατών.

8. Η Συνέλευση υιοθετεί τον εσωτερικό της κανονισμό.

Άρθρο 11
Διεθνές Γραφείο

1. Το Διεθνές Γραφείο,

i. αναλαμβάνει τα διοικητικά καθήκοντα που αφορούν την Ένωση, και κυρίως αυτά που ειδικά της έχουν ανατεθεί από την παρούσα Συνθήκη, τον Εκτελεστικό Κανονισμό ή από τη Συνέλευση.

ii. εξασφαλίζει τη διοικητική υποστήριξη των διασκέψεων αναθεώρησης, της Συνέλευσης, των επιτροπών και ομάδων εργασίας που δημιουργούνται από τη Συνέλευση και κάθε άλλης συνεδρίασης που συγκαλείται από το Γενικό Διευθυντή και αφορά θέματα της Ένωσης.

2. Ο Γενικός Διευθυντής είναι ο ανώτατος υπάλληλος της Ένωσης και την εκπροσωπεί.

3. Ο Γενικός Διευθυντής συγκαλεί όλες τις συσκέψεις που αναφέρονται σε θέματα που αφορούν την Ένωση.

4.α. Ο Γενικός Διευθυντής και κάθε μέλος του προσωπικού που ορίζεται απ' αυτόν, χωρίς δικαίωμα ψήφου, λαμβάνει μέρος στις συνεδριάσεις της Συνέλευσης, των επιτροπών και των ομάδων εργασίας που δημιουργούνται από τη Συνέλευση και σε κάθε άλλη συνεδρίαση που συγκαλείται από το Γενικό Διευθυντή και αφορά θέματα που σχετίζονται με την Ένωση.

β. Ο Γενικός Διευθυντής ή μέλος του προσωπικού που ορίζεται απ' αυτόν γίνεται αυτεπαγγέλτως γραμματέας της Συνέλευσης και των επιτροπών, ομάδων ερ- γασίας και των άλλων συνεδριάσεων που αναφέρονται στο παραπάνω εδάφιο α'.

5.α. Ο Γενικός Διευθυντής προετοιμάζει τις διασκέψεις αναθεώρησης σύμφωνα με τις κατευθυντήριες οδηγίες της Συνέλευσης.

β. Ο Γενικός Διευθυντής μπορεί να συμβουλεύεται διακυβερνητικούς οργανισμούς και διεθνείς οργανισμούς μη διακυβερνητικούς για θέματα προετοιμασίας των διασκέψεων αναθεώρησης.

γ. Ο Γενικός Διευθυντής και το προσωπικό που ορίζεται απ' αυτόν λαμβάνουν μέρος, χωρίς δικαίωμα ψήφου, στις αποφάσεις κατά τις διασκέψεις αναθεώρησης.

δ. Ο Γενικός Διευθυντής και κάθε μέλος του προσωπικού που ορίζεται απ' αυτόν είναι αυτεπαγγέλτως γραμματέας της διάσκεψης αναθεώρησης.

Άρθρο 12
Εκτελεστικός Κανονισμός

1. Ο Εκτελεστικός Κανονισμός περιέχει κανόνες που αναφέρονται:

i. σε θέματα στα οποία η παρούσα Συνθήκη ρητά παραπέμπει στον Εκτελεστικό Κανονισμό ή ρητά προβλέπει ότι αποτελούν, ή θα αποτελούν, αντικείμενο διευκρινίσεων απ' αυτόν,

ii. σύμφωνα με ορισμένες προϋποθέσεις, θέματα ή διαδικασίες διοικητικής φύσης,

iii. κάθε χρήσιμη λεπτομέρεια για την εφαρμογή των διατάξεων της παρούσας Συνθήκης.

2. Ο Εκτελεστικός Κανονισμός της παρούσας Συνθήκης υιοθετείται την ίδια χρονική στιγμή με τη Συνθήκη και αποτελεί παράρτημά της.

3. Η Συνέλευση μπορεί να τροποποιήσει τον Εκτελεστικό Κανονισμό.

4.α. Με την επιφύλαξη του υποεδαφίου β', υιοθέτηση κάθε τροποποίησης του Εκτελεστικού Κανονισμού απαιτεί την πλειοψηφία των 2/3 των εκπεφρασμένων ψήφων.

β. Υιοθέτηση τροποποιήσεων που αφορούν τη διάθεση από τις αρχές διεθνούς κατάθεσης δειγμάτων κατατεθεμένων μικροοργανισμών απαιτεί όπως όλα τα συμβαλλόμενα Κράτη ψηφίσουν υπέρ της προτεινόμενης τροποποίησης.

5. Σε περίπτωση διαφωνίας μεταξύ του κειμένου της παρούσας Συνθήκης και εκείνου του Εκτελεστικού Κανονισμού το κείμενο της Συνθήκης θεωρείται αυθεντικό.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ III
ΑΝΑΘΕΩΡΗΣΗ ΚΑΙ ΤΡΟΠΟΠΟΙΗΣΗ

Άρθρο 13
Αναθεώρηση της Συνθήκης

1. Η παρούσα Συνθήκη μπορεί να αναθεωρηθεί περιοδικά με διασκέψεις των συμβαλλόμενων Κρατών μελών.

2. Η σύγκληση των διασκέψεων αναθεώρησης αποφασίζεται από τη Συνέλευση.

3. Τα άρθρα 10 και 11 μπορούν να τροποποιηθούν, είτε με διάσκεψη αναθεώρησης, είτε σύμφωνα με το άρθρο 14.

Άρθρο 14
Τροποποίηση ορισμένων διατάξεων της Συνθήκης

1.α. Προτάσεις που γίνονται σύμφωνα με το παρόν άρθρο για τροποποίηση των άρθρων 10 και 11 μπορούν να κατατεθούν από κάθε συμβαλλόμενο Κράτος ή από το Γενικό Διευθυντή.

β. Οι προτάσεις αυτές γνωστοποιούνται από το Γενικό Διευθυντή στα συμβαλλόμενα Κράτη έξι τουλάχιστον μήνες πριν να τεθούν προς μελέτη ενώπιον της Συνελεύσεως.

2.α. Κάθε τροποποίηση των άρθρων που αναφέρονται στην παραπάνω παράγραφο 1 υιοθετείται από τη Συνέλευση.

β. Η υιοθέτηση τυχόν τροποποιήσεων του άρθρου 10

απαιτεί την πλειοψηφία των 4/5 των εκπεφρασμένων ψήφων. Υιοθέτηση τυχόν τροποποιήσεων που αναφέρονται στο άρθρο 11 απαιτεί πλειοψηφία 3/4 των εκπεφρασμένων ψήφων.

3.α. Τυχόν τροποποίηση των άρθρων που αναφέρονται στην παραπάνω παράγραφο 1 τίθεται σε ισχύ ένα μήνα μετά την παραλαβή από το Γενικό Διευθυντή των γραπτών κοινοποιήσεων αποδοχής που έγιναν, σύμφωνα με τους ισχύοντες συνταγματικούς κανόνες, από τα 3/4 των συμβαλλόμενων Κρατών τα οποία ήταν μέλη της Συνέλευσης κατά τη χρονική στιγμή που αυτή πραγματοποίησε την υιοθέτηση της τροποποίησης.

β. Τυχόν τροποποίηση των άρθρων αυτών, εφόσον γίνει αποδεκτή, δεσμεύει όλα τα συμβαλλόμενα Κράτη τα οποία είχαν την ιδιότητα του συμβαλλόμενου Κράτους κατά τη χρονική στιγμή που η Συνέλευση υιοθέτησε την τροποποίηση, με δεδομένο βέβαια ότι κάθε τροποποίηση που δημιουργεί οικονομικές υποχρεώσεις για τα εν λόγω συμβαλλόμενα Κράτη ή αυξάνει τις υποχρεώσεις τους, δεσμεύει μόνο εκείνα απ' αυτά που κοινοποίησαν την αποδοχή τους για την τροποποίηση.

γ. Τροποποίηση που έγινε δεκτή και ετέθη σε ισχύ σύμφωνα με το υποεδάφιο α' δεσμεύει όλα τα Κράτη που γίνονται συμβαλλόμενα Κράτη μετά την ημερομηνία της αποδοχής της τροποποίησης από τη Συνέλευση.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ IV
ΤΕΛΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Άρθρο 15
Προϋποθέσεις για την αποδοχή μέλους στη Συνθήκη

1. Κάθε Κράτος μέλος της Διεθνούς Ένωσης για την προστασία της βιομηχανικής ιδιοκτησίας (Ένωση Παρισίων) μπορεί να γίνει μέλος της Συνθήκης αυτής :

i. με υπογραφή της Συνθήκης, που συνοδεύεται από κατάθεση του εγγράφου επικύρωσής της, ή,

ii. με κατάθεση του εγγράφου προσχώρησης.

2. Τα έγγραφα επικύρωσης ή προσχώρησης κατατίθενται ενώπιον του Γενικού Διευθυντή.

Άρθρο 16
Θέση σε ισχύ της Συνθήκης

1. Η παρούσα Συνθήκη τίθεται σε ισχύ έναντι των πέντε Κρατών που πρώτα κατέθεσαν τα έγγραφα επικύρωσης ή προσχώρησής τους τρεις μήνες μετά από την ημερομηνία κατάθεσης του πέμπτου εγγράφου επικύρωσης ή προσχώρησης.

2. Η παρούσα Σύνθηκη τίθεται σε ισχύ για κάθε άλλο Κράτος τρεις μήνες μετά την ημερομηνία κατάθεσης από το εν λόγω Κράτος του εγγράφου επικύρωσης ή προσχώρησης, εφόσον δεν καθορίζεται μεταγενέστερη ημερομηνία με το έγγραφο επικύρωσης ή προσχώρησης. Στην τελευταία αυτήν περίπτωση, η παρούσα Συνθήκη τίθεται σε ισχύ για το Κράτος αυτό κατά την καθοριζόμενη ημερομηνία.

Άρθρο 17
Καταγγελία της Συνθήκης

1. Κάθε συμβαλλόμενο Κράτος μπορεί να καταγγείλει την παρούσα Συνθήκη με κοινοποίηση που απευθύνει στο Γενικό Διευθυντή.

2. Η καταγγελία παράγει αποτελέσματα δύο χρόνια μετά την ημέρα κατά την οποία ο Γενικός Διευθυντής παρέλαβε την κοινοποίηση.

3. Η δυνατότητα καταγγελίας της παρούσας Συνθήκης που προβλέπεται στην παραπάνω παράγραφο 1 δεν μπορεί να πραγματοποιηθεί από ένα συμβαλλόμενο Κράτος πριν τη λήξη προθεσμίας πέντε ετών από την ημερομηνία κατά την οποία έγινε μέλος στην παρούσα Συνθήκη.

4. Η καταγγελία της παρούσας Συνθήκης από ένα συμβαλλόμενο Κράτος που προέβη σε ανακοίνωση σύμφωνα με το άρθρο 7 παράγραφος 1.α για ένα ίδρυμα κατάθεσης, που είχε το καθεστώς της αρχής διεθνούς κατάθεσης έχει σαν συνέπεια την παύση του καθεστώτος αυτού ένα χρόνο μετά την ημέρα κατά την οποία ο Γενικός Διευθυντής παρέλαβε την κοινοποίηση που αναφέρεται στην παραπάνω παράγραφο 1.

Άρθρο 18
Υπογραφή και γλώσσες της Συνθήκης

1.α. Η παρούσα Συνθήκη υπογράφεται σε ένα μόνο πρωτότυπο αντίτυπο στα γαλλικά και στα αγγλικά, δοθέντος ότι και τα δύο αυτά κείμενα είναι εξίσου αυθεντικά.

β. Επίσημα κείμενα της παρούσας Συνθήκης καταρτίζονται από το Γενικό Διευθυντή αφού συμβουλευθεί τις ενδιαφερόμενες Κυβερνήσεις, μέσα σε προθεσμία δύο μηνών μετά την υπογραφή της παρούσας Συνθήκης, στις γλώσσες στις οποίες υπεγράφη η Σύμβαση που ιδρύει τον Παγκόσμιο Οργανισμό Διανοητικής Ιδιοκτησίας.

γ. Επίσημα κείμενα της παρούσας Συνθήκης συντάσσονται από το Γενικό Διευθυντή αφού συμβουλευθεί τις ενδιαφερόμενες κυβερνήσεις στα γερμανικά, αραβικά, ιταλικά, γιαπωνέζικα και πορτογαλικά, καθώς και σε κάθε άλλη γλώσσα που ορίζεται από τη Συνέλευση.

2. Η παρούσα Συνθήκη μένει ανοικτή προς υπογραφή στη Βουδαπέστη μέχρι την ημερομηνία της 31ης Δεκεμβρίου 1977.

Άρθρο 19
Κατάθεση της Συνθήκης - Διαβίβαση αντιγράφων - Καταχώρηση της Συνθήκης

1. Το πρωτότυπο αντίτυπο της παρούσας Συνθήκης όταν αυτή δεν είναι πλέον ανοικτή για υπογραφή, κατατίθεται ενώπιον του Γενικού Διευθυντή.

2. Ο Γενικός Διευθυντής πιστοποιεί και διαβιβάζει δύο αντίγραφα της παρούσας Συνθήκης και του Εκτελεστικού Κανονισμού στις Κυβερνήσεις όλων των Κρατών που αναφέρονται στο άρθρο 15 παράγραφος 1 και στους διακυβερνητικούς οργανισμούς που μπορούν να παρουσιάσουν τη δήλωση που αναφέρεται στο άρθρο 9 παράγραφος 1.α) καθώς επίσης, μετά από αίτηση, στην Κυβέρνηση κάθε άλλου ενδιαφερόμενου Κράτους.

3. Ο Γενικός Διευθυντής καταχωρεί την παρούσα Συνθήκη στα αρχεία της Γραμματείας του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών.

4. Ο Γενικός Διευθυντής πιστοποιεί και διαβιβάζει δύο αντίγραφα για κάθε τροποποίηση της παρούσας

Συνθήκης και του Εκτελεστικού Κανονισμού σε όλα τα συμβαλλόμενα Κράτη και σε όλους τους διακυβερνητικούς οργανισμούς βιομηχανικής ιδιοκτησίας καθώς επίσης, μετά από σχετικό αίτημα, στην Κυβέρνηση κάθε άλλου ενδιαφερόμενου Κράτους και σε κάθε άλλο διακυβερνητικό οργανισμό που μπορεί να παρουσιάσει δήλωση σύμφωνα με το άρθρο 9 παράγραφος 1.α.

Άρθρο 20
Κοινοποιήσεις

Ο Γενικός Διευθυντής κοινοποιεί στα συμβαλλόμενα Κράτη, στους διακυβερνητικούς οργανισμούς βιομηχανικής ιδιοκτησίας και στα Κράτη μη μέλη της Ένωσης αλλά μέλη της Διεθνούς Ένωσης για την προστασία της βιομηχανικής ιδιοκτησίας (Ένωση Παρισίων) :

i. τις υπογραφές που τίθενται σύμφωνα με το άρθρο 18,

ii. την κατάθεση των εγγράφων επικύρωσης ή προσχώρησης σύμφωνα με το άρθρο 15 παράγραφος 2,

iii. τις δηλώσεις που παρουσιάζονται σύμφωνα με το άρθρο 9 παράγραφος 1.α και τις κοινοποιήσεις απόσυρσης σύμφωνα με το άρθρο 9 παράγραφος 2 ή 3,

iv. την ημερομηνία έναρξης ισχύος της παρούσας Συνθήκης σύμφωνα με το άρθρο 16 παράγραφος 1,

v. τις γνωστοποιήσεις σύμφωνα με τα άρθρα 7 και 8 και τις αποφάσεις σύμφωνα με το άρθρο 8,

vi. τις αποδοχές τροποποιήσεων της παρούσας Συνθήκης σύμφωνα με το άρθρο 14 παράγραφος 3,

vii. τις τροποποιήσεις του Εκτελεστικού Κανονισμού,

viii. τις ημερομηνίες θέσης σε ισχύ των τροποποιήσεων της Συνθήκης ή του Εκτελεστικού Κανονισμού,

ix. κάθε καταγγελία που κοινοποιείται σύμφωνα με το άρθρο 17.

ΕΚΤΕΛΕΣΤΙΚΟΣ ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΣ ΤΗΣ ΣΥΝΘΗΚΗΣ ΒΟΥΔΑΠΕΣΤΗΣ ΓΙΑ ΤΗ ΔΙΕΘΝΗ ΑΝΑΓΝΩΡΙΣΗ ΤΗΣ ΚΑΤΑΘΕΣΗΣ ΤΩΝ ΜΙΚΡΟΟΡΓΑΝΙΣΜΩΝ ΣΤΑ ΠΛΑΙΣΙΑ ΤΗΣ ΔΙΑΔΙΚΑΣΙΑΣ ΓΙΑ ΧΟΡΗΓΗΣΗ ΔΙΠΛΩΜΑΤΩΝ ΕΥΡΕΣΙΤΕΧΝΙΑΣ

Κανόνας 1
Συντμήσεις και ερμηνεία της λέξης "υπογραφή"

1.1. "Συνθήκη"

Κατά την έννοια του παρόντος Εκτελεστικού Κανονισμού εννοείται με "Συνθήκη" η Συνθήκη Βουδαπέστης για τη διεθνή αναγνώριση της κατάθεσης των μικροοργανισμών στα πλαίσια της διαδικασίας για τα διπλώματα ευρεσιτεχνίας.

1.2. "Άρθρο"

Κατά την έννοια του παρόντος Εκτελεστικού Κανονισμού εννοείται με "άρθρο" το αντίστοιχο άρθρο της Συνθήκης.

1.3. "Υπογραφή"

Κατά την έννοια του παρόντος Εκτελεστικού Κανονισμού, όταν το δίκαιο του Κράτους στο έδαφος του οποίου βρίσκεται η αρχή διεθνούς κατάθεσης απαιτεί τη χρήση σφραγίδας στη θέση της υπογραφής, εννοείται με τον όρο "υπογραφή" η λέξη "σφραγίδα" στα πλαίσια της διαδικασίας της αρχής αυτής.

Κανόνας 2
Αρχές διεθνούς κατάθεσης
2.1. Νομικό καθεστώς

Η αρχή διεθνούς κατάθεσης μπορεί να είναι δημόσιος οργανισμός, περιλαμβανομένου δημόσιου ιδρύματος που ανήκει σε άλλη δημόσια διοίκηση εκτός από την κεντρική κυβερνητική διοίκηση, ή ιδιωτικό ίδρυμα.

2.2. Προσωπικό και εγκαταστάσεις

Οι προϋποθέσεις που αναφέρονται στο άρθρο 6 παράγραφος 2.ii, είναι κυρίως οι παρακάτω :

i. το προσωπικό και οι εγκαταστάσεις της διεθνούς αρχής κατάθεσης πρέπει να της επιτρέπουν τη διατήρηση των κατατιθεμένων μικροοργανισμών με τέτοιο τρόπο ώστε να εξασφαλίζεται η βιωσιμότητά τους και η αποφυγή μολύνσεων.

ii. η αρχή διεθνούς κατάθεσης πρέπει να πάρει, για τη διατήρηση των μικροοργανισμών, επαρκή μέτρα ασφαλείας για να μειωθεί στο ελάχιστο δυνατό ο κίνδυνος απώλειας των κατατιθεμένων μικροοργανισμών ενώπιόν της.

2.3. Διάθεση δειγμάτων

Οι προϋποθέσεις που αναφέρονται στο άρθρο 6 παράγραφος 2.viii., περιλαμβάνουν ιδίως την προϋπόθεση σύμφωνα με την οποία η αρχή διεθνούς κατάθεσης πρέπει να διαθέτει γρήγορα και με τον κατάλληλο τρόπο τα δείγματα των κατατιθεμένων μικροοργανισμών.

Κανόνας 3
Απόκτηση του καθεστώτος διεθνούς αρχής κατάθεσης

3.1. Γνωστοποίηση

α. Η γνωστοποίηση που αναφέρεται στο άρθρο 7 παράγραφος 1 απευθύνεται στο Γενικό Διευθυντή, σε περίπτωση συμβαλλόμενου Κράτους, δια μέσου της διπλωματίας, ή σε περίπτωση διακυβερνητικού οργανισμού βιομηχανικής ιδιοκτησίας, δια μέσου του ανώτατού του υπαλλήλου.

β. Η γνωστοποίηση :

i. ορίζει το όνομα και τη διεύθυνση του ιδρύματος κατάθεσης στο οποίο αναφέρεται,

ii. περιέχει λεπτομερείς πληροφορίες για την ικανότητα του εν λόγω ιδρύματος να ανταποκριθεί στις προϋποθέσεις που αναφέρονται στο άρθρο 6 παράγραφος 2, περιλαμβανομένων των πληροφοριών για το νομικό του καθεστώς, το επιστημονικό του επίπεδο, το προσωπικό του και τις εγκαταστάσεις του,

iii. όταν το εν λόγω ίδρυμα έχει την πρόθεση να δέχεται για κατάθεση ορισμένου τύπου μόνο μικροοργανισμούς καθορίζονται οι εν λόγω τύποι,

iv. ορίζει το ύψος των τελών που θα εισπράττει το εν λόγω ίδρυμα όταν αποκτήσει το καθεστώς διεθνούς αρχής για τη διατήρηση της βιωσιμότητας και τη διάθεση δειγμάτων μικροοργανισμών,

v. ορίζει την επίσημη γλώσσα ή τις επίσημες γλώσσες του ιδρύματος,

vi. εφόσον απαιτείται, ορίζει την ημερομηνία που αναφέρεται στο άρθρο 7 παράγραφος 1.β.

3.2. Εξέταση της γνωστοποίησης

Εάν η γνωστοποίηση είναι σύμφωνη με το άρθρο 7

παράγραφος 1 και τον Κανόνα 3 παράγραφος 1, ο Γενικός Διευθυντής την κοινοποιεί σε σύντομο χρονικό διάστημα σε όλα τα συμβαλλόμενα Κράτη και όλους τους διακυβερνητικούς οργανισμούς βιομηχανικής ιδιοκτησίας και δημοσιεύεται σε σύντομο χρονικό διάστημα από το Διεθνές Γραφείο.

3.3. Επέκταση του πίνακα για τους τύπους των αποδεχόμενων μικροοργανισμών

Το συμβαλλόμενο Κράτος ή ο διακυβερνητικός οργανισμός βιομηχανικής ιδιοκτησίας που προέβη στην κοινοποίηση σύμφωνα με το άρθρο 7 παράγραφος 1, μπορεί, μεταγενέστερα σε οποιονδήποτε χρόνο, να κοινοποιήσει στο Γενικό Διευθυντή ότι δίδονται εγγυήσεις και για ορισμένου ειδικού τύπου μικροοργανισμούς για τους οποίους οι εγγυήσεις αυτές δεν υπήρχαν μέχρι εκείνη τη στιγμή. Σ'αυτήν την περίπτωση, όσον αφορά τους συμπληρωματικούς τύπους μικροοργανισμών, έχει ανάλογη εφαρμογή το άρθρο 7 και οι Κανόνες 3, παράγραφος 1 και 3, παράγραφος 2.

Κανόνας 4

Παύση ή περιορισμός του καθεστώτος διεθνούς αρχής κατάθεσης

4.1. Αίτημα - Εξέταση του αιτήματος

α. Το αίτημα που αναφέρεται στο άρθρο 8 παράγραφος 1.α. απευθύνεται στο Γενικό Διευθυντή σύμφωνα με τις διατάξεις του Κανόνα 3 παράγραφος 1.α.

β. Το αίτημα :

i. ορίζει το όνομα και τη διεύθυνση της σχετικής διεθνούς αρχής κατάθεσης,

ii. ορίζει ορισμένου τύπου μικροοργανισμούς όταν αναφέρεται μόνο για ορισμένους τύπους,

iii. ορίζει λεπτομερώς τα πραγματικά γεγονότα που δικαιολογούν το αίτημα.

γ. Εάν το αίτημα είναι σύμφωνο με τις παραγράφους α' και β', ο Γενικός Διευθυντής το κοινοποιεί σε σύντομο χρονικό διάστημα σε όλα τα συμβαλλόμενα Κράτη και σε όλους τους διακυβερνητικούς οργανισμούς βιομηχανικής ιδιοκτησίας.

δ. Με την επιφύλαξη της παραγράφου ε', η Συνέλευση εξετάζει την πρόταση το συντομότερο μέσα σε έξι μήνες και το αργότερο οκτώ μήνες από την κοινοποίηση του αιτήματος.

ε. Όταν σύμφωνα με την άποψη του Γενικού Διευθυντή, η προσήλωση στην προβλεπόμενη προθεσμία της παραπάνω παραγράφου δ' θα μπορούσε να θέσει σε κίνδυνο τα συμφέροντα των καταθετών που ήδη έχουν καταθέσει ή πρόκειται να καταθέσουν, ο Γενικός Διευθυντής μπορεί να συγκαλέσει τη Συνέλευση σε προηγούμενη ημερομηνία από εκείνη που αναφέρεται στη λήξη της προθεσμίας των έξι μηνών σύμφωνα με την παράγραφο δ'.

στ. Εάν η Συνέλευση αποφασίσει να τερματίσει το καθεστώς διεθνούς αρχής κατάθεσης ή να περιορίσει σε ορισμένου μόνο τύπου μικροοργανισμούς το καθεστώς αυτό, η απόφαση έχει αποτελέσματα τρεις μήνες μετά την ημερομηνία λήψεώς της.

4.2. Γνωστοποίηση - Πραγματική ημερομηνία - Εξέταση της γνωστοποίησης

α. Η γνωστοποίηση που αναφέρεται στο άρθρο 8 παράγραφος 2.α. απευθύνεται στο Γενικό Διευθυντή σύμφωνα με τις διατάξεις του Κανόνα 3 παράγραφος 1.α.

β. Η γνωστοποίηση :

i. ορίζει το όνομα και τη διεύθυνση της αναφερόμενης αρχής διεθνούς κατάθεσης,

ii. ορίζει τους ορισμένου τύπου μικροοργανισμούς, όταν αναφέρεται μόνο για ορισμένους απ'αυτούς,

iii. όταν το συμβαλλόμενο Κράτος ή ο διακυβερνητικός οργανισμός βιομηχανικής ιδιοκτησίας που προβαίνει στη γνωστοποίηση επιθυμεί τα αποτελέσματα που προβλέπονται στο άρθρο 8, παράγραφος 2.β να λάβουν χώρα σε μεταγενέστερη ημερομηνία από τη λήξη προθεσμίας τριών μηνών που υπολογίζεται από την ημερομηνία της κοινοποίησης τότε προβαίνει στον καθορισμό της μεταγενέστερης αυτής ημερομηνίας.

γ. Σε περίπτωση εφαρμογής της παραγράφου β.iii., τα αποτελέσματα που προβλέπονται στο άρθρο 8, παράγραφος 2.β., λαμβάνουν χώρα κατά την ημερομηνία που ορίζεται σύμφωνα με την παράγραφο αυτή στην κοινοποίηση. Στην αντίθετη περίπτωση λαμβάνουν χώρα μετά τη λήξη προθεσμίας τριών μηνών από την ημερομηνία της γνωστοποίησης.

δ. Ο Γενικός Διευθυντής κοινοποιεί, σε σύντομο χρονικό διάστημα, σε όλα τα συμβαλλόμενα Κράτη και σε όλους τους διακυβερνητικούς οργανισμούς βιομηχανικής ιδιοκτησίας κάθε κοινοποίηση που παραλαμβάνει σύμφωνα με το άρθρο 8 παράγραφος 2, καθώς επίσης και την πραγματική ημερομηνία εφαρμογής σύμφωνα με την παράγραφο γ'.

Απόσπασμα της γνωστοποίησης δημοσιεύεται σε σύντομο χρονικό διάστημα από το Διεθνές Γραφείο.

4.3. Συνέπειες για τις καταθέσεις

Σε περίπτωση παύσης ή περιορισμού του καθεστώτος διεθνούς αρχής κατάθεσης σύμφωνα με τα άρθρα 8, παράγραφος 1, 8 παράγραφος 2, 9, παράγραφος 4 ή 17, παράγραφος 4, ο Κανόνας 5, παράγραφος 1 εφαρμόζεται κατ'αναλογία.

Κανόνας 5

Αδυναμία της αρχής διεθνούς κατάθεσης

5.1. Διακοπή άσκησης των καθηκόντων σχετικά με ορισμένους κατατιθεμένους μικροοργανισμούς.

α. Εάν η αρχή διεθνούς κατάθεσης παύσει για ορισμένο χρονικό διάστημα ή τελειωτικά να πληροί τα καθήκοντα που της έχουν ανατεθεί σύμφωνα με τη Συνθήκη και τον παρόντα Εκτελεστικό Κανονισμό για ορισμένους κατατιθεμένους μικροοργανισμούς ενώπιόν της, το συμβαλλόμενο Κράτος ή ο διακυβερνητικός οργανισμός βιομηχανικής ιδιοκτησίας οι οποίοι σχετικά με την εν λόγω αρχή είχαν δώσει εγγυήσεις σύμφωνα με το άρθρο 6 παράγραφος 1 :

i. εξασφαλίζουν, μέσα στα πλαίσια του δυνατού, τη μεταφορά σε σύντομο χρονικό διάστημα χωρίς μολύνσεις και φθορές, των δειγμάτων όλων των σχετικών μικροοργανισμών της εν λόγω αρχής ("πτωχεύσασα αρχή") σε άλλη αρχή διεθνούς κατάθεσης ("αρχή αντικατάστασης"),

ii. εξασφαλίζουν, στα πλαίσια του μέτρου του δυνατού, τη μεταφορά στην αρχή αντικατάστασης, μέσα σε σύ-

ντομο χρονικό διάστημα, όλης της αλληλογραφίας ή οποιωνδήποτε άλλων γνωστοποιήσεων που απευθύνονται προς την πτωχεύσασα αρχή, καθώς επίσης και όλων των φακέλων και όλων των σημαντικών πληροφοριών που κατέχει η αρχή αυτή και αφορούν τους εν λόγω μικροοργανισμούς,

iii. εξασφαλίζουν, στα πλαίσια του δυνατού, την κοινοποίηση σε σύντομο χρονικό διάστημα από την πτωχεύσασα αρχή του γεγονότος παύσης εκτέλεσης των καθηκόντων της και της πραγματοποιούμενης μεταφοράς προς τους ενδιαφερόμενους καταθέτες,

iv. κοινοποιούν σε σύντομο χρονικό διάστημα στο Γενικό Διευθυντή την παύση άσκησης των καθηκόντων και το μέγεθός της, καθώς επίσης και τα λαμβανόμενα μέτρα από το εν λόγω συμβαλλόμενο Κράτος ή από τον εν λόγω διακυβερνητικό οργανισμό βιομηχανικής ιδιοκτησίας σύμφωνα με τα σημεία i μέχρι iii.

β. Ο Γενικός Διευθυντής κοινοποιεί σε σύντομο χρονικό διάστημα στα συμβαλλόμενα Κράτη και στους διακυβερνητικούς οργανισμούς βιομηχανικής ιδιοκτησίας, καθώς επίσης και στα γραφεία βιομηχανικής ιδιοκτησίας τη γνωστοποίηση που έλαβε σύμφωνα με την παράγραφο α.iv.. Η κοινοποίηση που γίνεται από το Γενικό Διευθυντή και η γνωστοποίηση που έλαβε δημοσιεύονται σε σύντομο χρονικό διάστημα από το Διεθνές Γραφείο.

γ. Ανάλογα με την εφαρμοζόμενη διαδικασία για απόκτηση διπλωμάτων ευρεσιτεχνίας, μπορεί να απαιτηθεί όπως ο καταθέτης, όταν λαμβάνει την απόδειξη που αναφέρεται στον Κανόνα 7 παράγραφος 5, κοινοποιήσει, σε σύντομο χρονικό διάστημα σε κάθε γραφείο βιομηχανικής ιδιοκτησίας ενώπιον του οποίου έχει κατατεθεί αίτηση για δίπλωμα ευρεσιτεχνίας και η οποία αποτελούσε την αρχική κατάθεση, το νέο αριθμό που του χορηγήθηκε με την κατάθεση στην αρχή αντικατάστασης.

δ. Η αρχή αντικατάστασης διατηρεί κατάλληλα εκτός από το νέο αριθμό και τον αριθμό προτεραιότητας που είχε χορηγηθεί από την πτωχεύσασα αρχή.

ε. Εκτός από τη μεταφορά που πραγματοποιείται σύμφωνα με τις παραγράφους α.i., η πτωχεύσασα αρχή μεταφέρει μέσα στα πλαίσια του δυνατού, μετά από αίτηση του καταθέτη, δείγμα από κάθε κατατιθέμενο μικροοργανισμό ενώπιόν της, καθώς επίσης και αντίγραφα της αλληλογραφίας ή κάθε άλλης γνωστοποίησης και όλους τους φακέλους ή οποιαδήποτε άλλη σημαντική πληροφορία αναφέρεται στην παράγραφο α.ii. προς κάθε άλλη αρχή διεθνούς κατάθεσης εκτός από την αρχή αντικατάστασης την οποία αναφέρει ο καταθέτης, με την προϋπόθεση ότι ο καταθέτης θα πληρώσει στην πτωχεύσασα αρχή όλα τα έξοδα που συνεπάγεται η διαβίβαση αυτή. Ο καταθέτης πληρώνει το τέλος διατήρησης του εν λόγω δείγματος στην αρχή διεθνούς κατάθεσης που έχει καθορίσει.

στ. Μετά από αίτηση κάθε ενδιαφερόμενου καταθέτη, η πτωχεύσασα αρχή διατηρεί, μέσα στα πλαίσια του δυνατού, τα δείγματα των κατατιθεμένων μικροοργανισμών ενώπιον της.

5.2. Άρνηση αποδοχής ορισμένων τύπων μικροοργανισμών

α. Εάν η αρχή διεθνούς κατάθεσης αρνείται να αποδεχθεί την κατάθεση κάποιου τύπου μικροοργανισμού τον οποίο θα έπρεπε να δεχθεί σύμφωνα με τις προσκομισθείσες εγγυήσεις, το συμβαλλόμενο Κράτος ή ο διακυβερνητικός οργανισμός βιομηχανικής ιδιοκτησίας που προέβη για την εν λόγω αρχή στη δήλωση που αναφέρεται στο άρθρο 7 παράγραφος 1.α, κοινοποιεί σε σύντομο χρονικό διάστημα στο Γενικό Διευθυντή τα σχετικά πραγματικά γεγονότα και τα μέτρα που έχουν παρθεί.

β. Ο Γενικός Διευθυντής κοινοποιεί σε σύντομο χρονικό διάστημα στα άλλα συμβαλλόμενα Κράτη και τους διακρατικούς οργανισμούς βιομηχανικής ιδιοκτησίας την κοινοποίηση που έλαβε σύμφωνα με την παραπάνω παράγραφο α'. Η κοινοποίηση που γίνεται από το Γενικό Διευθυντή, καθώς και η γνωστοποίηση που έλαβε δημοσιεύονται σε σύντομο χρονικό διάστημα από το Διεθνές Γραφείο.

Κανόνας 6

Διαδικασία για την αρχική κατάθεση ή τη νέα κατάθεση

6.1. Αρχική κατάθεση

α. Ο μικροοργανισμός που διαβιβάζεται από τον καταθέτη στην αρχή διεθνούς κατάθεσης συνοδεύεται, εκτός από την περίπτωση εφαρμογής του Κανόνα 6 παράγραφος 2, από γραπτή δήλωση που φέρει την υπογραφή του καταθέτη και η οποία περιέχει :

i. την ένδειξη σύμφωνα με την οποία η κατάθεση έχει πραγματοποιηθεί σύμφωνα με τη Συνθήκη και δέσμευση ότι δεν θα αποσυρθεί κατά την διάρκεια της χρονικής περιόδου που καθορίζεται από τον Κανόνα 9 παράγραφος 1,

ii. το όνομα και την διεύθυνση του καταθέτη,

iii. τη λεπτομερή περιγραφή των προϋποθέσεων που θα πρέπει να υπάρχουν για την καλλιέργεια του μικροοργανισμού, για την διατήρησή του και για τον έλεγχο της βιωσιμότητάς του καθώς επίσης, στην περίπτωση που η κατάθεση αφορά σε συνένωση μικροοργανισμών, την περιγραφή των μερών της συνένωσης και τουλάχιστον μίας από τις μεθόδους που επιτρέπουν την επαλήθευση της υπαρξής τους,

iv. την αναφορά της ταυτότητας (π.χ. αριθμός ή σύμβολα) που δίδεται από τον καταθέτη στο μικροοργανισμό,

v. την ένδειξη ιδιοτήτων του μικροοργανισμού οι οποίες παρουσιάζουν ή μπορεί να παρουσιάσουν κινδύνους για την υγεία ή το περιβάλλον, ή μνεία ότι ο καταθέτης δεν έχει γνώση τέτοιων ιδιοτήτων.

β. Συνιστάται όπως η γραπτή δήλωση που αναφέρεται στην παράγραφο α' περιέχει την επιστημονική περιγραφή και/ή τον προσδιορισμό της ταξινόμησης που προτείνεται για τον κατατιθέμενο μικροοργανισμό.

6.2. Νέα κατάθεση

α. Με την επιφύλαξη της παραγράφου β', στη περίπτωση που πραγματοποιείται νέα κατάθεση σύμφωνα με το άρθρο 4, ο μικροοργανισμός που διαβιβάζεται από τον καταθέτη στη διεθνή αρχή κατάθεσης συνοδεύεται από το αντίγραφο της σχετικής απόδειξης της προηγούμενης κατάθεσης, από το αντίγραφο της πλέον πρόσφατης δήλωσης που αφορά τη βιωσιμότητα του μικροοργανισμού που αποτελούσε το αντικείμενο της προηγούμενης κατάθεσης, μνημονεύοντας ότι ο μι-

κροοργανισμός είναι βιώσιμος, και τέλος από γραπτή δήλωση με την υπογραφή του καταθέτη η οποία αναφέρει:

i. τις ενδείξεις που αναφέρονται στον Κανόνα 6 παράγραφος 1.α.i μέχρι v,

ii. δήλωση με την οποία μνημονεύεται ο λόγος για τον οποίο εφαρμόζεται το άρθρο 4 παράγραφος 1.α. και σύμφωνα με τον οποίο πραγματοποιείται η νέα κατάθεση, δήλωση με την οποία επιβεβαιώνεται ότι ο μικροοργανισμός που αποτελεί το αντικείμενο της νέας κατάθεσης είναι ο ίδιος με εκείνον που αποτελούσε το αντικείμενο της προηγούμενης κατάθεσης, και τέλος μνεία της ημερομηνίας κατά την οποία ο καταθέτης παρέλαβε την κοινοποίηση που αναφέρεται στο άρθρο 4 παράγραφος 1.α. ή, ανάλογα με την περίπτωση, της ημερομηνίας δημοσίευσης που αναφέρεται στο άρθρο 4 παράγραφος 1.ε.,

iii. όταν καθορίζεται τυχόν επιστημονική περιγραφή και/ή προτείνεται προσδιορισμός της ταξινόμησης σε σχέση με την προηγούμενη κατάθεση, μνεία της πλέον πρόσφατης επιστημονικής περιγραφής και/ή του προτεινόμενου προσδιορισμού της ταξινόμησης έτσι όπως διαβιβάστηκαν στη διεθνή αρχή κατάθεσης ενώπιον της οποίας πραγματοποιήθηκε η προηγούμενη κατάθεση.

β. Στην περίπτωση που η νέα κατάθεση πραγματοποιείται ενώπιον της διεθνούς αρχής κατάθεσης στην οποία η παλαιότερη κατάθεση είχε πραγματοποιηθεί η παράγραφος α.i. δεν εφαρμόζεται.

γ. Για το σκοπό εφαρμογής των παραγράφων α' και β' και του Κανόνα 7 παράγραφος 4, εννοείται με "προηγούμενη κατάθεση",

i. στην περίπτωση που έχει προηγηθεί της νέας κατάθεσης μία ή πολλαπλές άλλες νέες καταθέσεις : η πλέον πρόσφατη από τις άλλες νέες καταθέσεις,

ii. στην περίπτωση που της νέας κατάθεσης δεν έχει προηγηθεί μία ή περισσότερες άλλες νέες καταθέσεις: η αρχική κατάθεση.

6.3. Απαιτήσεις της αρχής διεθνούς κατάθεσης.

α. Κάθε αρχή διεθνούς κατάθεσης μπορεί να απαιτήσει:

i. να κατατεθεί ο μικροοργανισμός στη μορφή και στην ποσότητα που είναι απαραίτητες για το σκοπό εφαρμογής της Συνθήκης και του παρόντος Εκτελεστικού Κανονισμού,

ii. να κατατεθεί το έντυπο που καταρτίζεται από την αρχή αυτήν και συμπληρώνεται με επιμέλεια από τον καταθέτη για το σκοπό των διοικητικών διαδικασιών της αρχής,

iii. να συνταχθεί η γραπτή δήλωση που αναφέρεται στον Κανόνα 6 παράγραφος 1.α. ή 6 παράγραφος 2.α., στη γλώσσα ή σε μία από τις καθοριζόμενες γλώσσες από την αρχή, δοθέντος ότι ο καθορισμός αυτός πρέπει σε κάθε περίπτωση να περιλαμβάνει την ή τις επίσημες γλώσσες που αναφέρονται σύμφωνα με τον Κανόνα 3 παράγραφος 1.β.v.,

iv. να καταβληθεί το τέλος για τη διατήρηση του μικροοργανισμού που αναφέρεται στον Κανόνα 12 παράγραφος 1.α.i. και

v. στο μέτρο που το εφαρμοζόμενο δίκαιο το επιτρέπει, να συνάψει ο καταθέτης με την εν λόγω αρχή σύμβαση για καθορισμό των ορίων ευθυνών του καταθέτη και της αρχής.

β. Κάθε διεθνής αρχή κατάθεσης γνωστοποιεί, ανάλογα με την περίπτωση, τις απαιτήσεις αυτές και τυχόν τροποποιήσεις τους στο Διεθνές Γραφείο.

6.4. Διαδικασία αποδοχής.

α. Η διεθνής αρχή κατάθεσης αρνείται να δεχθεί το μικροοργανισμό και κοινοποιεί αμέσως γραπτά την άρνησή της στον καταθέτη αναφέροντας τους λόγους της άρνησής της,

i. εάν ο μικροοργανισμός δεν ανήκει σε εκείνον τον τύπο μικροοργανισμού για τον οποίο αναφέρονται οι εγγυήσεις που δόθηκαν σύμφωνα με τον Κανόνα 3 παράγραφος 1.β.iii, ή 3 παράγραφος 3,

ii. εάν ο μικροοργανισμός έχει τόσο εξαιρετικές ιδιότητες που η διεθνής αρχή κατάθεσης δεν είναι τεχνικά σε θέση να ανταποκριθεί γι' αυτόν το μικροοργανισμό στα καθήκοντα που της έχουν ανατεθεί σύμφωνα με τη Συνθήκη και τον παρόντα Εκτελεστικό Κανονισμό, ή

iii. εάν η κατάθεση έχει παραληφθεί σε τέτοια κατάσταση που είναι φανερό ότι ελλείπει ο μικροοργανισμός ή ότι εξαιρείται για επιστημονικούς λόγους η αποδοχή του.

β. Με την επιφύλαξη της παραγράφου α, η διεθνής αρχή κατάθεσης δέχεται το μικροοργανισμό όταν πληροί όλες τις προϋποθέσεις του Κανόνα 6 παράγραφος 1.α. ή 6 παράγραφος 2.α. και του Κανόνα 6 παράγραφος 3.α.. Εάν δεν πληροί αυτές τις απαιτήσεις, η διεθνής αρχή κατάθεσης κοινοποιεί αμέσως γραπτά τη διαπίστωση αυτή στον καταθέτη καλώντάς τον να ανταποκριθεί σ' αυτές τις απαιτήσεις.

γ. Στην περίπτωση που ο μικροοργανισμός έγινε δεκτός ως αρχική κατάθεση ή ως νέα κατάθεση, ημερομηνία της αρχικής κατάθεσης ή της νέας κατάθεσης, ανάλογα με την περίπτωση, θεωρείται η ημερομηνία κατά την οποία ο μικροοργανισμός έγινε δεκτός από την αρχή διεθνούς κατάθεσης.

δ. Η διεθνής αρχή κατάθεσης μετά από αίτηση του καταθέτη, και εφόσον έχει ανταποκριθεί σε όλες τις απαιτήσεις που αναφέρονται στην παραπάνω παράγραφο β, θεωρεί ότι ένας μικροοργανισμός, ο οποίος έχει κατατεθεί πριν την απόκτηση από την αρχή αυτήν του καθεστώτος διεθνούς αρχής κατάθεσης, έγινε δεκτός για την εφαρμογή της παρούσας Συνθήκης κατά την ημερομηνία κατά την οποία το καθεστώς αυτό εφαρμόζεται στην εν λόγω αρχή.

Κανόνας 7
Απόδειξη

7.1. Χορήγηση απόδειξης

Η αρχή διεθνούς κατάθεσης χορηγεί στον καταθέτη απόδειξη με την οποία βεβαιώνει την παραλαβή και αποδοχή του μικροοργανισμού για κάθε κατάθεση μικροοργανισμού που πραγματοποιείται ενώπιόν της ή που της διαβιβάζεται.

7.2. Τύπος - Γλώσσες - Υπογραφή.

α. Η απόδειξη που αναφέρεται στον Κανόνα 7 παράγραφος 1 συμπληρώνεται σε έντυπο που ονομάζεται "διεθνές έντυπο", του οποίου ο τύπος καθορίζεται από το Γενικό Διευθυντή στις γλώσσες που αποφασίζονται από τη Συνέλευση.

β. Κάθε λέξη ή κάθε γράμμα που γράφεται στην απόδειξη με διαφορετικούς χαρακτήρες από τους λατινικούς πρέπει επίσης να αναφέρεται με απόδοση σε λατινικούς χαρακτήρες.

γ. Η απόδειξη φέρει την υπογραφή του αρμόδιου προσώπου ή των αρμόδιων προσώπων για την εκπροσώπηση της διεθνούς αρχής κατάθεσης ή κάθε άλλου υπαλλήλου της αρχής αυτής, ο οποίος έχει κατάλληλα εξουσιοδοτηθεί από το εν λόγω πρόσωπο ή τα εν λόγω πρόσωπα.

7.3. Περιεχόμενο σε περίπτωση αρχικής κατάθεσης.

Η απόδειξη, που αναφέρεται στον Κανόνα 7 παράγραφος 1, η οποία χορηγείται στην περίπτωση αρχικής κατάθεσης, αναφέρει το γεγονός ότι έχει χορηγηθεί από το ίδρυμα κατάθεσης για λογαριασμό της αρχής διεθνούς κατάθεσης σύμφωνα με τη Συνθήκη και περιέχει τουλάχιστον τις παρακάτω ενδείξεις :

i. το όνομα και τη διεύθυνση της αρχής διεθνούς κατάθεσης,

ii. το όνομα και τη διεύθυνση του καταθέτη,

iii. την ημερομηνία της αρχικής κατάθεσης έτσι όπως έχει οριστεί στον Κανόνα 6 παράγραφος 4.γ.,

iv. την αναφορά της ταυτότητας (π.χ. αριθμός ή σύμβολα) που δίδεται από τον καταθέτη στο μικροοργανισμό,

v. τον αριθμό κατάταξης που δίδεται από την αρχή διεθνούς κατάθεσης για την κατάθεση,

vi. στην περίπτωση που η γραπτή δήλωση που αναφέρεται στον Κανόνα 6 παράγραφος 1.α. περιέχει την επιστημονική περιγραφή ή/και τον προτεινόμενο προσδιορισμό της ταξινόμησης του μικροοργανισμού, αναφορά στο γεγονός αυτό.

7.4. Περιεχόμενο σε περίπτωση νέας κατάθεσης

Η απόδειξη που αναφέρεται στον Κανόνα 7 παράγραφος 1 και χορηγείται σε περίπτωση που πραγματοποιηθεί νέα κατάθεση σύμφωνα με το άρθρο 4 συνοδεύεται από το αντίγραφο της σχετικής απόδειξης της προηγούμενης κατάθεσης (σύμφωνα με την έννοια του Κανόνα 6 παράγραφος 2.γ.) και από ένα αντίγραφο της πλέον πρόσφατης δήλωσης για τη βιωσιμότητα του μικροοργανισμού που αποτέλεσε το αντικείμενο της προηγούμενης κατάθεσης (σύμφωνα με την έννοια του Κανόνα 6 παράγραφος 2.γ.), η οποία αναφέρει ότι ο μικροοργανισμός είναι βιώσιμος, και περιέχει τουλάχιστον :

i. το όνομα και τη διεύθυνση της αρχής διεθνούς κατάθεσης,

ii. το όνομα και τη διεύθυνση του καταθέτη,

iii. την ημερομηνία της νέας κατάθεσης έτσι όπως ορίζεται στον Κανόνα 6 παράγραφος 4.γ.,

iv. την αναφορά της ταυτότητας (π.χ. αριθμός ή σύμβολα) που δίδεται από τον καταθέτη στο μικροοργανισμό,

v. τον αριθμό κατάταξης που χορηγείται από τη διεθνή αρχή κατάθεσης για τη νέα κατάθεση,

vi. μνεία της αιτιολογίας και της ημερομηνίας που μνημονεύονται από τον καταθέτη σύμφωνα με τον Κανόνα 6 παράγραφος 2.α.ii.,

vii. σε περίπτωση εφαρμογής του Κανόνα 6 παράγραφος 2.α.iii., μνεία ότι ο καταθέτης έχει αναφέρει επιστημονική περιγραφή και/ή προτεινόμενο προσδιορισμό της ταξινόμησης,

viii. τον αριθμό κατάταξης που έχει χορηγηθεί στην προηγούμενη κατάθεση (κατά την έννοια του Κανόνα 6 παράγραφος 2.γ.).

7.5. Απόδειξη σε περίπτωση μεταφοράς

Η διεθνής αρχή κατάθεσης στην οποία μεταφέρθηκαν δείγματα μικροοργανισμών, σύμφωνα με τον Κανόνα 5 παράγραφος 1.α.i., χορηγεί στον καταθέτη, για καθεμία κατάθεση για την οποία το δείγμα έχει μεταφερθεί, απόδειξη στην οποία ορίζεται ότι χορηγήθηκε από το ίδρυμα κατάθεσης για λογαριασμό της αρχής διεθνούς κατάθεσης σύμφωνα με τη Συνθήκη και η οποία περιέχει τουλάχιστον :

i. το όνομα και τη διεύθυνση της αρχής διεθνούς κατάθεσης,

ii. το όνομα και τη διεύθυνση του καταθέτη,

iii. την ημερομηνία κατά την οποία το μεταφερόμενο δείγμα παρελήφθη από την αρχή διεθνούς κατάθεσης (ημερομηνία μεταφοράς),

iv. την αναφορά της ταυτότητας (π.χ. αριθμός ή σύμβολα) που δόθηκε από τον καταθέτη στο μικροοργανισμό,

v. τον αριθμό κατάταξης που χορηγείται από την αρχή διεθνούς κατάθεσης,

vi. το όνομα και τη διεύθυνση της αρχής διεθνούς κατάθεσης από την οποία πραγματοποιήθηκε μεταφορά,

vii. τον αριθμό κατάταξης που χορηγήθηκε από την αρχή διεθνούς κατάθεσης από την οποία πραγματοποιήθηκε η μεταφορά,

viii. στην περίπτωση που η γραπτή δήλωση, η οποία αναφέρεται στον Κανόνα 6 παράγραφος 1.α., ή 6 παράγραφος 2.α., περιείχε επιστημονική περιγραφή και/ή προτεινόμενο προσδιορισμό της ταξινόμησης του μικροοργανισμού, ή όταν η επιστημονική αυτή περιγραφή και/ή ο προτεινόμενος προσδιορισμός της ταξινόμησης ορίστηκαν ή τροποποιήθηκαν μεταγενέστερα σύμφωνα με τον Κανόνα 8 παράγραφος 1, μνεία του γεγονότος αυτού.

7.6. Γνωστοποίηση της επιστημονικής περιγραφής και/ή του προτεινόμενου προσδιορισμού ταξινόμησης.

Μετά από αίτηση κάθε ενδιαφερόμενου που έχει δικαίωμα στη διάθεση δειγμάτων του μικροοργανισμού σύμφωνα με τους Κάνονες 11 παράγραφος 1, 11 παράγραφος 2 ή 11 παράγραφος 3, η αρχή διεθνούς κατάθεσης του κοινοποιεί την πλέον πρόσφατη επιστημονική περιγραφή και/ή τον πλέον πρόσφατο προτεινόμενο προσδιορισμό της ταξινόμησης που αναφέρονται στους Κανόνες 6 παράγραφος 1.β, 6 παράγραφος 2.α.iii. ή 8 παράγραφος 1.β.iii.

Κανόνας 8

Μεταγενέστερος καθορισμός ή τροποποιήσεις της επιστημονικής περιγραφής και/ή του προτεινόμενου προσδιορισμού της ταξινόμησης

8.1. Γνωστοποίηση

α. Στην περίπτωση που, σε σχέση με την κατάθεση ενός μικροοργανισμού, η επιστημονική περιγραφή και/ή ο προσδιορισμός της ταξινόμησης του μικροοργανισμού δεν έχουν αναφερθεί, ο καταθέτης μπορεί να τους

αναφέρει αργότερα, ή εάν έχουν ήδη αναφερθεί, να τους τροποποιήσει.

β. Τυχόν μεταγενέστερη μεταφορά ή τροποποίηση γίνεται με γραπτή γνωστοποίηση, που φέρει την υπογραφή του καταθέτη, η οποία απευθύνεται προς την αρχή διεθνούς κατάθεσης και περιέχει :

i. το όνομα και τη διεύθυνση του καταθέτη,

ii. το χορηγούμενο αριθμό κατάταξης από την εν λόγω αρχή,

iii. την επιστημονική περιγραφή και/ή τον προτεινόμενο προσδιορισμό της ταξινόμησης του μικροοργανισμού,

iv. σε περίπτωση τροποποίησης, την προηγούμενη επιστημονική περιγραφή και/ή τον προηγούμενο προτεινόμενο προσδιορισμό της ταξινόμησης.

8.2. Πιστοποιητικό.

Μετά από αίτηση του καταθέτη, που προβαίνει στη γνωστοποίηση, που αναφέρεται στον Κανόνα 8.1., η διεθνής αρχή κατάθεσης του χορηγεί πιστοποιητικό στο οποίο αναφέρονται τα στοιχεία που ορίζονται στον Κανόνα 8.1.β.i. μέχρι και iv και η ημερομηνία παραλαβής της γνωστοποίησης.

Κανόνας 9

Διατήρηση των μικροοργανισμών

9.1. Χρονική διάρκεια της διατήρησης

Κάθε μικροοργανισμός που κατατίθεται ενώπιον διεθνούς αρχής κατάθεσης διατηρείται από την αρχή αυτή, με όλη την απαραίτητη επιμέλεια για τη βιωσιμότητά του και χωρίς να προκαλούνται μολύνσεις, για μια χρονική περίοδο τουλάχιστον 5 ετών μετά από την παραλαβή από την εν λόγω αρχή, της πλέον πρόσφατης αίτησης για διάθεση δειγμάτων του κατατιθέμενου μικροοργανισμού και σε κάθε περίπτωση, για χρονική περίοδο τουλάχιστον 30 ετών μετά από την ημερομηνία κατάθεσης.

9.2. Μυστικότητα

Η αρχή διεθνούς κατάθεσης δεν πληροφορεί κανένα άτομο για την κατάθεση ενώπιόν της του μικροοργανισμού σύμφωνα με την παρούσα Συνθήκη, εξάλλου, δεν δίδει πληροφορίες σε κανέναν σχετικά με το αντικείμενο των τυχόν κατατιθέμενων μικροοργανισμών ενώπιόν της σύμφωνα με την παρούσα Συνθήκη εάν δεν πρόκειται για αρχή ή για φυσικό ή νομικό πρόσωπο που έχει το δικαίωμα για χορήγηση δειγμάτων για τον εν λόγω μικροοργανισμό, σύμφωνα με τον Κανόνα 11 και με την επιφύλαξη ότι πληρούνται οι προϋποθέσεις που αναφέρονται στον εν λόγω Κανόνα.

Κανόνας 10

Έλεγχος βιωσιμότητας και δήλωση για τη βιωσιμότητα

10.1. Υποχρέωση ελέγχου

Η αρχή διεθνούς κατάθεσης ελέγχει τη βιωσιμότητα κάθε μικροοργανισμού που κατατίθεται ενώπιόν της :

i. σε σύντομο χρονικό διάστημα μετά από κάθε κατάθεση που αναφέρεται στον Κανόνα 6 ή κάθε μεταφορά που αναφέρεται στον Κανόνα 5 παράγραφος 1,

ii. μετά από λογικά χρονικά διαστήματα ανάλογα με τον τύπο του μικροοργανισμού και τις εφαρμοζόμενες προϋποθέσεις διατήρησής του ή σε οποιοδήποτε χρονικό διάστημα εάν αυτό καθίσταται αναγκαίο για τεχνικούς λόγους,

iii. καθ' οποιονδήποτε χρόνο μετά από αίτηση του καταθέτη.

10.2. Δήλωση βιωσιμότητας

α. Η αρχή διεθνούς κατάθεσης χορηγεί δήλωση για τη βιωσιμότητα του κατατιθέμενου μικροοργανισμού :

i. στον καταθέτη, σε σύντομο χρονικό διάστημα μετά από κάθε κατάθεση που αναφέρεται στον Κανόνα 6 ή κάθε μεταφορά που αναφέρεται στον Κανόνα 5.1.,

ii. στον καταθέτη μετά από αίτησή του, σε οποιαδήποτε χρονική στιγμή μετά από την κατάθεση ή τη μεταφορά,

iii. στο γραφείο βιομηχανικής ιδιοκτησίας, σε αρχή άλλη εκτός του γραφείου ή σε φυσικό ή νομικό πρόσωπο εκτός από τον καταθέτη προς τους οποίους δείγματα του κατατιθέμενου μικροοργανισμού έχουν χορηγηθεί σύμφωνα με τον Κανόνα 11 μετά από αιτήσεις τους στο ίδιο χρονικό σημείο με τη διάθεση των δειγμάτων ή σε οποιονδήποτε χρόνο μετά από αυτή.

β. Η δήλωση βιωσιμότητας αναφέρει εάν ο μικροοργανισμός είναι βιώσιμος ή όχι και περιέχει :

i. το όνομα και τη διεύθυνση της αρχής διεθνούς κατάθεσης που τη χορηγεί,

ii. το όνομα και τη διεύθυνση του καταθέτη,

iii. την ημερομηνία που αναφέρεται στον Κανόνα 7.3.iii. ή, εάν πρόκειται για νέα κατάθεση ή μεταφορά, την πλέον πρόσφατη από τις ημερομηνίες που αναφέρονται στους Κανόνες 7.4.iii. και 7.5.iii,

iv. το χορηγηθέντα αριθμό κατάταξης από την εν λόγω αρχή διεθνούς κατάθεσης,

v. την ημερομηνία ελέγχου στην οποία αναφέρεται η δήλωση,

vi. πληροφορίες για τις συνθήκες με τις οποίες πραγματοποιήθηκε ο έλεγχος βιωσιμότητας, εφόσον οι πληροφορίες αυτές ζητήθηκαν από τον παραλήπτη της δήλωσης για τη βιωσιμότητα καθώς και ότι τα σχετικά αποτελέσματα του ελέγχου ήσαν αρνητικά.

γ. Σε περίπτωση εφαρμογής της παραγράφου α.ii., ή iii., η δήλωση για τη βιωσιμότητα αναφέρεται στον πλέον πρόσφατο έλεγχο βιωσιμότητας.

δ. Όσον αφορά τον τύπο, τις γλώσσες και την υπογραφή ο Κανόνας 7.2. εφαρμόζεται αναλόγως και για τη δήλωση βιωσιμότητας.

ε. Η δήλωση βιωσιμότητας χορηγείται δωρεάν στην περίπτωση που αναφέρεται στην παράγραφο α.i., ή εάν έχει ζητηθεί από γραφείο βιομηχανικής ιδιοκτησίας. Το τέλος που οφείλεται σύμφωνα με τον Κανόνα 12.1.α.iii). για κάθε άλλη δήλωση βιωσιμότητας καταβάλλεται από τον ενδιαφερόμενο που ζητά τη δήλωση και οφείλεται πριν την κατάθεση της αίτησης ή κατά τη χρονική στιγμή της κατάθεσής της.

Κανόνας 11

Διάθεση δειγμάτων

11.1. Διάθεση δειγμάτων στα ενδιαφερόμενα γραφεία βιομηχανικής ιδιοκτησίας.

Η αρχή διεθνούς κατάθεσης διαθέτει δείγμα κάθε κατατιθέμενου μικροοργανισμού στο γραφείο βιομηχα-

νικής ιδιοκτησίας κάθε συμβαλλόμενου Κράτους ή κάθε διακυβερνητικού οργανισμού βιομηχανικής ιδιοκτησίας μετά από αίτηση του γραφείου και εφόσον η αίτηση αυτή συνοδεύεται από δήλωση σύμφωνα με την οποία:

i. κατατέθηκε αίτημα και γνωστοποιείται κατάθεση του μικροοργανισμού ενώπιον του γραφείου αυτού στα πλαίσια της διαδικασίας χορήγησης διπλώματος ευρεσιτεχνίας και το αντικείμενό του αναφέρεται σ' αυτόν το μικροοργανισμό ή στη χρήση του,

ii. η εν λόγω αίτηση εκκρεμεί ενώπιον του γραφείου αυτού ή έχει καταλήξει σε χορήγηση διπλώματος ευρεσιτεχνίας,

iii. το δείγμα είναι απαραίτητο για το σκοπό συνέχισης της διαδικασίας για τα διπλώματα ευρεσιτεχνίας όσον αφορά το εν λόγω συμβαλλόμενο Κράτος ή τον εν λόγω οργανισμό ή τα Κράτη μέλη του,

iv. το δείγμα και κάθε σχετική πληροφορία, που το συνοδεύει ή προκύπτει από αυτό, θα χρησιμοποιηθούν αποκλειστικά και μόνο στα πλαίσια της διαδικασίας για χορήγηση διπλώματος ευρεσιτεχνίας.

11.2. Διάθεση δειγμάτων στον καταθέτη ή με την έγκρισή του.

Η αρχή διεθνούς κατάθεσης διαθέτει δείγμα κάθε κατατιθέμενου μικροοργανισμού :

i. στον καταθέτη μετά από αίτησή του,

ii. σε κάθε αρχή ή σε κάθε φυσικό ή νομικό πρόσωπο (που στο εξής θα ονομάζεται "εξουσιοδοτημένο μέρος") μετά από αίτησή του, εφόσον η αίτηση συνοδεύεται από δήλωση του καταθέτη με την οποία επιτρέπεται η διάθεση των δειγμάτων που ζητείται.

11.3. Διάθεση των δειγμάτων σε ενδιαφερόμενους που έχουν δικαίωμα

α. Η αρχή διεθνούς κατάθεσης διαθέτει δείγμα κατατιθέμενου μικροοργανισμού σε κάθε αρχή ή κάθε φυσικό ή νομικό πρόσωπο (που στο εξής θα ονομάζεται "αναγνωρισμένο μέρος") μετά από αίτησή του, εφόσον η αίτηση έγινε σε έντυπο που το περιεχόμενο του καθορίζεται από τη Συνέλευση και εφόσον το γραφείο βιομηχανικής ιδιοκτησίας βεβαιώνει με το έντυπο αυτό:

i. ότι κατατέθηκε αίτηση η οποία αναφέρεται στην κατάθεση του μικροοργανισμού ενώπιον του γραφείου αυτού στα πλαίσια της διαδικασίας χορήγησης διπλώματος ευρεσιτεχνίας και ότι το αντικείμενό του αναφέρεται στον μικροοργανισμό ή στη χρήση του,

ii. ότι, εκτός από την περίπτωση που εφαρμόζεται η δεύτερη φράση του σημείου iii, έγινε δημοσίευση στα πλαίσια της διαδικασίας για χορήγηση διπλώματος ευρεσιτεχνίας από το γραφείο αυτό,

iii. ότι, είτε το αναγνωρισμένο μέρος έχει δικαίωμα στο δείγμα του μικροοργανισμού σύμφωνα με το δίκαιο που διέπει τη διαδικασία χορήγησης διπλωμάτων ευρεσιτεχνίας ενώπιον του γραφείου αυτου και ότι εάν, το δικαίωμα αυτό εξαρτάται από το δικαίωμα για απόκτηση δείγματος με ορισμένες προϋποθέσεις, το εν λόγω γραφείο εξασφαλίζει ότι οι προυποθέσεις αυτές πραγματικά πληρούνται, είτε ότι το αναγνωρισμένο μέρος έθεσε την υπογραφή του στο σχετικό έντυπο ενώπιον του γραφείου και ότι με την υπογραφή του εντύπου οι προυποθέσεις διάθεσης δείγματος στο ενδιαφερόμενο μέρος θεωρείται ότι έχουν πληρωθεί σύμφωνα με το δίκαιο που διέπει τη διαδικασία χορήγησης διπλώματος ευρεσιτεχνίας ενώπιον του γραφείου αυτού. Σε περίπτωση που το αναγνωρισμένο μέρος έχει δικαίωμα στο δείγμα σύμφωνα με το εν λόγω δίκαιο πριν τη δημοσίευση για το σκοπό της διαδικασίας χορήγησης διπλωμάτων ευρεσιτεχνίας από το γραφείο και εφόσον τυχόν δημοσίευση δεν έχει ακόμα γίνει, η βεβαίωση αναφέρει ρητά το γεγονός αυτό και μνημονεύει τη σχετική διάταξη του εφαρμοζόμενου δικαίου αναφέροντάς την κατά τρόπο κατανοητό. Στη βεβαίωση αναφέρεται και κάθε σχετική δικαστική απόφαση.

β. Όσον αφορά τα χορηγηθέντα και δημοσιευθέντα διπλώματα ευρεσιτεχνίας από το γραφείο βιομηχανικής ιδιοκτησίας, το εν λόγω γραφείο μπορεί να γνωστοποιεί κατά τακτά χρονικά διαστήματα σε κάθε αρχή διεθνούς κατάθεσης τους πίνακες με τη σειρά των χορηγούμενων αριθμών από την αρχή διεθνούς κατάθεσης των μικροοργανισμών με τους οποίους σχετίζονται τα εν λόγω διπλώματα ευρεσιτεχνίας. Μετά από αίτηση κάθε ενδιαφερόμενης αρχής ή κάθε φυσικού ή νομικού προσώπου (που στο εξής θα ονομάζεται "αιτών μέρος") η αρχή διεθνούς κατάθεσης διαθέτει στον αιτούντα δείγμα μικροοργανισμού για τον οποίο έχει γνωστοποιηθεί ο χορηγούμενος αριθμός. Για τους κατατιθέμενους μικροοργανισμούς για τους οποίους οι εν λόγω αριθμοί γνωστοποιήθηκαν, το γραφείο δεν είναι υποχρεωμένο να χορηγήσει βεβαίωση σύμφωνα με τον Κανόνα 11.3.α..

11.4. Κοινοί κανόνες

α. Κάθε αίτηση, δήλωση, πιστοποιητικό ή κοινοποίηση που αναφέρεται στους Κανόνες 11.1, 11.2 και 11.3. :

i. συντάσσεται στα γαλλικά, αγγλικά, ισπανικά ή ρωσικά εάν απευθύνεται σε αρχή διεθνούς κατάθεσης της οποίας η επίσημη γλώσσα ή μια από τις επίσημες γλώσσες περιλαμβάνουν τη γαλλική, αγγλική, ισπανική ή τη ρωσική αντίστοιχα. Παρ' όλα αυτά, στην περίπτωση που η αίτηση πρέπει να συνταχθεί στα ισπανικά ή στα ρωσικά, μπορεί να κατατεθεί στα γαλλικά ή στα αγγλικά αντί στα ισπανικά ή στα ρωσικά εάν και στην περίπτωση αυτήν το διεθνές γραφείο συντάσσει σε σύντομο χρονικό διάστημα, δωρεάν, μετά από αίτηση του ενδιαφερόμενου μέρους που αφορούν οι εν λόγω Κανόνες ή της αρχής διεθνούς κατάθεσης, επίσημα βεβαιωμένη μετάφραση στα ισπανικά ή ρωσικά,

ii. σε κάθε άλλη περίπτωση συντάσσεται στα γαλλικά ή αγγλικά. Παρ' όλα αυτά μπορεί να συνταχθεί στην επίσημη γλώσσα ή σε μία από τις επίσημες γλώσσες της αρχής διεθνούς κατάθεσης αντί για τα γαλλικά ή αγγλικά.

β. Με την επιφύλαξη της παραγράφου α, στην περίπτωση που η αναφερόμενη αίτηση στον Κανόνα 11.1. έγινε από γραφείο βιομηχανικής ιδιοκτησίας του οποίου η επίσημη γλώσσα είναι τα ισπανικά ή τα ρωσικά, η αίτηση αυτή μπορεί να συνταχθεί στα ισπανικά ή ρωσικά αντίστοιχα και το διεθνές γραφείο να συντάξει σε σύντομο χρονικό διάστημα και δωρεάν, μετά από αίτηση του εν λόγω γραφείου ή της αρχής διεθνούς κατάθεσης που παρέλαβε τη σχετική αίτηση, επίσημα βεβαιωμένη μετάφραση στα γαλλικά ή αγγλικά.

γ. Κάθε αίτηση, δήλωση, πιστοποιητικό ή γνωστοποίηση που αναφέρεται στους Κανόνες 11.1, 11.2 και 11.3 γίνεται γραπτά και φέρει υπογραφή και χρονολογία

δ. Κάθε αίτηση, δήλωση ή πιστοποιητικό που αναφέρεται στους Κανόνες 11.1, 11.2 και 11.3.α. περιέχει τις

παρακάτω ενδείξεις :

i. το όνομα και τη διεύθυνση του γραφείου βιομηχανικής ιδιοκτησίας, το οποίο καταθέτει την αίτηση ή του εξουσιοδοτημένου ή του αναγνωρισμένου μέρους ανάλογα με την περίπτωση,

ii. το χορηγούμενο αριθμό κατάθεσης,

iii. στην περίπτωση του Κανόνα 11.1., την ημερομηνία ή τον αριθμό της αίτησης του διπλώματος που αποτελεί το αντικείμενο της κατάθεσης,

iv. στην περίπτωση του Κανόνα 11.3.α, τις ενδείξεις, που αναφέρονται στο σημείο iii, καθώς επίσης και το όνομα και τη διεύθυνση του γραφείου βιομηχανικής ιδιοκτησίας που προβαίνει στην πιστοποίηση που αναφέρεται στον εν λόγω Κανόνα.

ε. Κάθε αίτηση που αναφέρεται στον Κανόνα 11.3.β περιέχει τις παρακάτω ενδείξεις :

i. το όνομα και τη διεύθυνση του ενδιαφερόμενου μέρους,

ii. το χορηγούμενο αριθμό κατάθεσης.

στ. Η αρχή διεθνούς κατάθεσης σημειώνει το χορηγούμενο αριθμό κατάθεσης πάνω στο υλικό που περιέχει το διατιθέμενο δείγμα και επισυνάπτει αντίγραφο της απόδειξης που αναφέρεται στον Κανόνα 7, ένδειξη για τις πιθανές ιδιότητες του μικροοργανισμού που παρουσιάζουν, ή μπορεί να παρουσιάζουν, κίνδυνο για την υγεία ή το περιβάλλον και, μετά από σχετικό αίτημα, ένδειξη των χρησιμοποιούμενων προϋποθέσεων από την αρχή διεθνούς κατάθεσης για την καλλιέργεια και διατήρηση του μικροοργανισμού.

ζ. Η αρχή διεθνούς κατάθεσης η οποία διέθεσε δείγμα σε κάθε ενδιαφερόμενο μέρος, εκτός από τον καταθέτη, το γνωστοποιεί στον καταθέτη, γραπτά σε σύντομο χρονικό διάστημα, ενημερώνοντάς τον για την ημερομηνία κατά την οποία το δείγμα έχει διατεθεί καθώς επίσης και για το όνομα και τη διεύθυνση του γραφείου βιομηχανικής ιδιοκτησίας, του ενδιαφερόμενου μέρους, του εξουσιοδοτημένου μέρους, ή του μέρους που κατέθεσε την αίτηση και στο οποίο το δείγμα έχει διατεθεί. Αυτή η κοινοποίηση συνοδεύεται από αντίγραφα της αντίστοιχης αίτησης, κάθε δήλωσης που κατατέθηκε σύμφωνα με τον Κανόνα 11 παράγραφος 1, ή 11 παράγραφος 2.ii, σχετικά με την εν λόγω αίτηση και κάθε εντύπου ή αιτήματος που φέρει την υπογραφή του αιτούντος μέρους σύμφωνα με τον Κανόνα 11 παράγραφος 3.

η. Η διάθεση των δειγμάτων που αναφέρεται στον Κανόνα 11 παράγραφος 1 γίνεται δωρεάν. Σε περίπτωση διάθεσης δειγμάτων σύμφωνα με τον Κανόνα 11 παράγραφος 2, ή 11 παράγραφος 3, το τέλος που οφείλεται σύμφωνα με τον Κανόνα 12.1.α,iv βαρύνει τον καταθέτη, το ενδιαφερόμενο μέρος, το αναγνωρισμένο μέρος ή το αιτούν μέρος, ανάλογα με την περίπτωση, και καταβάλλεται πριν από την κατάθεση της αίτησης ή κατά τη χρονική στιγμή κατάθεσής της.

11.5. Τροποποίηση των Κανόνων 11.1 και 11.3 στην περίπτωση που εφαρμόζονται σε διεθνείς αιτήσεις.

Όταν η αίτηση κατατέθηκε ως διεθνής αίτηση, σύμφωνα με τη Συνθήκη συνεργασίας για τα διπλώματα ευρεσιτεχνίας, η αναφορά στους Κανόνες 11.1.i. και 11.3.α,i. στην παρουσίαση της αίτησης ενώπιον του γραφείου βιομηχανικής ιδιοκτησίας θεωρείται ως αναφορά στον ορισμό με τη διεθνή αίτηση του συμβαλλόμενου Κράτους για το οποίο το γραφείο βιομηχανικής ιδιοκτησίας είναι "οριζόμενο γραφείο" με την έννοια της εν λόγω Συνθήκης και η πιστοποίηση δημοσίευσης που είναι απαραίτητη σύμφωνα με τον Κανόνα 11.3.α.i,ii ενέχει θέση, κατ' επιλογή του γραφείου βιομηχανικής ιδιοκτησίας, είτε πιστοποίησης διεθνούς δημοσίευσης που γίνεται σύμφωνα με την εν λόγω Συνθήκη, είτε πιστοποίησης δημοσίευσης που γίνεται από το γραφείο βιομηχανικής ιδιοκτησίας.

Κανόνας 12
Τέλη

12.1. Είδος και ποσά

α. Η αρχή διεθνούς κατάθεσης μπορεί, όσον αφορά τη διαδικασία που προβλέπεται από τη Συνθήκη και τον παρόντα Εκτελεστικό Κανονισμό, να προβλέψει τέλος:

i. για τη διατήρηση,

ii. για τη χορήγηση βεβαίωσης σύμφωνα με τον Κανόνα 8.2,

iii. με την επιφύλαξη του Κανόνα 10.2.ε. πρώτο εδάφιο, για τη χορήγηση δηλώσεων βιωσιμότητας,

iv. με την επιφύλαξη του Κανόνα 11.4.η. δεύτερο εδάφιο, για τη διάθεση δειγμάτων,

v. για την κοινοποίηση των πληροφοριών που αναφέρονται στον Κανόνα 7.6.

β. Το τέλος διατήρησης ισχύει για όλη την περίοδο για την οποία σύμφωνα με τον Κανόνα 9.1. ο μικροοργανισμός πρέπει να διατηρηθεί.

γ. Η καταβολή τέλους δεν πρέπει να εξαρτάται από την εθνικότητα ή την κατοικία του καταθέτη, ούτε από την εθνικότητα, ή την έδρα της αρχής, ή του φυσικού προσώπου ή νομικού το οποίο προβαίνει στην αίτηση για χορήγηση δήλωσης βιωσιμότητας ή διάθεσης δειγμάτων.

12.2. Τροποποίηση των ποσών

α. Κάθε τροποποίηση ποσού τελών που εισπράττονται από την αρχή διεθνούς κατάθεσης κοινοποιείται στο Γενικό Διευθυντή από το συμβαλλόμενο Κράτος ή το διακρατικό οργανισμό βιομηχανικής ιδιοκτησίας, ο οποίος προέβη στη δήλωση που αναφέρεται στο άρθρο 7.1 για την εν λόγω αρχή. Με την επιφύλαξη της παραγράφου γ, η κοινοποίηση μπορεί να περιέχει την ένδειξη της ημερομηνίας από την οποία τα εν λόγω νέα τέλη εφαρμόζονται.

β. Ο Γενικός Διευθυντής κοινοποιεί σε σύντομο χρονικό διάστημα σε όλα τα συμβαλλόμενα Κράτη και σε όλους τους διακυβερνητικούς οργανισμούς βιομηχανικής ιδιοκτησίας κάθε κοινοποίηση, που λαμβάνει σύμφωνα με την παράγραφο α, καθώς και την πραγματική ημερομηνία σύμφωνα με την παράγραφο γ. Η κοινοποίηση που γίνεται από το Γενικό Διευθυντή και η κοινοποίηση που παραλαμβάνει δημοσιεύονται σε σύντομο χρονικό διάστημα από το Διεθνές Γραφείο.

γ. Τα νέα τέλη εφαρμόζονται από την ημερομηνία που αναφέρεται στην παραπάνω παράγραφο α. Παρ' όλα αυτά, όταν η τροποποίηση συμπίπτει με αύξηση του ποσού των τελών ή όταν καμία ημερομηνία δεν έχει αναφερθεί, τα νέα τέλη εφαρμόζονται από την τριακοστή ημέρα από την ημερομηνία δημοσίευσης της τροποποίησης από το Διεθνές Γραφείο.

Κανόνας 12 α
Υπολογισμός των προθεσμιών

12α.1. Προθεσμίες που υπολογίζονται σε χρόνια.
Όταν μία προθεσμία αναφέρεται σε ένα ή περισσότερα χρόνια αρχίζει από την επόμενη ημέρα κατά την οποία το καθοριστικό γεγονός έλαβε χώρα και υπολογίζεται μέσα στον τελευταίο χρόνο που πρέπει να ληφθεί υπόψη ο μήνας που φέρει το ίδιο όνομα και η ημέρα που είναι αντίστοιχη του μήνα και της ημέρας κατά την οποία το εν λόγω γεγονός έλαβε χώρα. Παρ' όλα αυτά, εάν ο τελευταίος μήνας που πρέπει να ληφθεί υπόψη δεν έχει αντίστοιχη ημέρα, η καθοριζόμενη προθεσμία υπολογίζεται ότι λήγει την τελευταία ημέρα του μήνα αυτού.

12α.2. Προθεσμίες που υπολογίζονται σε μήνες.
Όταν μία προθεσμία αναφέρεται σε έναν ή περισσότερους μήνες αρχίζει από την επόμενη ημέρα κατά την οποία έλαβε χώρα το σχετικό γεγονός και τελειώνει κατά τον τελευταίο μήνα που πρέπει να ληφθεί υπόψη και την αντίστοιχη ίδια ημέρα κατά την οποία το εν λόγω γεγονός έλαβε χώρα. Εν τούτοις, εάν ο αντίστοιχος τελευταίος μήνας που πρέπει να ληφθεί υπόψη δεν έχει την αντίστοιχη ημέρα, η προθεσμία θεωρείται ότι λήγει την τελευταία ημέρα του μήνα αυτού.

12α.3. Προθεσμίες που υπολογίζονται σε ημέρες.
Όταν μια προθεσμία αναφέρεται σε έναν ορισμένο αριθμό ημερών αρχίζει από την επόμενη ημέρα από εκείνη που το γεγονός έλαβε χώρα και τελειώνει την ημέρα που θεωρείται ότι είναι η τελευταία ημέρα του υπολογισμού.

Κανόνας 13
Δημοσίευση από το Διεθνές Γραφείο

13.1. Τύπος δημοσίευσης
Κάθε δημοσίευση από το Διεθνές Γραφείο που προβλέπεται από τη Συνθήκη ή τον παρόντα Εκτελεστικό Κανονισμό πραγματοποιείται με το μηνιαίο περιοδικό του Διεθνούς Γραφείου, το οποίο αναφέρεται στη Σύμβαση των Παρισίων για την προστασία της βιομηχανικής ιδιοκτησίας.

13.2. Περιεχόμενο
α. Το αργότερο στο πρώτο έντυπο κάθε χρόνο του εν λόγω περιοδικού δημοσιεύεται ενημερωμένος πίνακας των αρχών διεθνούς κατάθεσης, με τον οποίο ορίζεται ο τύπος των μικροοργανισμών για καθέναν από αυτές τις αρχές, ο οποίος μπορεί να κατατεθεί ενώπιόν τους και το ποσό των τελών που εισπράττουν.
β. Πλήρεις πληροφορίες για καθένα από τα τυχόν γεγονότα που θα ακολουθήσουν δημοσιεύονται μία μόνο φορά στο αριθμητικά πρώτο έντυπο του εν λόγω περιοδικού, το οποίο δημοσιεύεται μετά από την επέλευση των κάτωθι γεγονότων :
i. απόκτηση, διακοπή ή περιορισμός του καθεστώτος της αρχής διεθνούς κατάθεσης και τα μέτρα που λαμβάνονται σχετικά μ' αυτήν την παύση ή τον περιορισμό,
ii. επέκταση που αναφέρεται στον Κανόνα 3.3.,
iii. διακοπή άσκησης των καθηκόντων της αρχής διεθνούς κατάθεσης, άρνηση αποδοχής ορισμένων τύπων μικροοργανισμών και τα μέτρα που λαμβάνονται σε σχέση μ' αυτήν τη διακοπή ή την αποδοχή,
iv. τροποποίηση των εισπραττόμενων τελών από την αρχή διεθνούς κατάθεσης,
v. απαίτηση που γνωστοποιείται σύμφωνα με τον Κανόνα 6.3.β και τροποποίηση των τυχών απαιτήσεων.

Κανόνας 14
Έξοδα των αντιπροσωπειών

14.1. Κάλυψη των εξόδων
Τα έξοδα κάθε αντιπροσωπείας που λαμβάνει μέρος σε συνεδρίαση της Συνέλευσης ή της επιτροπής, ομάδας εργασίας ή άλλη συνεδρίαση κατά την οποία ρυθμίζονται θέματα που αφορούν τις αρμοδιότητες της εν λόγω Ένωσης, καλύπτονται από το Κράτος ή τον οργανισμό που έχει ορίσει την αντιπροσωπεία.

Κανόνας 15
Έλλειψη απαρτίας στη Συνέλευση

15.1. Ψηφοφορία με αλληλογραφία
α. Στην περίπτωση που προβλέπεται στο άρθρο 10.5.β, ο Γενικός Διευθυντής γνωστοποιεί τις αποφάσεις της Συνέλευσης, εκτός από εκείνες που αφορούν τη διαδικασία της Συνέλευσης, στα συμβαλλόμενα Κράτη που δεν παρίσταντο κατά τη χρονική στιγμή υιοθέτησης της απόφασης καλώντας τα να εκφράσουν γραπτώς, μέσα σε προθεσμία τριών ημερών από την ημέρα της εν λόγω κοινοποίησης, την ψήφο τους ή την αποχή τους.
β. Εάν, κατά την εκπνοή της προθεσμίας αυτής, ο αριθμός των συμβαλλόμενων Κρατών τα οποία εξέφρασαν την ψήφο τους ή την αποχή τους αντιστοιχεί στον αριθμό των συμβαλλόμενων Κρατών που έλειπαν για να πληρωθεί η απαρτία κατά την υιοθέτηση της απόφασης, τότε η απόφαση γίνεται εκτελεστή εφόσον συγχρόνως η απαιτούμενη πλειοψηφία συνεχίζει ισχύουσα.

Άρθρο δεύτερο
Αρμόδια αρχή εφαρμογής

Αρμόδια αρχή εφαρμογής του νόμου αυτού είναι ο Οργανισμός Βιομηχανικής Ιδιοκτησίας (Ο.Β.Ι., Ν.Π.Ι.Δ.).

Άρθρο τρίτο
Λεπτομέρειες και όροι εφαρμογής

Με προεδρικό διάταγμα, που εκδίδεται ύστερα από πρόταση του Υπουργού Βιομηχανίας, Ενέργειας και Τεχνολογίας προς τον οποίο εισηγήθηκε το διοικητικό συμβούλιο του Ο.Β.Ι. ρυθμίζονται οι λεπτομέρειες και οι όροι για την εφαρμογή του νόμου αυτού και της Συνθήκης Βουδαπέστης. Με το ίδιο προεδρικό διάταγμα καθορίζεται η περίπτωση υποχρεωτικής ή μη κατάθεσης μικροοργανισμού σε διεθνή αρχή στα πλαίσια της διαδικασίας για χορήγηση διπλώματος ευρεσιτεχνίας ενώπιον του Ο.Β.Ι..

Άρθρο τέταρτο

Έναρξη ισχύος

Η ισχύς του νόμου αυτού αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως, της δε Συνθήκης σύμφωνα με τα προβλεπόμενα στο άρθρο 16 παρ. 2 αυτής.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως Νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 5 Απριλίου 1993

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
Μ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ

ΕΘΝ. ΟΙΚΟΝΟΜΙΑΣ
ΣΤ. ΜΑΝΟΣ

ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ
ΑΝΝΑ ΨΑΡΟΥΔΑ–ΜΠΕΝΑΚΗ

ΒΙΟΜΗΧΑΝΙΑΣ, ΕΝΕΡΓΕΙΑΣ ΚΑΙ ΤΕΧΝΟΛΟΓΙΑΣ
Β. ΚΟΝΤΟΓΙΑΝΝΟΠΟΥΛΟΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους

Αθήνα, 6 Απριλίου 1993

Η ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΑΝΝΑ ΨΑΡΟΥΔΑ-ΜΠΕΝΑΚΗ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ